

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Le Plan de la C. G. T.

THÈSE

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

pour le

DOCTORAT EN DROIT

par

Raymond VEILLARD

Licencié en Droit

Lauréat de la Faculté



ANNECY
IMPRIMERIE L. DÉPOLIER & Cie

—
1938



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Le Plan de la C. G. T.

THÈSE

soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Lyon

pour le

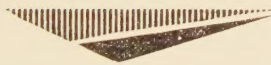
DOCTORAT EN DROIT

par

Raymond VEILLARD

Licencié en Droit

Lauréat de la Faculté



ANNECY
IMPRIMERIE L. DÉPOLIER & Cie

—
1938

UNIVERSITÉ DE LYON - FACULTÉ DE DROIT

Doyen honoraire

M. JOSSERAND, O. ✱, ✱ I., Conseiller à la Cour de Cassation.

Professeurs honoraires

MM. APPLETON (Jean), O. ✱, ✱, ✱ I.

JOSSERAND, O. ✱, ✱ I.

LAMEIRE, ✱, ✱ I.

PIC (Paul), O. ✱, ✱ I.

LAMBERT (Edouard), O. ✱, ✱ I.

Doyen

M. GARRAUD (Pierre), ✱, ✱, ✱ I.

Assesseur

M. ROUBIER, ✱ I.

Professeurs

MM. LÉVY, O. ✱, ✱ I., Professeur de *Droit civil*.

GONNARD, ✱, ✱, ✱ I., Professeur d'*Economie politique*.

PERROUD, ✱, ✱, ✱ I., Professeur de *Procédure civile*.

COHENDY (Georges), ✱, ✱ I., Professeur de *Droit commercial général*.

GARRAUD (Pierre), ✱, ✱, ✱ I., Professeur de *Droit criminel*.

ROUBIER, ✱ I., Professeur de *Droit civil*.

FALLETTI, ✱ A., Professeur de *Droit romain*.

LAMBERT (Jacques), ✱ A., Professeur d'*Etude des institutions internationales d'organisation de la Paix*.

DE LAPLANCHE ✱ A., Professeur d'*Histoire du Droit français*.

NICOLAS, ✱, ✱ I., Professeur de *Droit administratif*.

PHILIP, ✱ A., Professeur de *Science financière et de Législation française des Finances*.

AULAGNON, ✱, ✱ I., Professeur de *Droit civil*.

SCHATZ, ✱, ✱ I., Professeur à la Faculté de Droit de Lille, chargé du Cours d'*Economie politique* (Doctorat).

M^{me} BASTID, Professeur de *Droit international public*.

Professeur sans chaire

M. BASTID.

Agrégés

MM. RICHARDOT, chargé d'un cours d'*Histoire du Droit*.

TREVoux, chargé d'un cours d'*Economie politique*.

Chargés de cours

MM. CONDOMINE, ✱ I., *Droit civil et Droit public* (Capacité 2^e année).

PELLOUX, *Droit administratif*.

MEMBRES DU JURY

M. PHILIP, Professeur à la Faculté de Droit, *président*.

M. SCHATZ, Professeur à la Faculté de Droit.

M. TREVoux, Agrégé à la Faculté de Droit.

} *assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A mes Parents

1811
1812
1813
1814
1815
1816
1817
1818
1819
1820
1821
1822
1823
1824
1825
1826
1827
1828
1829
1830
1831
1832
1833
1834
1835
1836
1837
1838
1839
1840
1841
1842
1843
1844
1845
1846
1847
1848
1849
1850
1851
1852
1853
1854
1855
1856
1857
1858
1859
1860
1861
1862
1863
1864
1865
1866
1867
1868
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

Introduction

Plan, planisme, économie planée sont aujourd'hui des mots à la mode. Dans la confusion présente des esprits, l'idée de plan fut le « catalyseur des réactions de l'opinion publique », les plans se sont « précipités » (1). Malheureusement, beaucoup de documents qui nous sont présentés sous le nom de « plans », usurpent ce titre et spéculent uniquement sur la puissance d'attraction du terme pour tenter d'accréditer à nouveau de très vieilles idées. Qu'est donc un plan, ou plus exactement que devrait-il être ?

Retenons immédiatement une première indication. Un plan n'est pas, ne doit pas être un simple programme. « Dire ce que l'on veut, c'est exposer un programme ; dire ce que l'on peut, c'est dresser un plan », déclare J. Branger (2). Henri de Man, le plus connu des planistes, s'attache lui aussi à différencier plan et programme. Le programme, écrit-il « esquisse des désirs, le plan précise une volonté », et encore : « le programme doit être considéré comme une promesse vague, le plan est un engagement précis à échéance fixe. » Il en résulte une conséquence importante : le plan n'est pas, ne peut pas être tout le

(1) Jacques BRANGER : *Le Contenu économique des Plans et le Planisme* ; Centre polytechnicien d'études économiques. — « X. Crise », Mars-Avril 1935.

(2) Même référence.

programme. C'est une « tranche faite dans le programme en vue d'une réalisation immédiate », une « plate-forme immédiate d'action » (3).

Les auteurs du « plan français » proposent une autre formule : « le programme, déclarent-ils, se bat avec des mots, le plan avec des faits. » (4).

D'un autre côté, alors que le programme est une simple énumération de revendications, le plan se présente comme un tout cohérent ; c'est un ensemble de mesures, toutes réalisables immédiatement, mais qui, d'une part se conditionnent l'une l'autre et, d'autre part, ne sont applicables que selon un certain ordre d'exécution.

H. Noyelle, dans un très intéressant article consacré aux plans de reconstruction économique et sociale en France et à l'étranger propose, lui aussi, une distinction : « Les programmes résument les aspirations de la doctrine en termes idéologiques ou au moins abstraits, tandis que les plans définissent des moyens concrets d'action constructive dont on attend la réalisation totale ou partielle de la doctrine. » (5). « Tous les plans, poursuit-il, dénoncent non pas toujours le capitalisme en soi, non pas toujours le profit, l'intérêt, le salariat, la propriété privée, mais le désordre économique et partant social engendré par un régime de production où les activités individuelles manquent de coordination volontaire et délibérée. » Tous les plans s'attaquent donc à la crise qu'ils veulent réduire et dont ils veulent éviter le retour, leur but est de nous apprendre par quels moyens techniques nous devons orga-

(3) Henri de Man, intervention au Congrès de Bruxelles (1933) du parti ouvrier belge.

(4) *Le Plan Français*, p. 26. — Fasquelle, éditeurs.

(5) *Revue d'Economie politique*, Septembre-Octobre 1934.

niser la production et l'échange en vue d'obtenir ce résultat. Tous constatent que l'équilibre économique ne se réalise plus automatiquement, qu'il est « à éclipses », que ces éclipses sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus durables, tous prétendent avoir découvert les moyens qui permettront d'obtenir un équilibre stable, ou moins instable. Le problème que s'efforcent de résoudre les plans est donc un problème d'équilibre, un problème vital de technique économique.

Le libéralisme pur, tel que ses docteurs l'ont décrit, se fonde sur la loi prétendue naturelle de l'automatisme de l'équilibre économique réglé par le mouvement des prix : « la division du travail entraîne l'échange, sur la base de l'offre et de la demande, qui détermine les prix selon l'utilité des choses, tandis que les prix règlent automatiquement l'offre et la demande. » (6). La seule condition — nécessaire, mais suffisante — pour que se réalise cet équilibre est que chaque individu soit entièrement libre : il faut « laisser faire ». Il n'est donc pas besoin de plans, de direction de l'économie. Celle-ci obéit à des lois naturelles d'où naît spontanément l'équilibre, l'économie est plus du domaine de la nature que de la société ; le plan n'est pas, ne doit pas être humain, il est naturel, spontané.

Mais le libéralisme pur, l'économie pleinement automatique sont des « utopies » (7). De plus en plus, au cours de l'histoire, l'économie a été en partie dirigée par la volonté de certains groupes d'entrepreneurs, de salariés ou par l'Etat. A la loi économique de l'offre et de la demande qui devait jouer seule est venue s'opposer l'action

(6) H. NOYELLE : Art. cité.

(7) H. NOYELLE : *Utopie libérale, chimère socialiste, économie dirigée*. Sirey, 1934.

d'une autre loi que H. Noyelle appelle la « loi sociale ». Elle se manifeste par l'esprit d'association, d'entente, de non-concurrence, elle substitue le groupe à l'individu. Cette loi sociale contredit la loi économique puisqu'elle joue dans le sens de la concentration et de l'association au détriment de l'indépendance individuelle. « Les efforts de direction, écrit M. Noyelle, tendent à obtenir un meilleur équilibre économique et social. Mais la loi économique de l'offre et de la demande semble faire obstacle à ces volontés que l'on doit considérer comme arbitraires, déraisonnables et impuissantes ou génératrices de plus grands désaccords s'il est établi que la loi économique impose une concurrence strictement individualiste. Pas de conciliation possible, alors, entre loi économique et ce que nous appelons loi sociale... » (8).

C'est précisément le conflit tragique de ces deux lois qui fait surgir le problème d'organisation nécessaire que les « planistes » s'efforcent de résoudre et dont les libéraux purs (9) nient l'existence.

Nous sommes en présence d'un fait : l'automatisme de l'équilibre est mis en échec par la volonté humaine. Deux attitudes sont possibles et logiques. Ou bien, nous devons, comme le suggère les libéraux purs, faire marche arrière et laisser jouer sans contrainte les forces économiques, mais ce résultat s'avère impossible à atteindre pratiquement ; ou bien, au contraire, nous devons résolument adopter une attitude active, tenter de nous affranchir de la prétendue tutelle de ces forces économiques et mettre

(8) H. NOYELLE : Id., p. 182.

(9) Mais seulement les libéraux purs. Le libéralisme peut en effet s'entendre, selon le mot de M. Rist (*Revue d'Economie politique*, 1934, n° 2, p. 451), comme un mélange « de liberté et d'organisation rendu nécessaire par le fait de la concentration ». Cf. H. NOYELLE : *Revue d'Econ. polit.*, 1934, art. cité.

au point une technique de direction de l'économie. C'est dans cette seconde voie que s'orientent les planistes. H. Noyelle, auquel nous avons beaucoup emprunté jusqu'ici, montre, au terme de l'analyse sévère de plusieurs plans qu'il a entreprise, combien sont divers et imprécis les moyens qu'on nous propose, combien souvent aussi ils apparaissent techniquement faibles.

Notre but est moins ambitieux. Un seul plan retiendra notre attention : le plan de la C.G.T. Après l'avoir situé dans l'histoire du mouvement planiste, et en avoir exposé le contenu, nous nous efforcerons d'en dégager la valeur. Pour cela, nous nous placerons à un double point de vue : théorique d'abord : le plan instaure-t-il un système économique nouveau ? tactique ensuite : quel est le rôle qu'il doit jouer, quels sont les espoirs qu'il doit faire naître ? Nous étudierons enfin l'accueil que lui ont réservé les autres organisations syndicales françaises.

La première partie de cet ouvrage sera donc presque exclusivement descriptive. Nous y réunirons en les classant et en les ordonnant par ordre logique, tous les éléments qui nous paraîtront susceptibles d'aider à comprendre le plan syndicaliste, d'en faire mieux apparaître les caractères distinctifs, le sens exact et la portée réelle. Qu'on ne s'étonne pas de la prudence de notre méthode. Elle ne nous est pas dictée seulement par un souci bien compréhensible d'objectivité, ni même par le désir d'étayer nos affirmations par des textes irrécusables, mais simplement par la nécessité. Expliquons-nous. Dans une courte préface à une brochure de J. Duret intitulée : « Sens et portée du plan », M. Bothereau, secrétaire-adjoint de la C.G.T., rappelle que « le plan de la C.G.T. n'est encore pour l'instant qu'un simple exposé d'un généreux projet. »

Léon Jouhaux, au cours d'un entretien particulier avec M. Dauphin-Meunier, le 3 juin 1935, a bien voulu préciser lui aussi que le plan n'avait pas encore été publié officiellement (10). Il n'est paru encore qu'un « exposé » sur le plan de rénovation économique et sociale, « exposé qu'on confond ordinairement avec le plan lui-même. » Nous devons donc, pour juger en pleine connaissance de cause les suggestions syndicalistes, combler les lacunes que présente le document officiel, et cela grâce aux renseignements complémentaires que nous trouverons dans les publications de militants particulièrement qualifiés et dans les brochures de propagande de l'Institut Supérieur Ouvrier.

Il nous reste dans cette introduction, après avoir rapidement défini les plans, exposé le problème auquel ils s'attaquent, indiqué le but que nous poursuivons et justifié notre méthode, à expliquer les raisons de notre choix : pourquoi étudier spécialement le plan confédéral alors que tant de plans nous sont proposés ? Les plans sont en général des œuvres collectives. A ce titre nous paraissent, les plus dignes d'attention — parce que les plus susceptibles d'application — ceux d'entre eux qui ont déjà été acceptés, sinon conçus, par des groupements numériquement importants (parti politique ou groupement « ayant au moins une vocation à l'activité politique »). Or, la C.G.T. réunifiée est indiscutablement le plus puissant de ces groupements. Il ne faut pas non plus oublier que depuis un an le mouvement syndicaliste se développe dans notre pays à un rythme accéléré et qu'il y a dans ce fait une nouvelle raison pour nous inciter à étudier d'un peu près les conceptions de la C.G.T. Or, celle-ci « présente

(10) Cf. DAUPHIN-MEUNIER : *La Banque*, 1919-1935 (Gallimard), p. 283, en note.

avec son plan une vue d'ensemble particulièrement claire et audacieuse de la place du syndicalisme dans la transformation sociale en cours » (11). Enfin, ce plan est l'un des premiers qui aient été élaborés en France et il a suscité diverses réactions qui ont dans une large mesure influé sur le contenu de plans publiés ultérieurement : plan français ou plan de nouvel âge par exemple.

(11) André PHILIP: *Trade Unionisme et Syndicalisme*, p. 339. (Editions Montaigne).

PREMIÈRE PARTIE

Le Plan de la C. G. T.

CHAPITRE PREMIER

**Le Plan dans le mouvement
planiste**

Le mouvement planiste, quoiqu'il soit un mouvement jeune, ne date pas, comme on pourrait le supposer, des toutes dernières années. Bien que cette dénomination « plan » n'ait pas été employée à l'époque, c'est à la C.G.T. que revient l'honneur d'avoir la première établi un plan. Dès la fin des hostilités, en effet, le Congrès de Lyon élaborait un programme général de reconstruction économique. Ce « plan » dans lequel on retrouve la plupart des idées qui inspirent le document actuel — en particulier l'idée de nationalisation et l'idée d'économie dirigée — doit être considéré comme le premier en date de tous les plans (1).

Malheureusement, de très graves conflits de tendances, puis la scission de 1921, empêchèrent longtemps la C.G.T. de poursuivre son effort constructif qui, jusqu'à ces toutes dernières années, semblait devoir demeurer sans lendemain. Aussi fut-ce à l'étranger que l'on reprit pour la perfectionner la notion de plan et de l'étranger que nous vinrent les premiers « plans » de réorganisation économique.

Le gouvernement soviétique entra en 1928 dans la troisième phase de son histoire : après le communisme de guerre et la N.E.P. (nouvelle politique économique), s'ouvrait l'ère des plans, qui par l'application méthodique du premier « plan quinquennal » et de ses successeurs, allait

(1) Note : Il a fait l'objet d'une remarquable étude de M. Leroy intitulée : « Les techniques nouvelles du syndicalisme », Rivière, Paris, 1921.

permettre, au dire du gouvernement, d'utiliser au mieux toutes les forces vives de la nation et de faire de l'immense Russie, le seul pays au monde dont l'économie soit équilibrée et exempte de ce fléau moderne : le chômage. L'opinion mondiale s'intéressa, on peut même dire se passionna : le plan quinquennal, produit russe, fut bientôt connu, disséqué, discuté, critiqué ou loué, et à la faveur de tout ce bruit fait autour d'un plan, l'idée même de plan s'imposa.

Mais elle ne s'imposa pas telle que les Soviets l'avaient créée. C'est, dit-on souvent (2), au théoricien belge Henri de Man qu'il appartient « d'adapter à l'usage occidental cette notion de plan ». Cette affirmation sans être inexacte est très exagérée. Bien avant H. de Man, la Wirtschaftsdémokratie allemande avait étudié la question des plans. Henri de Man a beaucoup appris au cours du long séjour qu'il fit en Allemagne. Il n'en conserve pas moins le très grand mérite d'avoir précisé remarquablement la portée et le sens des idées nouvelles et de les avoir concrétisées dans son « plan de travail ». Alors que pour les Soviets, les plans quinquennaux sont des armes offensives contre les pays capitalistes, alors qu'ils doivent permettre, grâce aux immenses richesses en matières premières de l'U.R.S.S., à l'économie soviétique de dominer et d'écraser toutes les économies « bourgeoises » et de hâter la révolution mondiale (3), le plan de Man, le premier en date des plans « occidentaux », adopté à la fin de 1933 à Bruxelles par le Parti Ouvrier belge à la quasi-unanimité est beaucoup plus pacifiquement un essai de réorganisation de l'économie belge, d'où tout caractère offensif doit être banni. Ce n'est pas comme

(2) G. LE GOU : *Planisme et Rassemblements*; Revue Politica, Janvier-Février 1935.

(3) Voir L. LAMBERT : *Le Dumping russe et le Plan quinquennal* ; Société nouvelle des Imprimeries réunies, Paris 1931.

le plan quinquennal, un plan qu'on élabore et qu'on applique, après révolution faite, lorsqu'on est devenu le maître absolu du pouvoir d'Etat et de l'économie d'un pays, mais un plan qu'on dresse quand on pose sa candidature à l'exercice du pouvoir, et qu'on promet de réaliser lorsque la conquête de la majorité parlementaire aura permis d'obtenir la direction des affaires publiques.

Le mouvement planisme était né. Ainsi qu'on l'a dit, parlant des plans, « le mot est venu de Russie et la chose de Belgique, et tout de suite l'un et l'autre ont eu un plein succès. » (4). De Belgique, l'idée gagne la Suisse, puis les Pays-Bas dont les organisations ouvrières élaboraient un plan respectivement en 1934 et 1935. En Grande-Bretagne, l'aile gauche du Labour-Party, la Socialiste league, s'orientait dans le même sens sous l'énergique impulsion d'intellectuels et de techniciens comme Cripps, Rowse et G. D. H. Cole (5). En même temps on assistait à l'adoption du planisme par la Fédération syndicale internationale (Congrès de Bruxelles de juillet 1934) et la question faisait l'objet d'une semaine d'études de la Fédération internationale des étudiants socialistes. Enfin, en septembre 1934, c'était la réunion à Pontigny d'une Conférence internationale des plans, groupant les délégués d'organisations syndicales ou politiques de plusieurs Etats, réunion qui devait se répéter deux ans plus tard à Genève les 17, 18 et 19 avril 1936.

Faisons, avant de rappeler l'histoire du mouvement en

(4) R. LOUZON : *Le « réalisme » du Plan de la C.G.T.*, dans *La Révolution Proletarienne*, 10 janvier 35.

(5) Les études de la Ligue socialiste ont été publiées en français par le groupe de Révolution constructive (cahier n° 3), avec une préface de A. PHILIP, sous le titre : *Vers un plan britannique*.

France jusqu'à la publication du plan de la C.G.T., deux remarques importantes :

1) G. Le Gou (6) écrit : « Dès son origine, le mouvement planiste s'est opposé à l'optimisme libéral comme au fatalisme marxiste. » Cette formule est un peu absolue : elle ne s'applique qu'à un certain libéralisme et sacrifie délibérément toute la dose de volontarisme qu'implique le marxisme. Le marxisme admet que les causes économiques de l'évolution puissent ne pas opérer d'elles-mêmes les transformations qui sont en germe dans les sociétés. Il professe que la volonté humaine doit intervenir pour que le mouvement économique s'accomplisse. H. Noyelle l'a rappelé bien avant nous et concluait (7) : « A cet égard le marxisme paraît moins « automatiste » que le libéralisme. Et pourtant ?... les deux doctrines requièrent que la volonté soit conforme à la loi naturelle alors que le déterminisme « scientifique » suppose que la volonté des hommes est nécessairement soumise à la loi naturelle. » Le libéralisme comme le marxisme peuvent donc, très approximativement, être caractérisés par leur philosophie automatiste, bien que cet automatisme soit plus ou moins apparent. A cet automatisme, la philosophie planiste oppose le plus pur *volontarisme*. Les planistes ne croient plus aux prétendues lois naturelles, ils ne croient plus à un soi-disant automatisme régulateur. Pour eux le rôle de l'homme n'est pas de « laisser faire », mais de « faire faire ». L'homme, proclament-ils, ne doit plus assister en spectateur résigné et trop souvent incompréhensif à la manifestation de phénomènes qu'il peut, *s'il le veut*, diriger

(6) Article cité.

(7) Op. cit., p. 186.

à son gré. Le planiste est, avant tout, volontariste ; par là, le planisme est « une affirmation d'humanisme » (M. Déat), « l'exécuteur testamentaire de tout le passé humaniste de notre civilisation » (H. de Man).

2) Notre seconde remarque a trait aux plans eux-mêmes. Ceux-ci sont l'expression concrète du mouvement planiste dans le *cadre national*. Il y a là autre chose qu'une simple constatation de fait, c'est la preuve matérielle des divergences qu'il y a entre le planisme et les « idéologies traditionnelles » (8). Depuis qu'était apparu le « socialisme scientifique », les différents mouvements ouvriers avaient tendance à admettre que l'évolution du capitalisme serait la même partout. Les planistes au contraire tiennent compte des traits spécifiques et des singularités de chaque capitalisme national, ils n'oublient pas le « fait-nation ». Cependant, H. de Man considère que le cadre national est « un point de départ imposé par les faits, plutôt qu'un objectif imposé par la volonté. » (9).

En France, l'idée planiste n'a pas tardé à s'affirmer « avec une force d'ailleurs inégale dans toute une série de mouvements politiques ou syndicalistes et s'est cristallisée dans toute une série de plans. » (10). Peut-être devrions-nous aller plus loin et déclarer que, si l'on se livrait à des recherches approfondies sur l'origine de la notion du plan, notre pays se verrait sans doute cité comme l'un des principaux berceaux de la nouvelle école. Le

(8) Cf. J. DURET, dans la *Tribune des Fonctionnaires*, du 25 avril 1936.

(9) H. de MAN : *Le Socialisme et la Paix*, conférence faite le 10 octobre 1934, à Paris, et publiée par la « Vie Socialiste », n° 339, et *Révolution constructive* (cahier n° 8). — Cf. Egalement à cet égard M. DÉAT dans « l'Homme Nouveau », juin 1934.

(10) H. de MAN : *Le Socialisme devant la crise*, p. 7 ; *Révolution constructive*, cahier n° 8.

« plan » de la C.G.T. de 1919-20 mis à part, quelques exemples nous suffiront à justifier ce point de vue, au moins partiellement : c'est en 1929 que paraît « Servitude et grandeur socialistes », de M. Montagnon, en 1930 que M. Déat nous ouvre de nouvelles « perspectives socialistes », en 1932 enfin qu'est publié « Révolution constructive », et c'est une constatation facile à faire que de chacun de ces ouvrages une idée de plan commence déjà à se dégager.

Quoi qu'il en soit, le mouvement planiste en France n'a commencé à se manifester de façon apparente qu'après que fut connu le « plan de Travail » du parti ouvrier belge. Publié par un certain nombre de revues syndicalistes ou politiques, le plan belge ne tarda pas à être largement diffusé dans notre pays. De nombreux articles vinrent en préciser les aspects les plus intéressants et rapidement on assista à la constitution de petits groupes planistes qui s'efforcèrent, dans des directions souvent fort différentes, de faire triompher leur point de vue.

Signalons d'abord le groupe du « Combat marxiste » qui présente une originalité marquée. Planistes, ses membres sont aussi marxistes et s'efforcent de prouver que ces deux thèses, loin d'être incompatibles, comme semblent l'admettre la quasi-unanimité des planistes, sont en quelque sorte complémentaires. Ils s'élèvent avec la plus grande énergie contre toutes les interprétations, à leurs yeux erronées, que l'on a fait subir à la doctrine de Marx et déclarent que le marxisme pur n'exclut aucunement la possibilité d'existence du planisme, qu'au contraire, il la sous-entend.

Dans un autre ordre d'idées, le groupe de « Révolution constructive » s'efforçait de réunir le plus de documents

possibles et publiait un certain nombre de cahiers résumant l'activité planiste internationale (H. de Man : *Pour un plan d'action* ; V. Alter : *Esquisse d'un programme économique socialiste* ; *Vers un plan britannique*, etc.). Ce groupe, allant plus loin encore, synthétisait ses efforts par la publication en mai 1934 d'un dernier cahier intitulé « Eléments d'un plan français ». Son appellation même indique qu'il ne s'agit pas encore d'un plan véritable ; c'est une étude fort intéressante sur la crise du mouvement ouvrier et les principes dont on devrait s'inspirer pour l'élaboration d'un plan concret. Nul doute, nous croyons pouvoir l'affirmer dès maintenant, que cette étude ait influé de façon marquante sur le plan de la C.G.T.

Mais les éléments jeunes du parti socialiste n'étaient pas les seuls à s'intéresser au planisme, « la Tribune des Fonctionnaires et des Retraités », organe de la Fédération générale des Fonctionnaires, après avoir publié le plan de Man et une interview de son auteur, insérait toute une série d'articles sympathiques au planisme et une autre revue syndicaliste « l'Homme réel » consacrait un de ses numéros à l'étude du sujet suivant : le syndicalisme et le plan.

Les choses en étaient là lorsque deux plans furent publiés à cinq jours d'intervalle, au début de mai 1934. Ce sont de jeunes radicaux qui les ont l'un et l'autre rédigés. Le premier, publié par l'« Œuvre » (11) réclame une réforme politique et la création d'une assemblée économique, constituée par des délégués des organisations syndicales et corporatives, chargée de préparer de nouvelles lois économiques, de contrôler les industries de base et de rédiger des codes corporatifs du travail. Quant au second

(11) *L'Œuvre*, 5 mai 1934, plan de Jacques Kaiser, A. Sauger, R. Valabrègue, etc.

plan, dit « plan réformateur du Comité de vigilance » (12), il exige principalement deux choses : la nationalisation du crédit et l'application de plans quadriennaux, élaborés par une assemblée émanée du Conseil national économique transformé.

Enfin, à la suite d'un débat organisé par la « nouvelle école de la paix », un certain nombre de jeunes gens, appartenant à des groupements politiques fort différents (13), se réunissent sous la présidence de Jules Romain et publient bientôt un plan de « Réforme de la France » connu aussi sous le nom de « plan du 9 juillet ». La réorganisation économique y est réalisée par le groupement des producteurs dans le triple cadre social, régional et corporatif, par la réduction de la durée du travail et par l'application d'un certain nombre de mesures destinées à améliorer rapidement la situation économique (grands travaux, programme d'extension africaine, etc.).

De leur côté, les militants syndicalistes qui, rappelons-le, avaient été parmi les premiers à attirer l'attention sur les tentatives étrangères de plan, n'avaient pas tardé à intéresser leurs groupements à l'étude de ces questions nouvelles. Dès le mois de février 1934, le Comité confédéral national de la C.G.T. adoptait un premier texte, qui d'ailleurs se bornait à indiquer un certain nombre de directives destinées à faciliter la rédaction ultérieure d'un véritable plan ; deux mois plus tard, les Etats généraux du Travail, réunis à cet effet, votaient un second texte, qui

(12) De MM. H. FARON, J. SENNAC, G. CUDENET, etc. Voir « Notre Temps », 9 mai 1934.

(13) Allant des ligues aujourd'hui dissoutes des « Jeunesses Patriotes » et « Volontaires Nationaux » aux « Socialistes de France ».

n'était encore selon le mot de G. Le Gou (14) qu'une « ébauche ». Beaucoup d'imperfections pouvaient y être relevées, ce qui explique les remaniements importants qui y furent apportés. Ils furent l'œuvre d'un bureau spécial, nommé par la C.G.T., bureau dont la composition exacte ne nous est pas connue et dont la liste des membres n'a, croyons-nous, jamais été publiée (15). Ce bureau, après six mois de travail, proposait un nouveau texte, beaucoup plus long et beaucoup mieux ordonné qui devait être adopté par le Comité Confédéral d'octobre 1934 et, après quelques modifications suggérées par les Commissions du Plan d'août et de septembre, définitivement acclamé par le Congrès Confédéral de septembre 1935. C'est ce texte que, *brevitatis causa*, nous appellerons « le plan de la C.G.T. » — bien qu'il soit seulement un « exposé sur le plan de rénovation économique et sociale » — qui, précisé sur certains points grâce aux écrits de ses principaux rédacteurs, fera l'objet de la présente étude.

(14) Art. cité.

(15) Cf. G. LE GOU : art. cité p. 9 qui ajoute : « on sait, cependant, que côte à côte siégeaient des économistes (MM. Antonelli, Delaisi, Dard, Ganiwet, Laurat), des ingénieurs (MM. Bonnier, Dablincourt, Vallon) et des professeurs, certains des milieux des anciens combattants (M. R. Cassin), d'autres de la Confédération des Travailleurs Intellectuels (M. Sainte-Lagüe), d'autres de milieux syndicaux (M. Zoretti) ».

CHAPITRE II

Pourquoi le Plan ?

Le Plan contre la crise du capitalisme

Comme tous les plans, le plan confédéral est né de la dernière crise ; comme tous les plans, il se propose de lutter contre ce fléau et d'en éviter le retour par une réorganisation générale de l'économie nationale. Aussi ne comprendrons-nous la portée réelle et le sens exact des remèdes que nous propose la G.G.T. qu'à condition d'exposer d'une part quels sont pour les syndicalistes les caractères et la nature des crises en général et de la dernière crise en particulier, et d'autre part les raisons pour lesquelles les remèdes classiques aux crises sont devenus inopérants.

I. — *Caractères et nature de la crise*

La crise qui a commencé en 1929 aux Etats-Unis, puis atteint l'Europe Centrale, la Grande-Bretagne et enfin la France, a déjà été suffisamment décrite (1) pour que, dans le cadre forcément étroit de cet ouvrage, nous n'ayons pas à en retracer le développement historique. Nous analyserons simplement ses principaux caractères et nous mentionnerons quels sont ceux que soulignent spécialement les publications syndicales.

1) La crise est d'abord une crise de *conjoncture*. Si l'on compare les phénomènes que l'on a pu observer depuis 1929 à ceux qui caractérisèrent les crises antérieures, on

(1) Voir par exemple : *Le Crise et l'Economie dirigée*, de A. PHILIP (1935), et pour la littérature syndicaliste, les publications de l'Institut Supérieur Ouvrier, en particulier : *La Crise Mondiale*, de L. LAURAT, et *Crise et Plan*.

constate une indiscutable analogie, avec cette double différence toutefois que, d'une part, la crise actuelle est beaucoup plus générale et que, d'autre part, elle s'aggrave de pratiques nouvelles, telles que le maintien artificiel de la consommation, mesures qui ont contribué à en accroître la durée.

2) La crise est aussi une crise de *structure*. Nous entendons par là que des faits nouveaux, consécutifs à la guerre ou à certaines politiques économiques nationales se sont produits qui ont bouleversé l'aspect des relations internationales. Citons l'industrialisation des pays neufs, qui a modifié dans une large mesure les rapports de l'Europe et de l'Amérique, l'éloignement progressif de l'économie soviétique du marché européen, le bouleversement, consécutif à la guerre, des rapports entre les différents pays d'Europe, entre l'Europe agricole et l'Europe industrielle, etc.

3) Enfin, la crise est une crise de *système* (2). Le capitalisme moderne est tel que l'équilibre ne se réalise plus spontanément par le mécanisme du prix. Pour que celui-ci soit en mesure de jouer son rôle, il faut que les entrepreneurs n'aient pas la possibilité de fixer leurs prix, autrement dit, il ne faut pas, ni qu'une seule entreprise satisfasse toute la demande d'un produit à elle seule (monopole), ni que plusieurs entreprises qui, réunies, satisfont presque intégralement cette demande, se groupent de façon à se rendre maîtresses du marché (cartels, ententes en vue de la vente à un prix donné). Le capitalisme exige pour fonc-

(2) Un système économique est l'ensemble des relations et institutions qui caractérisent la vie économique d'une société déterminée, localisable dans le temps et l'espace. » (E. ANTONELLI, Cf. *infra*, II^e partie, chapitre I).

tionner normalement que soit respectée la loi de la concurrence et de formation du prix sur le marché par accord entre deux prétentions contraires. Or, que constatons-nous aujourd'hui ? Dans un grand nombre de domaines, ces lois sont violées, du fait du développement des dimensions des entreprises de production (capitalisme à grosses unités) et des ententes entre producteurs : le prix ne se forme plus, il est formé, il ne résulte plus d'un accord volontaire entre deux prétentions contraires, il est imposé par une des deux parties. Il n'est donc plus en mesure de remplir sa fonction d'auto-régulateur du système.

Tous les planistes sont d'accord pour reconnaître ces trois aspects différents de la crise ; H. de Man par exemple déclarait le 10 novembre 1934, au cours d'une conférence donnée à Liège : « J'estime pour ma part que la crise actuelle est à la fois cyclique et de régime ; si elle a débuté comme toutes les crises cycliques qui l'ont précédée, elle perdure en tant que crise de régime. » (3). Les rédacteurs du plan confédéral ne font pas exception à cette règle, et tous mettent l'accent sur le dernier caractère de la crise. « La gravité de la crise actuelle, écrit J. Duret, résulte du fait qu'une aggravation cyclique de la conjoncture est venue se greffer sur un phénomène beaucoup plus durable et plus profond : la décadence de tout le système de l'économie capitaliste. » (4). Par ailleurs, les rédacteurs du plan confédéral insistent sur l'impossibilité de liquidation automatique de la crise actuelle. Les crises du passé se sont liquidées d'elles-mêmes : « Toute maladie suscite dans l'organisme qu'elle atteint des réflexes ; les réflexes

(3) H. de MAN : *Les Techniciens et la Crise* (L'Eglantine, Bruxelles), p. 1.

(4) J. DURET : *Sens et portée du plan*, p. 10, et *Crise et Plan*, p. 42 (publications de l'I. S. O.).

du capital contre les crises sont aussi vieux que les crises elles-mêmes. » Ce sont « l'assainissement intérieur » et « l'expansion » ; or les remèdes spontanés qui avaient joué jadis ne sont plus en mesure d'agir aujourd'hui (5). L'expansion est devenue impossible du fait de la raréfaction des marchés « non-capitalistes » : la plupart des pays neufs se sont industrialisés et partout un protectionnisme rigoureux interdit pratiquement aux marchandises étrangères l'entrée du territoire national. Cette « soupape de sûreté » (J. Duret) de l'économie capitaliste ne fonctionne donc plus. Quant au second moyen de liquidation automatique : l'assainissement intérieur qui jadis rétablissait l'équilibre des facteurs dont la discordance avait amené la crise, il est également inopérant aujourd'hui. Il résultait d'une diminution de l'offre par une contraction de la production. Or, si l'on prend pour base 100 en 1929, l'indice général de la production a passé de 101 en 1930 à 71 en 1934, celui de la métallurgie de 97 à 62 pendant la même période, celui du textile de 92 à 68,4, etc., et pourtant aucun soulagement n'en est résulté. Jadis, une baisse générale des prix suffisait à provoquer l'assainissement de l'économie ; aujourd'hui, la baisse des prix est inopérante, même lorsqu'on met délibérément tout en œuvre pour la provoquer.

Comment alors sortir de la crise ? La solution syndicale exposée dans le plan est la conséquence logique de l'explication de la crise adoptée par la C.G.T. Depuis fort longtemps, les plus éminents économistes se sont attachés à établir les causes des crises. On peut, avec L. Laurat (6),

(5) Cf. LAURAT : *La Crise Mondiale*, p. 109.

(6) Dans *Crise et Plan*, p. 33.

classer les principales explications qui ont été données en trois groupes : théories monétaires, théories disproportionnalistes, théories de surproduction.

Les militants syndicalistes « liquident » en quelques mots les explications monétaires des crises, lesquelles, déclarent-ils, témoignent « d'indigence intellectuelle » (7). Comment affirmer en effet que la pénurie d'or, prévisible seulement pour les années 1936 et suivantes puisse expliquer la crise qui débuta en 1929 ? et comment oser prétendre que la mauvaise répartition de l'or doive être rendue responsable d'un ensemble de faits qui se sont manifestés dans le pays qui, précisément, détenait les plus importantes réserves d'or du monde ?

Les deux premiers groupes de théories restent donc seuls en présence ; une controverse de plus d'un siècle a permis de les confronter (8). Le point de départ des théories disproportionnalistes est le célèbre aphorisme de J.-B. Say : « les produits s'échangent contre des produits. » On en a conclu (Ricardo, Say) que, si parfois certains produits ne trouvent pas à s'échanger, c'est qu'ils manquent de débouchés, que d'autres produits sont en nombre insuffisant. Le fait générateur des crises serait donc une surproduction partielle, ou plus exactement une disproportionnalité dans la production.

Les syndicalistes, partisans de la théorie de surproduction générale, ont reconnu à cette thèse une part de vérité. J. Duret affirme par exemple que « la rupture de la proportionnalité est certainement un élément très important

(7) L. LAURAT, même référence).

(8) Cf. L. LAURAT : *La Crise Mondiale*, où l'on trouve résumés les éléments essentiels de cette controverse, pages 84 à 104.

des crises » (9), — mais ils ont nié qu'elle fut complètement exacte : « Say a raison de dire que tout accroissement de la production crée *ipso facto* un pouvoir d'achat accru du même ordre de grandeur. Mais il oublie — et c'est en cela que les partisans de la surproduction ont raison contre lui — que le pouvoir d'achat destiné à l'accumulation est un pouvoir d'achat *conditionnel*, puisqu'il cesse de s'exercer dès que l'outillage devient trop important pour l'autre partie du pouvoir d'achat consacrée à la consommation, partie qui constitue un pouvoir d'achat *inconditionnel*. Le pouvoir d'achat conditionnel n'apparaît comme demande sur le marché qu'en fonction du développement parallèle de l'outillage et du pouvoir d'achat inconditionnel. Mais comme la concurrence pousse la classe capitaliste à rompre ce parallélisme, l'accroissement trop rapide des investissements par rapport à la consommation conduit à la « stérilisation » de la tranche conditionnelle du pouvoir d'achat. » (10).

Cette rupture de la proportionnalité entre le volume des investissements et celui de la demande constitue en effet pour les partisans des théories de surproduction, le facteur principal des crises. Quelques précisions sont ici nécessaires (11). Deux constatations sont à la base des théories de surproduction — ou de sous-consommation, ou de surcapitalisation, ces trois dénominations étant toutes également employées.

(9) Sens et portée du plan, p. 6.

(10) *Crise et plan*, p. 32-33, sous la signature de L. Laurat.

(11) Nous recommandons très vivement au lecteur que la question intéresserait de vouloir bien se reporter au remarquable ouvrage d'André PHILIP : *La crise et l'économie dirigée*, chap. IV, ouvrage auquel nous faisons de nombreux emprunts au cours des développements qui suivent.

1) La demande des produits dépend de la répartition des revenus. En effet, les désirs d'un consommateur éventuel ne se manifestent effectivement sur le marché qu'en fonction de son pouvoir d'achat, c'est-à-dire de son revenu. De plus, — constatation complémentaire, — plus le pouvoir d'achat du consommateur est considérable, plus il est facile à ce dernier de renoncer à certains de ses désirs, à ceux dont l'intensité est la plus faible.

2) La seconde constatation réside dans le fait que toute modification du rapport de la demande des biens à leur quantité entraîne une modification beaucoup plus considérable des prix.

En possession de ces deux éléments, il apparaît possible d'expliquer les crises. Nous allons le faire de façon très schématique, en indiquant au passage les corrections qui apparaissent nécessaires à ce schéma dans le cas particulier de la crise que nous traversons. — En effet, traduisant fidèlement la pensée, non seulement des « cégétistes », mais encore de tous ceux qui se sont attachés à l'étude de la crise actuelle, J. Duret prend grand soin de noter que si celle-ci « vérifie dans une large mesure l'exactitude de certaines analyses, elle ne se laisse cependant pas enfermer dans les cadres d'aucune prévision schématique. » (12).

1) Période d'essor : pour une raison quelconque (progrès technique, récolte exceptionnelle, invention nouvelle, etc.), se produit à une époque donnée, une augmentation de la demande soit d'un seul bien, soit, cas plus rare, de plusieurs biens à la fois. Les producteurs de ces biens voient leur rémunération accrue et en profitent pour augmenter leurs dépenses d'où bientôt une hausse générale des biens de

(12) J. DURET : brochure citée.

consommation, par conséquent une hausse beaucoup plus considérable encore des prix qui se traduit à son tour par une hausse verticale des profits. Pendant ce temps, les revenus fixes : salaires ouvriers, revenus paysans, traitements des fonctionnaires ne s'élèvent pas au même rythme.

L'ampleur des bénéfices réalisés, le désir d'en réaliser de nouveaux plus considérables encore, enfin les possibilités accrues d'investissement et d'épargne qu'ils représentent incitent les entrepreneurs à accroître leur production. Aussi assiste-t-on bientôt à une hausse considérable de la demande d'instruments de travail, de la demande de biens capitaux, d'où une hausse du prix de ces mêmes biens, hausse qui vient doubler et consolider celle déjà constatée du prix des biens de consommation.

Et bientôt un déséquilibre apparaît : le développement des entreprises, l'augmentation de la production des biens de consommation se fait à un rythme beaucoup plus rapide que l'élévation des revenus fixes ; les entrepreneurs, mal informés, investissent trop souvent même en recourant au crédit (13). On assiste à un accroissement anarchique de la production. D'une façon générale, les entreprises existantes se développent et de nouvelles entreprises se créent, sans aucune considération ni de ce que sera bientôt la demande, ni de ce que sera le prix de revient réel du produit. En même temps, la hausse beaucoup plus lente des revenus fixes empêche la demande de se maintenir, les possibilités d'écoulement des biens de consommation

(13) L'inflation de crédit qui se manifeste au cours et surtout à la fin de la période d'essor et qui contribue dans une large mesure à l'aggravation du déséquilibre en permettant la réalisation d'investissements indépendants de ceux autorisés par l'épargne, résulte du fonctionnement même du système bancaire. Voir sur ce point A. PHILIP : *La crise et l'économie dirigée*, p. 133 et suivantes et *infra*, chapitre IV.

deviennent chaque jour plus difficiles, bientôt les prix baissent, la crise est commencée.

Une objection vient à l'esprit : comment se fait-il que l'élévation des prix de revient et le dépassement par la production des possibilités d'absorption du marché n'entraînent pas, dès qu'ils se produisent, une diminution rapide des profits et un arrêt des investissements ? Les syndicalistes répondent en faisant intervenir le facteur temps. L'arrêt des investissements n'est pas immédiat car il s'écoule une certaine durée entre la demande de biens de consommation et ses possibilités de satisfaction par l'appareil productif. Lorsque les entrepreneurs prennent conscience du déséquilibre, il est déjà trop tard, leurs commandes de biens capitaux sont passées et ne sont souvent pas encore exécutées. L'appareil productif, déjà suroutillé par rapport aux possibilités de la consommation, le sera davantage encore lorsque toutes les commandes de biens capitaux auront été livrées et inéluctablement la crise s'aggravera lorsque les nouvelles machines, déjà en surnombre, seront employées.

2) Période de dépression : Pendant cette période on assiste à un certain nombre de phénomènes inverses de ceux enregistrés précédemment. Le fléchissement des prix qui à la fin de l'essor se manifestait déjà, s'accélère rapidement tandis que les salaires et, d'une façon plus générale, les revenus fixes, se maintiennent un certain temps ; les profits baissent verticalement pour disparaître bientôt complètement, ce qui entraîne l'élimination des entreprises déficitaires. Actuellement d'ailleurs, cette loi de sélection naturelle des entreprises joue à rebours : ce ne sont plus les entreprises marginales qui disparaissent, mais les entreprises les mieux outillées, celles dont l'aménagement ou le

développement a coûté très cher, qui, par là même, se trouvent les plus endettées et ont de ce fait un coût de revient monétaire (et non réel) très élevé.

Pendant ce temps, on assiste à une reconstitution progressive de la demande, consécutive à la baisse des prix. D'abord les achats de ceux dont le revenu est extérieur au régime capitaliste (pays coloniaux, paysans) se relèvent. Toutefois, ce facteur de résorption des crises qui était très important avant-guerre, l'est beaucoup moins dans la crise actuelle du fait de l'industrialisation progressive des pays coloniaux et orientaux et du fait que précisément la crise générale débuta par une crise agricole aiguë. En même temps, la demande de ceux qui disposent de revenus fixes se rétablit. Cependant, le phénomène n'est ni aussi net, ni aussi rapide qu'on pourrait l'imaginer. L'entrepreneur, coincé entre des prix de revient élevés et des prix de vente en baisse, essaye de comprimer les coûts de production et souvent diminue les salaires, ce qui ampute d'autant le pouvoir d'achat de la classe ouvrière et freine la demande. Fait plus grave encore, même si l'entrepreneur entend maintenir les salaires et opérer une réduction du coût de revient par des aménagements techniques, il en résulte tout de même une diminution de la capacité d'achat globale de la classe ouvrière due à l'apparition d'un phénomène nouveau : le chômage « technologique » ou « structurel ». En effet, il apparaît de plus en plus nettement aujourd'hui que chaque progrès technique, chaque essai de mécanisation se traduit automatiquement par une diminution du nombre d'ouvriers employés.

Enfin, un dernier obstacle apparaît. La réorganisation de la production, rendue indispensable par la baisse des prix de vente, se heurte, au cours de la période de dépres-

sion, au refus d'investissement des capitaux. Les entrepreneurs désireux d'améliorer leurs méthodes de production ont besoin d'argent ; or, l'épargne, effrayée des risques de la production, reste flottante, hésite à s'immobiliser. Tant que dure ce phénomène, il constitue un dernier et très important facteur de prolongation de la crise.

Tous les obstacles à la réalisation d'un nouvel équilibre que nous venons de résumer se manifestent de façon aiguë aujourd'hui. Les crises du passé se sont résorbées lentement, de plus en plus lentement, de plus en plus douloureusement. Petit à petit, les prix de revient se trouvaient réduits par les progrès de la technique et l'amélioration des méthodes de direction, petit à petit s'opérait la liquidation des investissements excessifs, et la baisse des prix de revient permettait à l'offre de rejoindre le niveau où s'était stabilisée la demande. Au bout d'un laps de temps qui devenait chaque fois plus long, tout se trouvait prêt pour un nouvel essor, pour une nouvelle ère de prospérité. Les militants syndicalistes sont persuadés qu'il n'en ira plus de même cette fois-ci.

Ils estiment, à juste titre, que « plus le progrès technique avance, plus longue et plus douloureuse est la période de dépression » (14). De leur théorie des crises, ils déduisent logiquement que pour réaliser un nouvel équilibre, il faut que les prix baissent davantage que les revenus, que les prix de revient baissent davantage que le pouvoir d'achat des masses. Ils sont persuadés — et l'expérience leur donne raison — que ce résultat ne sera pas obtenu par le libre jeu des initiatives individuelles. Ils sont persuadés aussi — et nous allons le démontrer maintenant avec eux — que

(14) A. PHILIP : *op. cit.*, p. 148.

l'on n'aboutira pas davantage à ce même résultat par l'emploi de certains remèdes proposés tels que déflation ou dévaluation monétaire, remèdes qu'ils qualifient dédaigneusement de « capitalistes ». Ils affirment, enfin, qu'il ne suffit plus aujourd'hui de vouloir résoudre la crise, mais qu'il faut songer à en éviter le retour, que seule une direction systématique et permanente de l'économie permettra d'obtenir un équilibre permanent.

II. — *L'impuissance des remèdes « capitalistes »*

La déflation comme la dévaluation sont entendues par les « cégétistes » comme des tentatives « d'économie dirigée dans le cadre du capitalisme » et sont l'une expressément, l'autre tacitement rejetées par le plan.

a) Critique de la déflation :

Chacun aujourd'hui sait ce qu'est une politique de déflation : il s'agit, par le moyen d'une baisse générale et concomittante des prix et des revenus, de réaliser progressivement un nouvel équilibre entre la production et la consommation. Pour cela, il faut envisager la baisse de tous les éléments des prix de revient, dont les conséquences directes seront l'élimination des entreprises marginales, la diminution par conséquent de la production et un nouvel essor des industries exportatrices. La déflation des crédits entraînera la vente des stocks à vil prix par les industriels ayant besoin d'argent, ce qui obligera les autres entrepreneurs à employer de meilleures techniques de production, de direction et d'administration pour ne pas vendre à perte.

Une diminution générale des frais de l'Etat favorisera le retour à l'équilibre budgétaire, permettra peut-être même

un allègement des charges fiscales et contribuera dans cette mesure au retour d'une vie économique normale. N'oublions pas non plus les arguments psychologiques : l'équilibre budgétaire réalisé et les efforts du gouvernement couronnés de succès, ce sera par un réflexe bien compréhensible la fin de la thésaurisation ; les capitaux ainsi libérés seront à nouveau attirés par l'industrie et les affaires reprendront.

Le programme est séduisant ; pourtant, la C. G. T. (comme les partis ouvriers et une partie de la doctrine) s'est élevée avec véhémence contre le projet d'abord, les conséquences de son application ensuite. Les arguments évoqués sont nombreux ; nous n'en rappellerons que les plus convaincants que nous rangerons en deux catégories :

- 1° L'inefficacité de la déflation prouvée par les faits ;
- 2° L'impossibilité actuelle d'une politique *générale* de déflation.

I. Les faits. — Avant que la déflation ait été tentée en France, la C. G. T. rappelait le sort des expériences étrangères et en tirait une condamnation de principe. Le programme constructif élaboré par elle en avril 1934, tenait compte des premiers résultats de la tentative française et déclarait : « Partout où une politique de déflation a été pratiquée, elle a provoqué un étranglement progressif de l'économie. » La commission administrative de la C. G. T., réunie le 9 mai, rappelait enfin ce point de vue et affirmait que la classe ouvrière n'accepterait plus « de faire les frais de méthodes dont l'impuissance a été constatée, que les faits ont condamnées et qui ne peuvent que précipiter les catastrophes financières chaque jour plus prévisibles ».

Depuis, toutes les publications syndicales (spécialement l'*Atelier* pour le plan) ont montré que cette politique

n'avait, en France, donné aucun résultat. Voici résumées les constatations qu'on y rencontre : l'équilibre budgétaire n'a pas été réalisé, même sur le papier, malgré la politique d'économie du gouvernement ; le déficit, à cause du manque à rentrer des impôts s'est même aggravé de 1932 à 1935 ; pour la même période, l'indice de la production n'a augmenté que de 3 % et le volume des exportations a augmenté de plus de 20 %, tandis que leur valeur baissait d'un quart environ. Qu'en conclure, sinon l'affaïssement progressif de la capacité d'absorption du marché national ? Enfin la baisse des prix de gros (de l'ordre de 20 %) n'a pas été suivie, malgré tous les efforts tentés, par la baisse du coût de la vie (de l'ordre de 6 % seulement).

II. Impossibilité d'une déflation générale. — Certains partisans de la déflation opposent aux arguments, tirés contre elle des faits, le raisonnement suivant : « Les faits constatés ne prouvent rien, car ils correspondent seulement à une application partielle des méthodes que nous proposons, ce qu'il fallait faire c'était une déflation générale et non une déflation partielle. » Mais cette déflation générale, répond la G.G.T., était impossible. D'abord un certain nombre de faits, sans constituer un obstacle infranchissable à toute tentative de déflation générale, retardent singulièrement ses effets dans le temps :

1) Il n'y pas de synchronisation parfaite entre la baisse des salaires et la baisse des prix. Outre que la baisse des salaires ne se fait pas automatiquement et qu'il faut avant de l'obtenir vaincre les résistances des organisations ouvrières, même lorsqu'elle est réalisée, la baisse des prix ne suit pas immédiatement. Ce décalage est normal et quasi-inévitable.

2) De même la baisse des prix de gros qui, en France, n'a pas été suivie d'une baisse des prix de détail, ne pouvait pas l'être. Qu'on voie la cause de cette disparité dans la structure et l'organisation du commerce (beaucoup d'intermédiaires, beaucoup de petits détaillants, etc.), dans l'importance des charges fiscales qui pèsent sur lui, ou dans l'importance croissante du capital fixe industriel et dans le poids des dettes qu'il entraîne, dans tous les cas il est évident que cette disparité subsistera aussi longtemps que des réformes profondes n'auront pas été réalisées. Or, l'ampleur même de ces réformes nécessaires : allègement fiscal, réorganisation du commerce, problème des dettes industrielles, etc., est un témoignage évident qu'elles ne se réaliseront pas du jour au lendemain. Conclusion : l'économie française pendant longtemps encore ne sera pas en mesure de s'adapter à la baisse des prix de détail pourtant indispensable.

De telles constatations suffiraient à entraîner la condamnation d'une politique présentement impraticable, mais il y a mieux encore. L'Etat lui-même est parfois contraint d'intervenir pour enrayer les effets néfastes de la baisse des prix. L'organisation actuelle de la production est telle que si celle-ci se ralentit par suite de la fermeture des débouchés, il en résulte une hausse du prix de revient par unité produite (15). Exiger dans ces conditions une baisse des prix de vente est absurde, c'est pourtant ce que l'on s'est efforcé d'obtenir. Comme il fallait s'y attendre, on dut reculer devant les conséquences catastrophiques de cette politique. Les entreprises menacées de disparition

(15) Cf. la démonstration très simple de A. PHILIP : *La crise et l'économie dirigée*, p. 53.

étaient celles qui étaient le mieux outillées. Souvent fort endettées, elles devaient de surcroît répartir des frais généraux considérables sur un plus petit nombre d'unités produites et en même temps baisser leurs prix de vente. La sélection des entreprises fonctionnait à rebours, on dut renflouer les entreprises menacées et par là maintenir artificiellement une offre déjà trop considérable.

D'un autre côté, les mesures de protection douanière, si elles contribuent à sauvegarder les industries nationales et à leur assurer des débouchés intérieurs, s'opposent directement à la baisse des prix et assurent l'existence d'entreprises qu'une concurrence internationale eût fait disparaître. De plus, la demande des produits moins protégés se trouve fatalement diminuée par le maintien du prix élevé des produits plus favorisés. Ainsi toute mesure de protection douanière va à l'encontre d'une politique de déflation. Or, écrit L. Laurat, en 1929, les marchandises importées en France acquittaient à la douane 1/14^e de leur valeur, en 1934, elles en acquittaient plus du quart, conclusion : « le capital français en fermant ses frontières a presque anéanti le marché national qu'il voulait conserver jalousement pour ses propres produits. » (16).

Par ailleurs, deux attitudes seulement étaient possibles concernant la déflation des prix agricoles : ou bien on ne s'opposerait pas à la déflation totale qui ruinerait complètement la classe paysanne, ou bien on s'y opposerait dans une certaine mesure, ce qui laisserait subsister une certaine disparité entre les prix français et les prix mondiaux, facteur d'aggravation de la conjoncture. On dut adopter cette seconde méthode et on la concrétisa par le

(16) *Atelier pour le plan*, 15 juin 1935.

renforcement des tarifs douaniers et des contingentements. En même temps on fixait pour certains produits (blé par exemple) des prix minima de vente, on organisait le stockage d'autres produits (vin) et on interdisait d'augmenter les surfaces cultivées (blé, vignes, etc.). Un succès partiel (réduction des surfaces cultivées) est venu récompenser ces efforts, compensé en partie d'ailleurs par une amélioration du rendement, mais là encore une déflation partielle — la seule concevable — ne fut pas suffisante.

Autre obstacle à une politique générale de déflation l'action des ententes industrielles. Profitant de leur situation de quasi-monopole, celles-ci s'efforcent de maintenir leurs prix au maximum. Il suffit pour s'en convaincre d'étudier les variations pendant la période 1932-1935 du prix des engrais, de l'électricité et d'une façon générale de tous les produits cartellisés. Qu'en résulte-t-il ? Les industries consommatrices de ces produits cartellisés se trouvent bientôt dans une situation sans issue : le prix des matières premières dont elles ont besoin reste stable et elles doivent baisser leur prix de vente.

Dernier obstacle enfin, le maintien par les compagnies d'assurances de primes élevées dont le poids est si lourd aux finances paysannes et qui contribuent à augmenter sensiblement le prix de revient des produits de la terre. Pour toutes ces raisons, une politique générale de déflation est donc impossible à réaliser ; quant à la déflation qui a été pratiquée en France, elle a porté à peu près uniquement sur les salaires et les traitements. Les seules économies réalisées par l'Etat ont porté sur les traitements des fonctionnaires, les retraites et les pensions ; parmi les éléments des prix de revient, les seuls qui toujours ont été réduits ont été les salariés. D'où « une restriction sensible

de la consommation intérieure sans compensation quant à la production pour le marché extérieur en raison des dispositions douanières entravant les exportations et d'une politique déflationniste identique pratiquée à l'étranger. » La déflation est condamnable « comme cause de régression sociale et comme hérésie économique » (17) et L. Laurat ajoute : « par ses buts comme par ses méthodes, la politique déflationniste représente une forme hybride qui tient à la fois du libéralisme et de l'économie dirigée. » Ce qui se faisait jadis instinctivement, on veut le réaliser consciemment, c'est « l'empirisme érigée en théorie » : « Les déflationnistes voudraient diriger l'économie récalitrante vers le laisser-faire dans le sens du laisser-faire, ce qui est, qu'on le veuille ou non, une absurdité ; car on peut être soit pour le libre jeu des lois naturelles, soit pour la direction de l'économie ; si l'on veut la direction de l'économie, il faut agir contre ces lois, et si l'on croit à ces lois, il faut s'abstenir de vouloir diriger l'économie et les laisser jouer sans contrainte. » (18).

b) Critique de la dévaluation :

Bien que l'« exposé » sur le plan ne contienne aucune critique expresse de la dévaluation monétaire, nous croyons nécessaire d'analyser quelle était au moment où il fut rédigé, l'attitude de la C.G.T. à l'égard des « dévaluationnistes ». On a quelquefois affirmé que le plan exigeait pour son application qu'il soit précédé d'une dévaluation monétaire ; qu'en penser ? C'est ce que nous nous proposons, bien que depuis quelques mois déjà la dévaluation soit un fait accompli, de préciser ici.

(17) *Plan*.

(18) L. LAURAT : *La Crise Mondiale*, p. 111.

Il y a, précisons-le tout de suite, différentes attitudes dévaluationnistes. Dans un remarquable article, intitulé « le problème de la dévaluation » (19), J. Duret signale l'extrême confusion du débat et observe que dans le camp des partisans, comme dans celui des adversaires d'une manipulation monétaire, se trouvent mêlés des hommes dont, par ailleurs les opinions politiques, économiques et sociales sont diamétralement opposées. Cette constatation purement extérieure laisse prévoir que si la dévaluation doit être entendue de plusieurs façons, elle peut aussi être réfutée pour des raisons différentes.

Les dévaluationnistes ne sont d'accord ni sur le but, ni sur les moyens : « Pour certains, la dévaluation ne devrait entraîner qu'une hausse insignifiante des prix, même si pour atteindre ce résultat il fallait affaiblir la protection douanière. Pour d'autres, la hausse des prix est la vertu primordiale de la dévaluation, car cette hausse donnerait aux affaires un coup de fouet énergique. Pour les uns, une série de mesures devraient être adoptées pour que la dévaluation ne se fit pas « sur le dos des travailleurs », pour qu'elle n'aboutit point à une diminution des salaires réels, à une compression encore plus forte du pouvoir d'achat des masses. Pour les autres, l'avantage essentiel de la dévaluation est de permettre une diminution des traitements et salaires sans faire crier trop haut les intéressés. « Si le prix de la vie augmente de 10 % et si vous augmentez de 5 % seulement les salaires et appointements, l'intéressé est beaucoup plus heureux que si le prix de la vie ayant baissé de 23 %, vous diminuez de 10 % sa rémunération », déclara M. Paul Reynaud (20).

(19) Dans *l'Atelier pour le plan*, 15 janvier 1936.

(20) Cité par J. DURET.

Les divergences de vues sont aussi nettes concernant les modalités techniques de l'opération : pour les uns il suffit de dévaluer de 15 % (Nogaro), les autres iraient jusqu'à 20 % (Dessirier), certains enfin déclarent que l'amputation du franc pourrait être au grand maximum de 25 % (Philip) (21). De plus, alors que pour certains, la dévaluation à elle seule constitue un remède infailible à la crise, pour d'autres, elle n'aura d'efficacité que combinée à tout un ensemble d'autres mesures économiques. Enfin, tandis que les uns font remarquer qu'elle seule permettra de réaliser une entente monétaire internationale, les autres négligent complètement cet aspect de la question.

Nous ne pouvons entreprendre ici — le moment serait d'ailleurs mal choisi — l'étude détaillée de chaque théorie, nous classerons simplement les dévaluateurs en deux catégories et nous exposerons quelle était à leur égard l'attitude de la C.G.T.

Dans la première catégorie nous rangerons tous ceux qui, tels MM. Paul Reynaud et Patenôtre considèrent que la dévaluation constitue à elle seule un remède à la crise. La dévaluation, disent-ils doit provoquer une hausse des prix qui améliorera le sort de tous ceux qui succombent sous le poids des charges fixes, contractées avant la crise. D'un autre côté, l'Etat verra sa situation financière améliorée par la réévaluation de l'encaisse-or et l'augmentation des recettes budgétaires qui, fatalement, suivra la hausse des prix. Enfin l'équilibre économique sera grandement facilité, dit-on, par la hausse des prix de gros, plus rapide

(21) On sait que la dévaluation récente a largement dépassé ces pourcentages. Cela tient à ce qu'elle fut réalisée postérieurement au vote de lois sociales importantes, tandis que les chiffres cités au texte furent tous proposés avant le vote de ces mêmes lois.

que celle du coût de la vie et les facilités d'exportation que la dépréciation monétaire aura fait naître.

Pour la C.G.T., une dévaluation ainsi conçue peut donner aux affaires un coup de fouet momentané, mais loin de résoudre complètement la crise, elle aboutira finalement à son aggravation, car son plus clair résultat sera le rétrécissement du pouvoir d'achat des masses. Il est juste de prétendre que l'exportation sera favorisée un certain temps, elle le sera tant que les prix intérieurs n'auront pas monté en proportion de la dépréciation de la monnaie ; mais cette hausse tendancielle des prix sera considérablement favorisée par la fin de la thésaurisation et par les nombreux achats que tous les gens prévoyants ne manqueront pas de faire. La durée de la période favorable aux exportations en sera singulièrement diminuée. Bientôt d'ailleurs, des mesures douanières appropriées viendront compenser à l'étranger la modeste et transitoire prime à l'exportation des produits français qui auraient pu subsister. D'un autre côté, tous les créanciers de l'Etat (rentiers par exemple), seront lésés par la dévaluation et leur pouvoir d'achat s'en trouvera diminué ; il en sera de même pour les fonctionnaires et les salariés dont la rémunération ne s'élèvera que quelques temps après la dépréciation de la monnaie d'une part et dans une mesure probablement inférieure à la hausse du coût de la vie d'autre part.

Rétrécissement croissant du pouvoir d'achat des masses, donc aggravation progressive de la situation, tel sera le résultat final de la dévaluation d'après la C.G.T. La manipulation monétaire ainsi conçue s'apparenterait donc par ses résultats à une politique de déflation d'où cette conclusion de J. Duret : « En apparence la déflation et la

dévaluation sont deux politiques qui s'opposent. On parle de la déflation pour éviter la dévaluation, de la dévaluation pour éviter la déflation. En réalité, comme l'ont d'ailleurs avoué leurs principaux protagonistes, ces deux politiques se préparent et se complètent. » (22).

L. Laurat reprend et précise remarquablement ces conclusions. La dévaluation, dit-il, réalise ce que la déflation est aujourd'hui incapable de faire : « Sous l'apparence d'une hausse des prix (papiers), elle fait en réalité baisser les prix (or). Et l'auteur le prouve par l'étude des variations des prix-or et papier en Angleterre et aux Etats-Unis. » (23). « La dévaluation poursuit-il n'est qu'une variante de la déflation, car :

« 1° Elle fait baisser les prix ;

« 2° Elle crée des facilités monétaires que la déflation proprement dite ne créerait qu'à travers une série de catastrophes ;

« 3° Elle favorise le capital actif au détriment du capital fixe (ce que la déflation obtient par des faillites et ensuite par la baisse du taux de l'intérêt) ;

« 4° Elle réduit les salaires ;

(22) J. DURET : *Sens et portée du plan*, p. 14.

(23) L. LAURAT : *La Crise mondiale*, p. 110 et 111.

Angleterre (indices des prix base 100 en septembre 1931, avant la dévaluation de la livre) :

Prix-papier : Premier trimestre 32 = 105 ; quatrième trimestre 33 = 103 ; quatrième trimestre 34 = 106 ; janvier 35 = 107.

Prix-or : Premier trimestre 32 = 72 ; quatrième trimestre 33 = 69 ; quatrième trimestre 34 = 64 ; janvier 35 = 64.

Etats-Unis (indices des prix base 100 en mars 33, avant la dévaluation du dollar) :

Prix-papier : Juillet 33 = 123. — Décembre 33 = 127. — Juillet 34 = 138. — Décembre 34 = 139. — Février 35 = 145.

Prix-or : Juillet 33 = 89. — Décembre 33 = 81. — Juillet 34 = 82. — Décembre 34 = 83. — Février 35 = 86.

« 5° Elle réduit la pression fiscale sur le prix de revient. »

L. Laurat porte enfin ce double jugement : 1° la dévaluation a sur la déflation un avantage technique : elle permet d'atteindre des éléments du prix de revient que la déflation n'atteint pas ou imparfaitement, toutefois elle reste, comme la déflation, inopérante devant les prix de monopole.

2° La dévaluation se distingue de l'assainissement intérieur d'autrefois en ce que, comme la déflation, elle s'attaque beaucoup plus aux salaires.

Il serait difficile de prendre plus nettement position. Si l'on veut bien se souvenir que les auteurs cités par nous ont été parmi les rédacteurs du plan de la C.G.T. on comprendra mieux encore toute la valeur de leur témoignage.

Le second groupe des dévaluateurs est constitué par tous ceux qui considèrent qu'une dépréciation de la monnaie sans hausse notable des prix (première différence) pourra alléger, mais de façon temporaire seulement (seconde différence) la situation économique.

A l'égard de ceux-là la C.G.T. est moins franchement hostile et distingue : certains « dévaluationnistes » tout en étant d'accord sur les points précédents ne proposent rien de plus. La C.G.T. leur répond : c'est reculer pour mieux sauter, votre dévaluation ne sera qu'un palliatif, elle agira à la façon d'un ballon d'oxygène (24). D'ailleurs, ne serez-vous pas obligés d'agir pour freiner la hausse des prix et les mesures que vous prendrez à cet effet (spéciale-

(24) L. LAURAT dans l'*Atelier pour le plan*, 15 décembre 1935, p. 124.

ment à l'égard des ententes industrielles) ne vous entraîneront-elles pas très loin, peut-être même jusqu'à l'adoption des réformes de structure exigées par nous (25).

En ce qui concerne enfin ceux qui, dévaluationnistes, conçoivent la dépréciation de la monnaie comme un élément d'un tout et qui, à la différence de la C.G.T., subordonnent toutes les autres réformes qu'ils proposent à son accomplissement, la discussion change de terrain. La C.G.T. admet qu'une telle position est soutenable, mais à une condition : il faut que les réformes proposées soient efficaces, or, à son point de vue, il n'est d'autres solutions valables que celles du plan. La dévaluation dans ces conditions n'est plus qu'accessoire, elle est presque acceptée, la discussion ne s'engage que sur la nécessité d'application concomitante du plan.

Une dernière remarque s'impose au terme de ces développements : la position syndicale nous est toujours apparue comme la conséquence de la théorie ouvrière des crises. C'est en fin de compte toujours en fonction des répercussions qu'elle aurait sur les salaires et les revenus des masses en général qu'une suggestion est étudiée, critiquée, rejetée. C'est aussi en fonction de la nécessité d'élargir le marché national, par le moyen d'une augmentation du pouvoir d'achat des masses, que la C.G.T. a rédigé son plan et qu'elle a conclu — solution positive — à la nécessité d'une économie systématiquement dirigée (26).

(25) La dévaluation récente, bien qu'elle n'ait pas été, semble-t-il, la conséquence d'une politique délibérée, mais surtout une nécessité qui s'est imposée au gouvernement, semble dans les milieux syndicalistes être appréciée de la sorte.

(26) Nous empruntons à M. Noyelle cette expression : économie *systématiquement* dirigée ; elle a, en effet, le très grand mérite de montrer qu'il ne s'agit pas seulement pour ceux qui proposent un tel système, d'étendre dans une plus ou moins large mesure les interventions de l'Etat telles qu'elles se produisent aujourd'hui dans les nations à « économie automatique ». (Cf. H. Noyelle, R.E.P., sept.-oct. 1934.

III. — *Nécessité d'une économie systématiquement dirigée.*

Le plan affirme que le retour à une économie normale sera obtenu seulement par une « augmentation de la consommation » (sous-entendue « nationale ») correspondant aux « possibilités accrues de la production ». Il constate que les progrès techniques, l'organisation actuelle de la production ont eu pour conséquence la généralisation du chômage « technologique » ou « structurel » (27) qui diminue dans une large mesure la capacité d'achat de la classe ouvrière. Lutter contre le chômage, c'est donc lutter contre la crise. Le plan propose à cet égard les mesures suivantes : il demande d'abord la réduction de la durée du travail hebdomadaire à quarante heures (votée actuellement), ce qui entraînera « une redistribution du travail disponible », offrira de nouvelles possibilités d'emploi et allègera les budgets en ce qui concerne les secours aux sans-travail ; il demande ensuite la prolongation de la scolarité à 18 ans, ce qui permettra d'éviter l'embouteillage actuel du marché par les jeunes gens ; parallèlement, les travailleurs âgés devront être relevés de leurs fonctions, à condition toutefois qu'on leur fournisse les moyens de vivre. Ajoutons encore l'interdiction complète des cumuls d'emploi, ce qui permettra d'employer deux hommes au lieu d'un, et enfin — et surtout — la mise en œuvre d'un plan de grands travaux d'utilité publique dont la valeur sera double : il procurera « le moyen de compenser par le travail que fourniront les chômeurs, les dépenses en secours qui leur sont accordées » et « pro-

(27) Cf. aussi R. BELIN : *L'Homme réel*, juin 1935, p. 5 : la « réalité du chômage technologique ».

voquera un démarrage de l'activité économique ». La C.G.T. explique de quels travaux il s'agit : leur détermination ne devra pas « être limitée par des considérations de rentabilité immédiate », on devra envisager « des travaux d'urbanisme, d'hygiène sociale, de constructions scolaires, etc. ». Elle précise l'ordre de grandeur qu'ils devront atteindre pour être efficaces (« 5 à 7 milliards par an sur quatre ou cinq ans ») et les principes de leur financement en distinguant selon que leur importance sera nationale (crédits budgétaires, prêts, etc.), régionale ou locale (appel à l'épargne).

Le vote de ces réformes immédiates permettra d'obtenir en même temps qu'une résorption du chômage, un élargissement du marché intérieur : le remploi des chômeurs fournira à ceux-ci des ressources supplémentaires ; la semaine de quarante heures entraînera une augmentation des loisirs ouvriers, suscitera par conséquent de nouvelles occasions de dépenses. Des mesures complémentaires sont d'ailleurs envisagées : la semaine de quarante heures doit être appliquée sans diminution des salaires : entendons par là que le salaire payé pour quarante heures sera le même que celui qui était payé pour 48, les patrons devront donc majorer de 20 % la rémunération de leur personnel. Par ailleurs, les congés-payés obligatoires que l'on réclame (votés aujourd'hui) favoriseront encore les dépenses ouvrières. Enfin les mesures proposées en faveur de l'agriculture (cf. *infra*) permettront de reconstituer son pouvoir d'achat et d'ouvrir de nouveaux débouchés aux produits industriels.

Mais le plan ne se borne pas là. Il faut, dit-il, passer « des revendications immédiates » à la revendication de « l'économie dirigée ». Une grande expérience a eu lieu

aux Etats-Unis ; on peut en dernière analyse affirmer qu'elle tendait à faire appliquer là-bas l'ensemble des réformes de répartition exigées en France par la classe ouvrière ; or les résultats ne furent pas conformes aux espérances : « Résistance des hommes ; on a tourné la fixation des salaires par un reclassement des ouvriers, la limitation de la durée de travail par un recours aux services gratuits, l'une et l'autre par la fermeture volontaire d'entreprises. Résistance surtout des faits ; les prix de détail ont monté et cette montée annihile d'un coup et au-delà l'augmentation du pouvoir d'achat péniblement acquise ». Nous empruntons ces lignes aux cahiers n^{os} 5 et 6 de « Révolution Constructive » [Eléments d'un plan français, p. 12], groupe planiste dont, rappelons-le, beaucoup de collaborateurs participèrent à la rédaction du plan de la C. G. T. La même brochure conclut : « Une fois de plus est apparue la stérilité d'une politique se limitant à la seule répartition des richesses, une fois de plus il ressort qu'une refonte de la structure économique est nécessaire. » Dans les milieux confédérés, nous retrouvons la même idée chez Raymond Bouyer (28). Celui-ci traitant des réformes de répartition « ainsi nommées parce qu'elles modifient le partage de la valeur de la production entre les différentes parties prenantes », écrit : « cette modification apparaît pratiquement irréalisable dans le régime économique que nous subissons, en raison de son statut juridique strictement individualiste. » Il le démontre en prenant l'exemple de la réduction de la durée du travail sans réduction des salaires. Supposons cette loi votée, que se passera-t-il ? Un certain nombre d'entreprises ne

(28). Les fédéraux du Tantième, *L'Homme réel*, août-septembre 1935, p. 21 et 22.

pouvant supporter cette charge nouvelle disparaîtront: au lieu de voir des chômeurs réemployés, on assistera à de nouveaux licenciements. Sans doute en résultera-t-il pour les entreprises qui survivront un surplus de commandes nécessitant peut-être l'emploi d'une main-d'œuvre supplémentaire, mais on s'efforcera avant d'en arriver là d'accroître le rendement du personnel déjà occupé, et en tout état de cause le but poursuivi par la loi ne sera pas atteint.

René Belin (29) précise, lui, ce qu'il faut faire si l'on veut obtenir un résultat. Pour sortir du gâchis actuel, ce qu'il faut déterminer, ce n'est pas seulement la durée du travail, les salaires, c'est aussi « le quantum de certaines productions, les prix, le rendement et l'utilisation de l'épargne », c'est-à-dire qu'une direction d'ensemble de l'économie est nécessaire. Il faut dans tous les domaines substituer « l'organisation au laisser faire » (30), substituer « une prévision rationnelle et intelligente de la chose économique » (31) à l'empirisme actuel.

(29) Le plan contre la crise et le chômage, *L'Homme réel*, juin 1935, p. 20.

(30) Plan.

(31) R. BELIN : même référence.

CHAPITRE III

Pourquoi le Plan ? (suite)

Le Plan contre le fascisme

Nécessité d'une économie dirigée, telle est donc la conclusion que dégagent les confédérés de l'étude du problème économique. Mais le problème économique se doublait au moment où la C.G.T. a rédigé son plan d'un problème politique. Quel était-il, comment la C.G.T. l'a-t-elle résolu et dans quelle mesure a-t-il influé sur le contenu du plan ?

SECTION I. — *Démocratie et fascisme*

La France en 1934 est profondément agitée : les esprits sont tellement tendus qu'un conflit violent est à craindre qui dresserait l'une contre l'autre dans la plus atroce des guerres civiles deux fractions importantes de l'opinion publique. Interprétés de façon large, ces faits reflètent avec assez d'exactitude un des aspects les plus tragiques du grand drame moderne : ils sont l'image de l'immense bataille qui dans certains pays est déjà terminée, qui dans d'autres se poursuit encore et qui met aux prises la démocratie d'une part, et d'autre part ceux qui souhaitent substituer au régime parlementaire actuel un régime de dictature plus ou moins apparente et plus ou moins tempérée. L'analogie de certaines de ces conceptions avec les conceptions mussoliniennes a fait, qu'en France, les démocrates n'ont pas tardé à qualifier uniformément de « fascistes », tous ceux qui se réclamaient de doctrines analogues et cela, quelle que soit leur étiquette politique. Ainsi entendu, le fascisme peut être défini, d'une façon très géné-

rale, donc imprécise, comme une doctrine nationaliste dans l'ordre politique, et de collaboration des classes dans l'ordre économique, qui sera réalisée grâce à un renforcement marqué des prérogatives de l'Etat, réunies pratiquement entre les mains d'un dictateur omnipotent (1).

En France, bien que larvées, de nombreuses tentatives ont été réalisées pour grouper une certaine partie de l'opinion autour de conceptions similaires. Elles revêtent le plus souvent la forme d'attaques contre le parlementarisme et les fonctionnaires, de « croisades anti-marxistes » et « anti-communistes » et d'essais de justification du principe corporatif. Les démocrates ont eu conscience du péril et se sont efforcés de faire front. Leur situation toutefois apparaissait délicate. Attaqués en général non pas sur la valeur réelle de leur idéal, mais sur ses défauts de réalisation pratique, que pouvaient-ils faire ? — réfuter certes ! mais certaines critiques n'étaient-elles pas fondées ? et les admettre c'eût été forger une arme redoutable, sinon mortelle contre la démocratie. Situation sans issue apparente : la démocratie demeurerait en France un idéal dont les fidèles restaient nombreux, tout en étant forcés de reconnaître que son application vieille pourtant de plusieurs décades, n'avait pas permis une réalisation pleinement satisfaisante.

Dans cette bataille, les syndicalistes français ne pouvaient rester indifférents : les expériences étrangères leur avaient suffisamment montré que le sort des libertés syndicales est lié au sort de la démocratie elle-même. Mais ces expériences étrangères étaient également riches d'enseignements concernant les méthodes de combat à adopter. La C.G.T.

(1) Cf. LÉO MOULIN : *Les problèmes généraux du fascisme*, p. 16 (publications de l'I. O. S.).

l'a compris. Elle a analysé le fascisme étranger, ses méthodes et les raisons de son triomphe (2) ; loyalement elle a reconnu que certaines fautes avaient été commises qui avaient rendu ce triomphe possible. La première, elle a compris que l'erreur mortelle des démocraties vaincues avait été « de se porter sur les positions abandonnées par l'ennemi » et, par un réflexe bien compréhensible « de défendre le Parlement dans la mesure où il représente une garantie pour les libertés publiques. » (3). Elle en tira cette conclusion qu'il n'y avait plus pour la démocratie de « défensive efficace que par l'offensive » (4), qu'au fascisme il fallait « opposer une action positive » (5).

Cette offensive, elle commença à la préparer, elle comprit qu'il fallait satisfaire « le besoin de nouveau qui est dans les masses » (6) et les « empêcher de se laisser aller au désespoir... car c'est de leurs déceptions profondes, généralisées, incurables que le fascisme est né. » (7). Rien de concret cependant ne fut proposé ; il fallut attendre le lendemain des événements de février 1934, qui dans l'esprit des masses constituèrent une menace grave et directe pour les libertés publiques, pour que ces idées nouvelles fussent étudiées de plus près. Le problème était de calmer l'impatience populaire née de la crise, d'éviter aussi que découragée, lasse d'attendre, une fraction importante de l'opinion mette tout son espoir dans un change-

(2) On trouvera un excellent résumé de ces efforts syndicalistes dans la brochure déjà citée de L. Moulin.

(3) G. LEFRANC : *Atelier pour le plan*, 15 novembre 1935.

(4) G. LEFRANC : *La lutte contre le fascisme* : « Problèmes généraux du fascisme », p. 33.

(5) L. JOUHAUX : *Crise et plan*, p. 6.

(6) L. JOUHAUX : même référence.

(7) Plan.

ment de régime. Pour le résoudre, il fallait à la fois trouver un certain nombre de solutions techniques destinées à apporter un soulagement immédiat et choisir ces remèdes de telle sorte que leur application fut compatible avec les institutions démocratiques. C'est par le moyen du plan que fut résolu ce double problème. En l'élaborant, la C.G.T. a considéré « qu'il ne suffisait pas de défendre les libertés démocratiques et la République, mais qu'il fallait les renforcer dans leurs principes. » (8). Aussi le plan propose-t-il de « rénover l'Etat pour mettre ses institutions en harmonie avec les nécessités nouvelles de la vie collective. » Ces nécessités sont clairement démontrées : Le régime parlementaire où les masses s'étaient habituées à voir l'expression normale de la démocratie était fait pour des tâches politiques ; or, l'Etat intervient de plus en plus dans le domaine économique. Il était fait pour gouverner des individus, or, de plus en plus, il se trouve aux prises avec les collectivités. Le plan de la C.G.T. après avoir ainsi posé le problème écarte expressément la solution « fasciste » du corporatisme qui « aboutirait à se remettre entièrement à la discrétion de l'oligarchie économique ». Ce jugement est un peu sommaire, heureusement pour nous, certaines publications syndicalistes nous permettront de préciser un peu mieux la position confédérale (9).

Le mot de corporatisme, écrit G. Lefranc est un mot ancien qui couvre plusieurs réalités profondément différentes les unes des autres. » Si la C.G.T. écarte expressément le corporatisme fasciste, c'est qu'il est le plus éloigné de ses propres conceptions, parce que « en fait la corpo-

(8) L. JOUHAUX : *Crise et plan*, p. 7.

(9) En particulier *L'Homme réel*, n° de mars-avril 1935 : « Le syndicalisme et le corporatisme », auquel nous empruntons les quelques citations qui suivent.

ration là où elle a pris corps n'a pu le faire que par l'appui d'une dictature autoritaire. » Mais la C.G.T. écarte toutes les autres formes de corporatisme (corporatisme patronal, corporatisme catholique (10), dans la mesure où les critiques adressées au corporatisme fasciste valent pour elles.

En mai 1932, à Milan, A. Rocco définissait le système corporatif : un système dans lequel la production et la distribution sont organisées par les producteurs eux-mêmes entrepreneurs et salariés, réunis dans les corporations, sous le haut contrôle de l'Etat... Celui-ci intervient seulement pour la protection des intérêts à caractère général, spécialement de nature politique. » (11). La C.G.T. reproche à ce corporatisme de sacrifier les consommateurs et les usagers, de rendre l'Etat arbitre de l'intérêt général alors que cet intérêt général peut avoir plusieurs aspects et que l'Etat ne symbolise qu'un seul de ces aspects : l'aspect politique (12). Elle lui reproche des atteintes aux libertés élémentaires ; « qu'elle veut accroître et conserver » ; la disparition du syndicalisme libre et du droit de grève. Elle reproche au corporatisme d'avoir, par ces atteintes à l'organisation du prolétariat, permis au grand patronat d'exercer une véritable dictature occulte sur l'Etat fasciste. Les militants syndicalistes citent d'ailleurs très volontiers des auteurs « fascistes » ou étrangers à leur organisation pour étayer leur argumentation. M. Edouard Dolleans cite avec satisfaction G. Bottai, A. de Stephani et ces lignes significatives de François Perroux, retour d'Italie : « L'équilibre a-t-il été réalisé

(10) Classification de G. LEFRANC : *L'Homme réel*, mars-avril 1935.

(11) Cité par Edouard DOLLEANS dans *L'Homme réel*, n° cité.

(12) Cf. G. GURWITCH : « Les syndicats et l'intérêt général », *L'Homme réel*, n° 1.

entre les classes ? Y a-t-il indépendance réelle d'un gouvernement chargé seul de réaliser le bien commun à l'égard des classes qui, sous le régime capitaliste ont, dans l'agriculture comme dans l'industrie, une écrasante supériorité économique et sociale, à l'égard des travailleurs qu'ils emploient ? »

« On chercherait en vain par quelles institutions et par quelles procédures les salariés peuvent défendre leurs propres vœux et leurs revendications en régime fasciste. »

« L'Etat fasciste confond les intérêts d'une oligarchie productrice avec ceux de l'Etat, le capitalisme industriel et financier est plus puissant que l'Etat fasciste. L'action coercitive est d'une efficacité médiocre, à l'égard des procédés d'attaque ou de défense souvent occultes et toujours extrêmement souples, dont disposent les industriels et les financiers... »

Après avoir écarté la solution corporatiste, le plan de la C.G.T. déclare que l'adaptation nécessaire et urgente de l'Etat doit être cherchée dans un « Conseil national et économique » dont nous étudierons plus tard les attributions et dont, en tous cas, la composition traduit bien la volonté syndicaliste d'étendre à l'économie le domaine de la démocratie (13).

Ainsi, dans la mesure où le plan s'efforce de concilier le fonctionnement de l'économie dirigée avec le maintien des institutions démocratiques, il *apparaît* comme une *arme offensive offerte par la C.G.T. à « tous les éléments sains de la démocratie française »*.

(13) Cf. *infra*, chap. IV : L'organe de direction de l'économie.

SECTION II. — *Le Plan et le rassemblement démocratique.*

Arme offerte à la démocratie française, il fallait que le plan fut accepté par elle, qu'un rassemblement démocratique s'opérât autour de lui. Pour cela, il était nécessaire, qu'à côté des revendications spécifiquement ouvrières, le plan contint des mesures destinées à apporter quelque soulagement aux paysans, aux petits commerçants, aux petits industriels, etc.

Ce sont ces mesures que nous allons exposer maintenant.

a) Le plan et les paysans.

L'agriculture française, dans la mesure du moins où elle produit pour le marché est très menacée. A la concurrence étrangère des pays d'outre-mer, dont depuis la véritable révolution technique de 1926-30, la production agricole est presque totalement mécanisée, sont venus s'ajouter les méfaits de la crise : mévente, stockage, baisse des prix, aggravation du poids des dettes hypothécaires. L'exploitation parcellaire, si importante en France, est la plus atteinte : sa technique peu évoluée, la non-spécialisation des cultures, contribuent pour une large part à une élévation notable des prix de revient. D'où un mécontentement croissant et général. Souvent, abusé par les apparences, le paysan envie et jalouse l'ouvrier. Le vote des lois sociales contribue à ancrer chez lui l'idée qu'il est abandonné, que tous les soins du législateur sont destinés à soulager des maux qui ne sont pas les siens et qui, certainement, sont beaucoup moins graves. L'inefficacité des mesures douanières destinées en principe à le protéger contre la concurrence étrangère et à permettre d'enrayer

la baisse des prix, sinon d'obtenir leur relèvement, l'effet des représailles qu'elles ont entraînées, ont contribué à rendre plus aiguës les protestations des paysans. La lecture de certains articles de journaux, dénonçant la journée de huit heures, les assurances sociales, et tous les innombrables « privilèges » des ouvriers des villes comme les causes du prix élevé des engrais, des machines et des transports, accentue le caractère anti-ouvrier de ces doléances.

La C.G.T., comme tous les partis ouvriers, a commencé par dénoncer les « manœuvres » tendant à dresser l'une contre l'autre les deux principales forces du pays et à frapper leurs revendications de stérilité. Aux ouvriers, dupes de ces manœuvres, il fut démontré que c'était une erreur d'admettre que la cherté des produits agricoles provenait des énormes bénéfices réalisés par les paysans, qu'au contraire, une politique délibérée de certains intermédiaires devait en être rendue responsable; aux paysans, que le prix élevé des engrais était dû au monopole de fait qu'exercent les grosses entreprises de fabrication et de vente (14) ; que, s'ils arrivaient à peine à couvrir leurs frais en vendant à vil prix leur blé à des grossistes, ceux-ci réalisaient de beaux bénéfices en le revendant au prix fort, grâce à un truquage ingénieux de la loi de l'offre et de la

(14) Voici de 1921 à 1930 les bénéfices réalisés par la Compagnie de Saint-Gobain qui, à elle seule, produit 60 % du superphosphate consommé en France :

Pour un capital de 120.000.000 de francs :

1921 = 16.000.000 de francs.

1922 = 17.333.300 francs.

1923 = 24.454.500 francs.

1924 = 24.545.400 francs.

Pour un capital de 161.000.000 de francs :

1925 = 32.961.800 francs.

1926 = 35.420.000 francs.

1927 = 43.195.000 francs.

Pour un capital de 205.000.000 de francs :

1928 = 55.350.000 francs.

1929 = 60.300.000 francs.

Enfin, pour un capital de 310.000.000 de francs :

1930 = 82.857.142 francs.

(Populaire, 10-10-36.)

demande, dont les aspects multiples furent dénoncés : conspiration annuelle des « baissiers » au moment des récoltes, statistiques truquées, ventes ou achats fictifs, stockage artificiel, etc.

Ces premiers points établis, la C. G. T. a été plus loin : Elle a démontré la solidarité des intérêts ouvriers et paysans, en étudiant le problème agricole du point de vue de la consommation. Ne suffit-il pas, en effet, de faire cette constatation d'une simplicité enfantine que l'ouvrier est le principal consommateur des produits agricoles (près de la moitié d'un budget ouvrier est consacré à l'achat de denrées alimentaires) et le paysan le principal acheteur de produits fabriqués, pour en déduire que toute diminution du pouvoir d'achat de l'un est une menace directe pour l'autre ? Une baisse des salaires ouvriers entraîne une diminution de leurs achats et les cultivateurs en subissent le contre-coup. De même, les paysans réalisant de moindres bénéfices, suppriment certaines dépenses en objets fabriqués, ce qui incite les industriels à se rattraper soit en licenciant une partie du personnel, soit en réduisant les salaires.

Le plan, précisons-le tout de suite, rappelle cette solidarité de fait, trop évidente pour que nous y insistions (15). Il

(15) Nous signalons qu'une autre similitude de fait a été enregistrée entre la situation de l'ouvrier et celle du paysan. Nous la rappelons en précisant qu'elle a paru sous la signature de F. Delaisi dans une brochure de la propagande de la C.G.T. intitulée : « Crise et plan » (p. 20). La production agricole n'est pas indéfiniment extensible, elle est limitée par la qualité et l'étendue du sol, de telle sorte que le nombre d'unités produites est peu variable et que le bénéfice du paysan dépend surtout du prix de vente de l'unité et non du nombre d'unités produites. La situation de l'ouvrier est analogue : il ne peut pas non plus étendre indéfiniment sa production, il est limité par le temps. Son revenu dépend du prix qu'atteint son travail : du salaire horaire, s'il est payé à l'heure, du salaire journalier s'il est payé à la journée, du salaire à la pièce s'il est payé aux pièces. D'où la nécessité pour le paysan d'obtenir la revalorisation de ses produits, pour l'ouvrier d'obtenir la revalorisation de ses services, résultat qu'il leur sera plus facile d'atteindre en unissant leurs efforts.

présente, d'accord avec la Confédération Nationale Paysanne, un certain nombre de mesures qui tout en satisfaisant les revendications paysannes et en « assainissant l'économie rurale », impliquent les grandes modifications de la structure économique (nationalisation du crédit et des industries clés) qui sont les pièces maîtresses du document. Parmi les remèdes proposés, les uns permettront seulement de gagner du temps et d'empêcher dans l'avenir le retour d'une situation critique. Dans l'impossibilité où sont les paysans endettés de se libérer (mévente des produits et baisse des prix), il apparaît nécessaire de réaliser un moratoire général des dettes paysannes, moratoire qu'on propose d'un an, renouvelable et applicable à toutes les dettes hormis celles des fournisseurs, et d'obtenir un « abaissement du taux d'intérêt des différents prêts du crédit agricole ». Les fermiers succombant sous le poids d'un bail trop lourd, se verront soulagés par l'institution d'un « bail mobile » dont le montant sera établi chaque année en fonction du prix de vente des produits de l'exploitation. Enfin, un « minimum d'existence » devra être garanti au métayer, et ce « avant tout partage des fruits de l'exploitation ».

A côté de ces mesures immédiates, une action sur les prix est envisagée ; le but poursuivi est double : la revalorisation des produits agricoles et l'abaissement de leur prix de revient. En ce qui concerne la revalorisation des produits, certains militants syndicalistes (16) envisagent, dans le cas — qui s'est trouvé vérifié — d'une dévaluation monétaire, l'utilisation d'une partie des bénéfices réalisés par le Trésor au rachat des stocks, et, indépendamment

(16) F. DELAISI, par exemple, un des rédacteurs du plan, dans *Crise et Plan*, p. 24.

de toute dévaluation, la possibilité d'obtenir le même résultat grâce à une immense opération de crédit, laquelle, soulignent-ils, ne saurait être conçue sans que soit réalisée la nationalisation du crédit.

Le plan, s'il ne se fait pas l'écho fidèle de ces opinions propres à certains militants, prévoit néanmoins des mesures intéressantes. D'après lui, la revalorisation des produits agricoles se fera grâce à l'institution d'offices nationaux, inspirés par la nécessité de réaliser un contrôle parfait des marchés, spéciaux par produit ou par catégories de produits (Office des céréales, du vin, du lait, de la viande, etc.) dont le rôle sera d'organiser la production et aussi et surtout d'assurer l'écoulement des produits : achetés à un cours fixe par l'Office, ceux-ci seront redistribués par ses soins. Le cultivateur y trouve son compte, puisqu'ainsi il saura à quelques francs près ce que représente sa récolte en argent ; et le consommateur y gagnera, espère-t-on, de voir se réduire dans une certaine mesure l'écart entre le prix que paie le consommateur et le prix qu'obtient le producteur. Dans ce même but d'abaissement du prix de revient des produits agricoles à la consommation, le plan prévoit enfin la réorganisation des transports et le développement de la coopérative de production.

Par tous les moyens que nous venons de résumer, on espère réaliser complètement l'adaptation des prix agricoles aux prix industriels, prix dont la disparité présente pèse si lourdement sur l'économie nationale.

Parallèlement, certaines mesures sont destinées à produire un abaissement du prix de revient : création de syndicats d'exploitation de matériel agricole, permettant l'emploi de nouvelles méthodes d'exploitation qui substi-

tueront l'effort collectif à l'effort individuel, et d'un Office national des engrais qui fournira ceux-ci à un prix moins élevé.

Enfin, pour assurer la sécurité du paysan, le plan envisage l'institution d'un Office national d'assurances contre les calamités agricoles qui « sera alimenté par une contribution prélevée sur le prix de vente des produits agricoles. »

Il est intéressant de comparer les solutions proposées par la C. G. T. à la politique planiste pratiquée par Wallace aux Etats-Unis (17). L'Agricultural Adjustment Act donne au président Roosevelt le pouvoir de passer des accords avec les producteurs qui acceptent (soulignons le caractère démocratique de cette disposition) de réduire leurs emblavures. Ceux-ci reçoivent à titre de compensation une indemnité prélevée sur le produit d'une taxe spéciale : la « processing tax » ou taxe à la première transformation industrielle, payée par les producteurs qui utilisent la matière première agricole et égale à la différence entre le prix de vente de cette matière première et son prix de vente « normal » au cours de la période 1909-1913. De plus, des subventions sont accordées aux coopératives rurales afin de leur permettre à la fois de constituer des stocks et d'améliorer les méthodes de culture et de distribution des produits agricoles. Pour le coton, on a été plus loin. Par le vote du Blankhead Act, le contrôle obligatoire de la *production* s'est substitué au contrôle volontaire des *superficies* cultivées. L'administration eut le pouvoir de déterminer la quantité de coton dont la

(17) Voir l'ouvrage de M. FRANCK : *L'Expérience Roosevelt et le milieu social américain*, Alcau 1937, chapitre II.

production était désirable ; toute quantité mise en vente en plus du contingent fixé était passible d'une très lourde taxe ; aussi l'administration répartit-elle la quantité à produire entre les planteurs et délivra-t-elle à chacun d'eux un certificat d'exemption de taxe égal au contingent qui lui avait été imparti.

De l'expérience américaine, la C. G. T. a retenu quelques grandes idées :

1^o D'abord la possibilité de réalisation immédiate du plan prévu. L'expérience venant confirmer les conclusions du raisonnement a démontré qu'en matière agricole les pouvoirs publics sont mieux armés devant les volontés économiques particulières ;

2^o Elle a démontré ensuite l'intérêt que présente pour la bonne application du plan, l'existence d'un vigoureux mouvement coopératif, librement accepté et entretenu, qui, en l'occurrence, avait fourni les premiers cadres du plan ;

3^o Enfin, l'expérience américaine a permis de constater que ce sont les grandes cultures qui ont posé « les problèmes économiques les plus vastes, suscité les techniques les plus curieuses et provoqué les réajustements sociaux les plus complets » (18) ; elle a permis de constater enfin qu'avec chacune de ces grandes cultures le problème changeait d'aspect et la C. G. T. a trouvé dans ce fait la confirmation de sa thèse d'offices nationaux spécialisés par produits.

Nous n'avons reproduit de façon aussi complète toutes ces dispositions du plan que pour mieux faire comprendre

(18) FRANCK, *op. cit.*, p. 132.

leur importance. Cette partie du plan ne doit, en effet, pas être considérée comme indépendante des autres et formant à elle seule un tout ; elle exige pour sa réalisation que toute une série de réformes profondes intéressant la structure même de la société, aient été accomplies. L'institution d'un Office national des assurances est inséparable d'une nationalisation de celles-ci ; une grande politique de crédit à l'agriculture ne peut être conçue sans la nationalisation ou du moins le contrôle des banques ; l'Office national des engrais pose le problème des nationalisations industrielles. Ainsi entendu, le problème agricole n'est plus qu'un élément d'un tout, mais, et c'est l'immense intérêt qu'il présente, il donne à la C. G. T. la possibilité d'intéresser les paysans à la réalisation de l'œuvre grandiose de réorganisation de l'économie française qu'elle a entreprise.

b) Le plan et les classes moyennes.

Depuis très longtemps, les classes moyennes font l'objet de longues études, de multiples prophéties et d'innombrables appels (19). Rappelons-nous les sombres prédictions de Marx et d'Engels, celles plus récentes de Jules Guesde. Mais, depuis quelques années, un fait nouveau

(19) L'importance de leurs effectifs dans notre pays n'y est pas étrangère. Voici d'après L. LAURAT, *La Crise mondiale*, p. 53, quelle est la charpente sociale de la France :

	Chiffres absolus (en milliers)	En % de la population active totale
Prolétaires	10.000	48
Cultivateurs non salariés	5.000	24
Artisans	1.000	4,7
Petits patrons industriels	500	2,3
Petits commerçants	1.000	4,7
Revenus privés dérivés (1)	1.200	5,7
Capitalistes	500	2,3
Marge d'incertitude	1.800	8,3

(1) Domestiques, professions libérales non salariées et hautes fonctions des services publics.

s'est produit. A côté des « vieilles classes moyennes » (artisans, industriels, marchands, rentiers et paysans), dont on avait annoncé la disparition prochaine, se sont développées de « nouvelles classes moyennes » (20) : techniciens, comptables, employés, auxquelles il faut joindre les professions libérales dont le nombre des membres s'est sensiblement accru au cours des dernières décades. En conséquence, et contrairement aux prévisions marxistes et guesdistes, le phénomène d'absorption des classes intermédiaires par le prolétariat s'est ralenti, puis arrêté, pour faire place à un phénomène inverse : le recul en chiffres relatifs et parfois même absolus de l'importance de la classe ouvrière (21). Ce fait nouveau est remarquablement analysé par A. Philip qui l'explique ainsi : « De même que la machine-outil a substitué l'ouvrier à l'ancien artisan, de même aujourd'hui la machine automatique tend à remplacer l'ouvrier d'abord par un chômeur, puis par un employé de bureau et de vente » (22). La conséquence la plus directe de cet état de chose est l'accroissement de puissance qu'en retirent les classes moyennes et la nécessité chaque jour plus pressante qui en résulte pour le prolétariat de conclure avec elles un pacte d'alliance, s'il veut obtenir satisfaction. Nous exposerons très rapidement quelles sont les réactions présentes des classes moyennes en face de la crise et du capitalisme et par quels arguments la C. G. T. s'est efforcée de leur démontrer que le plan représentait pour elles le salut.

A. Philip distingue trois groupes de classes moyennes,

(20) Cf. L. LAURAT : Le plan et les classes moyennes dans *Crise et plan*, p. 15 et 16.

(21) A. PHILIP : Socialisme et classe sociales dans *Esprit*, 1^{er} février 1931, p. 795, cite à ce sujet des chiffres particulièrement éloquentes.

(22) A. PHILIP : même référence.

suivant qu'elles proviennent du retard, de l'épanouissement ou de la déchéance du capitalisme. Nous utiliserons cette classification dans le rapide tour d'horizon que nous nous proposons de faire.

1° Les classes moyennes nées du retard dans l'évolution du capitalisme correspondent aux « vieilles classes moyennes » ; ce sont elles qui aujourd'hui encore constituent « l'ossature sociale de la France » (23), celles dont Marx annonçait la disparition progressive. Elles sont un vestige précapitaliste et peuvent illustrer remarquablement cet enseignement de l'histoire que « les transformations sociales se font plus par superposition que par substitution (24). Qu'il s'agisse des artisans, des petits commerçants et industriels, leur histoire est la même. C'est l'artisan, jadis véritable artiste, dont aujourd'hui la tâche est dégradée ou rendue impossible (le cordonnier n'est plus qu'un ressemeleur, la production étant assurée par de grandes entreprises et même comme ressemeleur, il a fallu le protéger par une loi interdisant aux fabricants et aux grands magasins de faire ce ressemelage) (25) ; c'est le petit commerçant dont ni les connaissances techniques, ni le capital ne sont assez considérables pour lui permettre de soutenir la lutte contre les grands magasins ; c'est le petit industriel enfin, qui ne peut subsister qu'en se spécialisant et souvent en liant son sort à celui des grandes firmes qui le font vivre, ce qu'exprime L. Laurat lorsqu'il écrit : « Dans la mesure où le capitalisme ne l'anéantit pas, il s'établit un rapport de sujétion, le capitalisme monopoleur et financier le réduit à sa merci. » (26)

(23) (24) A. PHILIP : même référence.

(25) Voici les significatifs exemples cités par L. LAURAT, article cité.

(26) L. LAURAT : article cité.

Mais, bien que souvent ravalées à son niveau, les vieilles classes moyennes conservent une mentalité très différente de celle du prolétariat. Elles restent attachées à leurs anciennes prérogatives, qu'elles voudraient voir renaître. Certes, elles se révoltent contre un état de choses brutal, mais c'est là une révolte purement instinctive : révolte du faible contre le fort, révolte sans but précis, doublé souvent d'une croyance tenace en la seule efficacité d'une intervention étatique.

2° Les classes moyennes dues à l'épanouissement du capitalisme forment une masse beaucoup plus hétérogène par sa composition et sa psychologie. Les techniciens de l'industrie, les employés de plus en plus nombreux, les fonctionnaires enfin peuvent être rangés dans cette catégorie. Les premiers ont un désir souvent très vif de progrès, ils désireraient, d'autre part, donner la mesure exacte de leur valeur, grâce à une organisation de la production plus scientifique qu'elle ne l'est actuellement. Mais leur origine, souvent bourgeoise, les hauts salaires dont ils sont gratifiés, souvent aussi leur indifférence à l'égard de l'aspect social du problème économique, les incitent à s'abstenir de participer à la bataille et même quelquefois à prendre parti pour l'employeur contre le salarié. Quant à l'employé, d'une situation souvent bien inférieure au point de vue pécuniaire à l'ouvrier, il a cependant conscience de la supériorité sociale du vêtement propre et des mains nettes et du contact avec l'homme au lieu du contact avec les choses. Si souvent les employés protestent contre leur sort, peu nombreux sont encore ceux qui fraternisent avec l'ouvrier. Les fonctionnaires enfin, dans leur immense majorité, ont compris l'utilité

des groupements syndicaux et nous savons que leur principale organisation, jadis autonome, a adhéré à la C.G.T.

3° Restent les classes moyennes qui sont le produit de la déchéance du capitalisme, ce sont celles-là qui constituent pour la classe ouvrière et les démocrates sincères un danger grave. Qu'il s'agisse des chômeurs qui, souvent toute dignité abandonnée, qui, misérables, sont beaucoup plus accessibles à toute tentative de démagogie et qui, n'ayant plus rien à perdre, apporteront toute leur énergie à lutter pour qui saura les enrôler ; qu'il s'agisse de l'intellectuel devant lequel toutes les carrières se ferment et dont la jeunesse n'admet pas l'inaction, de l'intellectuel, qui conscient de sa valeur et du capital que représentent ses titres universitaires, les voit dépréciés et bons tout au plus à lui valoir un salaire de misère ; qu'il s'agisse des jeunes enfin, de tous les milieux, dont la désillusion est souvent si atroce ; tous, réunis en un commun dégoût, crient leur haine à la société injuste ; dans l'état d'exaspération froide et concentrée où ils se trouvent, ils constituent une proie facile à la merci d'un agitateur quelconque.

En résumé, un mécontentement généralisé, une révolte également profonde, auxquels nous devons ajouter ce que A. Philip appelle « l'attente messianique d'un salut apporté d'en haut par un état souverain », constituent les éléments essentiels qu'on doit retenir pour caractériser la psychologie des classes moyennes. L'expérience étrangère a montré le caractère transitoire d'une telle psychologie et la facilité avec laquelle les mouvements fascistes avaient pu s'annexer d'abord, fanatiser ensuite, cette fraction de l'opinion. Consciente du danger que la

répétition du phénomène lui ferait courir, la C.G.T. s'est efforcée de la prévenir et a tenté d'amener à elle tous les mécontents. Le plan consacre une large place aux moyens à employer pour lutter contre le chômage, nous les avons mentionnés précédemment, nous n'y reviendrons pas. Mais surtout, il constitue le moyen par excellence dont a usé la G.G.T. pour démontrer aux classes moyennes et au prolétariat la nécessité d'une action commune, contre un adversaire commun. Aux campagnes anti-parlementaires « destinées à détourner l'attention des maîtres réels (les 200 familles) sur les maîtres apparents (les 900 parlementaires) » (27), le plan oppose la nécessité de mener en commun la lutte contre le grand capitalisme monopoleur et financier dont il dénonce les abus. C'est l'idée maîtresse du document : on ne peut rénover l'économie, accorder au prolétariat les avantages auxquels il a droit et soulager les classes moyennes qu'en conférant à la collectivité nationale la toute puissance économique que détient actuellement une petite minorité d'individus qui en usent pour leur usage personnel. En particulier, les petits et moyens producteurs ont à se plaindre de la politique des trusts et des banques qui les rançonnent sans pitié. Fournissant à des prix surélevés les matières semi-ouvrées et les services dont les petits producteurs ont besoin « ils s'efforcent d'aviver entre eux la concurrence, ne leur laissant de ce fait qu'une marge infime de profit » (28). En effet, l'offre constituée par un grand nombre de petits fournisseurs est plus forte que la demande représentée souvent par des trusts ou des

(27) G. LEFRANC dans *l'Atelier pour le plan* du 15 novembre 1935.

(28) Le plan de la C.G.T. doit libérer les classes moyennes : L. JOUHAUX, dans la *Dépêche Dauphinoise* du 20 avril 1937.

maisons toutes puissantes. Par ailleurs, les grandes adjudications de l'Etat vont aux firmes puissantes qui soustraient ensuite aux petits entrepreneurs aux prix fixés par elles, toujours en baisse sur les prix des adjudications ; conséquence : les prix de la petite production se trouvent avilis. Enfin la C.G.T. fait remarquer que « les hommes du grand capital ont toujours été opposés à la mise en œuvre d'un plan de grands travaux d'utilité publique et d'équipement national dont cependant la petite et la moyenne production auraient leur part légitime » (29) et conclut qu'il n'y a de toute évidence qu'un seul moyen de faire disparaître « l'état de subordination dans lequel le grand capital tient et veut continuer de tenir les classes moyennes » : il faut nationaliser les postes de commande de l'économie. Les nationalisations que réclame le plan seront obtenues seulement par la collaboration, « dans l'indépendance », du prolétariat et des classes moyennes.

André Philip distingue trois attitudes psychologiques, toujours présentes dans le mouvement ouvrier, mais qui, tour à tour, sont passées au premier plan : l'instinct de classe, le stade de la lutte individuelle, associée ou corporative dans les cadres du capitalisme, enfin l'épanouissement de la conscience de classe par l'exigence de réalisations socialistes (30). Bien que le plan de la C.G.T. puisse ne pas être interprété comme une exigence de réalisations « socialistes » (*infra*, 2^e partie, chap. I), on doit considérer que le mouvement confédéral a déjà dépassé le second stade, mais ni les classes moyennes, ni les pay-

(29) L. JOUHAUX, article cité.

(30) A. PHILIP : Socialisme et classes sociales dans *Esprit*, 1^{er} février 1934, p. 789.

sans n'en sont encore là. Victimes plus tardives de l'évolution du capitalisme, elles en sont restées aux balbutiements de l'instinct réactionnaire de classe. Le mouvement confédéral plus évolué, désireux de leur éviter ses propres errements, entend être à la fois leur éducateur et leur guide. Educateur, c'est à leur intelligence et à leur volonté qu'il s'adresse ; réformateur, rénovateur, il les prévient que le but ne sera atteint que par leur action propre, que par des efforts incessants. Le plan qu'il leur propose pour guider leur action tient compte de leurs desiderata, mais il n'est ni imposé, ni présenté comme intangible. L'œuvre à réaliser est immense, chacun est convié à y participer activement, de toutes ses forces, avec toute son intelligence et toute sa volonté.

CHAPITRE IV

L'Économie dirigée du Plan

**Les Nationalisations et le Conseil
supérieur de l'Économie**

Les nationalisations, indispensables pour dégager la petite et la moyenne production, le moyen et le petit commerce de la sujétion où il est tenu par les grandes exploitations, sont également nécessaires pour rendre effective la direction nécessaire de l'économie. Le plan nous les présente comme le « moyen de direction de l'économie ». Nous préciserons ce qu'il faut entendre par « nationalisation », quelles sont pour la C.G.T. les nationalisations indispensables et comment on nationalisera.

Le plan prévoit aussi que le Conseil national économique qui deviendra, les nationalisations réalisées, le Conseil supérieur de l'Economie, sera « l'organe de direction de l'économie ». Nous indiquerons dans la seconde partie de ce chapitre, comment il sera composé et quelles seront ses attributions.

TITRE I

Les Nationalisations

Nationaliser, c'est remettre à la nation certaines industries et certains services qui jusqu'alors appartenaient à des particuliers. L'opération considérée apparaît donc comme une forme de collectivisation. Les deux mots ne sont cependant pas synonymes, le second a une portée

plus considérable. La collectivisation peut se faire dans un cadre territorial plus restreint, dans le cadre municipal par exemple, et il ne faut pas oublier que la coopération est aussi une forme de collectivisation dans le cadre professionnel cette fois.

Le Conseil économique du travail, sur la proposition de Charles Gide, a précisé qu'une industrie est nationalisée « lorsqu'elle n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la communauté et qu'elle n'a d'autres buts que de procurer aux consommateurs le maximum d'utilité et d'économie » (1). Ces indications sont-elles suffisantes pour caractériser l'opération et permettre de la distinguer d'une étatisation ou d'une socialisation avec lesquelles on la confond si souvent ? Dans une certaine mesure, mais quelques précisions supplémentaires sont nécessaires.

Nationaliser n'est pas étatiser. Les inconvénients de l'étatisation pure et simple sont nombreux et bien connus : excès de « bureaucratisation », tendance à la surélévation des prix, etc. La théorie marxiste de l'Etat fait apparaître un vice supplémentaire : l'Etat est actuellement entre les mains de la classe économiquement et politiquement dominante de la société, la classe capitaliste, tant que celle-ci restera au pouvoir, toute étatisation sera soumise aux tares du régime économique présent. Une industrie nationalisée, destinée à procurer au consommateur « le maximum d'utilité et d'économie » ne peut être entachée de pareils défauts, aussi sa gestion ne sera-t-elle pas purement étatique. On prévoit pour chaque industrie

(1) Cette formule a reçu une consécration officielle, on la trouvera reprise par LÉON JOUHAUX : *Conférences sur les nationalisations et le plan*, publiées par l'Institut Supérieur Ouvrier et par G. LEFRANC, même référence.

ou service nationalisé une gestion tripartite (des producteurs, des consommateurs et de l'Etat) sur laquelle nous fournirons plus tard quelques précisions, et qui est destinée à lui conférer plus de souplesse, à lui permettre de réaliser le mieux possible les buts qu'on lui a assignés. Le fait que la G.G.T. prévoit la nationalisation des entreprises qui ont le caractère de services d'utilité publique, vient d'ailleurs prouver en l'illustrant la différence profonde qu'il y a entre nationalisation et étatisation (2).

Nationaliser n'est pas non plus socialiser. Nationalisation et socialisation présentent certes des caractères communs. L'une et l'autre créent un monopole au profit de l'Etat, l'une et l'autre substituent un service public à une entreprise privée, etc... Mais il n'y a pas que des ressemblances. Léon Blum (3) déclare que « les nationalisations sont aux socialisations ce que l'exercice du pouvoir est à sa conquête ». L. Laurat, bien que se plaçant à un point de vue légèrement différent, n'est pas moins net ; pour lui « la collectivisation qui s'accomplit dans le cadre du capitalisme est une nationalisation », tandis qu'il convient de « réserver le terme de socialisation à la collectivisation qui transgresse le cadre capitaliste et qui est réalisée par les travailleurs organisés exerçant le pouvoir » (4). Ces deux formules, également claires, permettent d'opposer les nationalisations aux socialisations :

1° Les nationalisations sont concevables et exécutables dans le cadre du système capitaliste ;

(2) Le même argument est invoqué aussi par Léon JOUHAUX, conférence citée.

(3) Cité par G. RUL : *La Nationalisation des Assurances*, p. 162 ; voir les articles écrits par Léon BLUM dans *Le Populaire*, en juillet et en août 1935.

(4) Conférence sur « le plan et les nationalisations », publiées par l'I.S.O.

2° A la différence des socialisations, elles n'exigent pas la prise préalable du pouvoir par le prolétariat ni la destruction de « l'appareil politique de la bourgeoisie » ;

3° Enfin, « les nationalisations sont un moment de l'évolution capitaliste et non pas un moment de la révolution sociale. » (5).

Il convient cependant de n'être pas trop absolu dans l'interprétation des différences que nous venons de constater. Celles-ci sont réelles si l'on compare une nationalisation isolée à une socialisation, elles sont plus apparentes que réelles — au moins en ce qui concerne le dépassement du système capitaliste — dans le cas d'un groupe de nationalisations importantes comparées à cette même socialisation. C'est ce qu'exprime L. Laurat lorsqu'il écrit : « La collectivisation de telle industrie isolée est une nationalisation parce qu'elle ne change rien à la structure du système capitaliste, une série de nationalisations portant sur des industries ou services vitaux (chemins de fer, banques, assurances, métallurgie, etc.) et s'effectuant sous le contrôle des organisations ouvrières doit être considérée comme socialisation, car elle change la structure même de l'économie. *La quantité se transforme en qualité.* » (6).

La notion de nationalisation ainsi dégagée des multiples confusions possibles, peut-être est-il temps de rappeler les principales objections qu'on a faites contre elle et de montrer comment la C.G.T. y a répondu (7).

(5) G. RUL, op. cit., p. 162.

(6) L. LAURAT : même référence.

(7) Voir sur ce point Léon JOUHAUX : Conférence citée.

Ces objections sont au nombre de trois :

1° Les nationalisations tueront la concurrence ;

2° Elles seront une victoire de l'étatisme ;

3° Elles entraîneront une augmentation des prix de revient, donc une diminution de la consommation.

1) Les nationalisations tueront la concurrence. Ceci serait profondément exact, répond la G.G.T., si la concurrence existait encore, or elle n'existe plus, entendons par là qu'elle n'existe plus à l'état pur. On ne peut plus parler de « libre » concurrence, ce n'est plus vrai. Aucune industrie n'a échappé à la règle d'élimination progressive de la concurrence : l'organisation sur le plan national ou même international de l'industrie est plus ou moins poussée, mais elle existe partout ; Trusts et Cartels en sont l'expression la plus parfaite, elle se manifeste aussi de façon différente, « sous un masque commercial » : les comptoirs. Les exemples sont nombreux et édifiants ; en citer quelques-uns suffit pour apprécier ce qu'est la concurrence moderne. N'existe-t-il pas un Cartel du Ciment dans le Bâtiment ; un Comité des Houillères pour le charbon ; un Comité des Forges et un Comptoir Siderurgique de France auxquels on peut joindre la Chambre syndicale des Fabricants-Constructeurs de matériel de guerre, pour la métallurgie ; un Syndicat général de l'Industrie Cotonnière ; un Syndicat des Fabricants de Soieries ; un Comité central de la Laine ; une Association Française des Fabricants de Tissus, pour le Textile, etc.

2) Prétendre que chaque nationalisation serait une victoire de l'étatisme résulte simplement d'une confusion regrettable entre étatisation et nationalisation et ne mérite pas qu'on s'y arrête.

3) Enfin, pourquoi prétendre que les nationalisations entraîneront une augmentation du prix de revient ? Et d'où proviendraient les frais nouveaux ? De l'administration tripartite ; mais elle ne se superposera pas à l'administration actuelle, elle se substituera à elle. D'ailleurs, même à supposer que le personnel qui la composera soit plus nombreux que ne l'est actuellement le personnel de direction, du moins, les traitements seront-ils plus normaux et la pratique des jetons de présence condamnée.

Ainsi se justifie dans son principe le moyen proposé par le plan pour rendre possible une direction de l'économie. Dans quelle mesure devra-t-on l'employer ? Autrement dit, quel sera l'objet des nationalisations ? Tel est le point qu'il nous reste maintenant à éclaircir.

L'étude des différentes réformes de répartition exigées jusqu'ici par le mouvement ouvrier nous a déjà amenés à préciser qu'elles n'atteindraient leur but que si elles s'accompagnaient d'une main-mise de la collectivité sur certains « points stratégiques » de l'économie moderne. En particulier, nous avons déjà montré de quelle utilité serait la nationalisation du crédit pour faciliter la mise en œuvre du plan de grands travaux et pour solutionner le problème agricole. Mais il est une façon plus directe d'aborder la question.

Si l'argent est le nerf de la guerre, il est aussi le moteur de l'industrie ; une constitution de capital est nécessaire pour permettre la création d'une entreprise nouvelle ; par ailleurs, une entreprise, bien que fonctionnant depuis longtemps, a souvent besoin de crédit, soit en vue d'une extension, soit pour renouveler son matériel, soit, plus fréquemment encore en temps de crise, pour alimenter sa

trésorerie. La banque, organe de distribution du crédit, apparaît alors comme le « point stratégique » le plus important de l'économie et il est normal que ceux dont le but est de donner à la collectivité les moyens de diriger l'économie aient posé, comme première étape à franchir, la nationalisation du crédit.

Mais cette nationalisation du crédit, si elle est nécessaire, est-elle suffisante relativement au but poursuivi ? Certainement pas. Libérés du contrôle des banques, certains « capitaines d'industrie » en tireraient une puissance accrue et pourraient devenir les maîtres de secteurs considérables de l'économie nationale. Ceci n'est pas une simple hypothèse : les expériences de contrôle des banques par l'Etat en Italie et en Allemagne ont montré que le fait pouvait se produire, et P. Ganivet, dans une étude sur les nationalisations dans le plan, nous le prouve (8).

D'un autre côté, un phénomène récent : « l'auto-financement » industriel, rend dans une certaine mesure inopérante la nationalisation du crédit (9). Le pouvoir de tutelle sur l'industrie que celle-ci permettrait à la collectivité d'exercer disparaît dans la mesure même où l'industrie a réussi à se dégager de la banque.

Jusqu'où devront aller les nationalisations qui apparais-

(8) P. GANIVET : « La nécessité de la nationalisation industrielle démontrée par les expériences étrangères de contrôle des banques », dans *Crise et Plan*, p. 62 et suivantes.

(9) *L'Atelier pour le plan* nous donne un bel exemple de ce financement moderne de l'industrie en France : la C.P.D.E., Compagnie parisienne d'électricité (Atelier pour le plan, 15 décembre 1935). On n'a pas distribué aux actionnaires la totalité des bénéfices, mais constitué d'importantes réserves, qui ont servi à financer d'autres entreprises, la C.P.D.E. possède ainsi, bien que société industrielle, un portefeuille important (titres de la Société d'Electricité de Paris, par exemple). Cet exemple n'est pas isolé et l'étude des bilans des différentes entreprises serait à cet égard significative.

sent ainsi théoriquement et pratiquement nécessaires ? Une socialisation intégrale est considérée comme actuellement impossible. Les conditions exigées pour l'accomplir sont au nombre de trois et ne sont que bien partiellement réalisées : l'éducation politique des masses doit être parfaite de façon à éviter toute tentative de résistance, or c'est loin d'être le cas, surtout dans nos campagnes ; la capacité technique et économique du prolétariat doit être suffisante pour permettre le bon fonctionnement d'une économie socialisée, mais bien des progrès sont encore à obtenir dans ce domaine ; enfin, et surtout, si l'on peut se leurrer sur la psychologie et les capacités des masses, les faits opposeraient une résistance invincible à toute tentative de socialisation intégrale. Celle-ci, et on l'admet unanimement, est d'une facilité directement proportionnelle au degré de concentration atteint par l'économie ; or, un simple coup d'œil, jeté sur la structure de l'économie française permet de voir que ni l'agriculture, ni le commerce de détail, ni même certaines branches industrielles ne sont suffisamment concentrées pour permettre de tenter l'expérience avec quelques chances de succès. Ne suffit-il pas, à cet égard, de rappeler l'expérience russe et la signification véritable de la N. E. P. pour s'en convaincre par comparaison ? Et ne devons-nous pas en France éviter que pareille mésaventure nous arrive ? L'immense majorité du prolétariat l'a fort bien compris ; aussi le plan de la C.G.T. exige-t-il simplement la nationalisation des « industries clés », sans d'ailleurs préciser beaucoup ce qu'il faut entendre par là. Voici ce que dit le plan : « La nationalisation de certaines industries-clés apparaît comme immédiatement nécessaire », et plus loin : « Cette nationalisation est immédiatement réalisable pour toute industrie à

forte concentration d'établissements et de capitaux ; elle doit porter en particulier sur :

« 1° Les industries de guerre,

« 2° Les industries d'extraction des matières premières et les sources d'énergie ;

« 3° Les industries des transports. »

Enfin le plan ajoute : « Dans chaque branche d'industrie, il reste à préciser le détail de ce qui est immédiatement nécessaire et immédiatement possible. »

C'est ailleurs que dans le plan, dans les brochures de propagande éditées par l'Institut Supérieur Ouvrier, dans les conférences faites par les principaux militants de la C. G. T. qu'il nous faut chercher l'explication de ces lignes et la valeur réelle qu'il convient d'attribuer à ces mots : nationalisation des industries-clés (10).

Depuis qu'elle existe, la C. G. T. n'a eu qu'un seul ennemi véritable : le capitalisme ; il est prouvé qu'elle ne peut encore l'abattre complètement, le détruire tout à fait. Mais, « on peut atteindre un adversaire, et mortellement, sans pour cela être obligé de le faire dissoudre dans un bain d'acide sulfurique, un coup au cœur suffit » (11) ; disons, si l'on préfère cette formule-ci, qu'il n'est pas nécessaire de tuer quelqu'un pour en avoir raison, il suffit de le réduire à l'impuissance. C'est le raisonnement qu'ont tenu les rédacteurs du plan et ils ont consacré leurs efforts à rechercher par quels moyens ils obtiendraient ce résultat. Une vue générale de la production leur fournit un

(10) On trouvera en particulier des documents intéressants dans deux séries de conférences faites sur le plan de la C.G.T., l'une publiée par l'I.S.O. sous le titre *Crise et plan*, et l'autre qui fait l'objet du n° 12 de l'*Atelier pour le plan* (1^{er} mai 1936).

(11) L. ZORETTI : « Qu'est-ce qu'une industrie-clé », dans le *Plan et les Nationalisations*.

point de départ intéressant par la constatation très simple que chaque industrie est sous la dépendance de beaucoup d'autres. L'ensemble de la production peut dans ce cas être imaginé sous la forme d'une chaîne dans laquelle chaque industrie représenterait un maillon, ou plutôt sous la forme d'une série de chaînes reliées entre elles par certains maillons, puisque une industrie donnée peut jouer un rôle dans la fabrication de plusieurs produits (12). Il suffit de s'emparer des maillons les plus importants pour être maître de tout le système ; autrement dit, il suffit de nationaliser les industries dont la position est prépondérante pour être le maître de l'économie nationale tout entière. Ce sont ces industries que, *brevitatis causa*, on a qualifié aussi d' « industries clés », clés parce qu'elles ouvrent les portes de l'économie nationale.

C'est donc d'après leur position et leur rôle dans l'économie nationale qu'on classera les industries. Mais, des erreurs graves ont été fréquemment commises lorsqu'on a voulu définir ce critérium de sélection. Patiemment, mais vigoureusement, les rédacteurs du plan les ont relevées et combattues (13). Le *critérium de facilité* doit être écarté : il faut comprendre dans le plan la nationalisation de certaines industries quand cette opération a été reconnue indispensable, même si elle présente des difficultés particulières. Le plan ne prévoit pas non plus la nationalisation des industries les plus *lucratives*. Le but qu'on poursuit est différent : les nationalisations doivent permettre à la collectivité d'agir sur l'économie nationale tout entière et, pour cela, les postes de commande seuls sont visés, même

(12) Nous empruntons cette image à L. ZORETTI, conférence citée.

(13) Surtout L. ZORETTI et G. LEFRANC, de l'I.S.O.

si, par accident, ils ne sont pas très lucratifs ; les autres industries, bien que plus rémunératrices, pourront fort bien, au moins provisoirement, être laissées aux mains de leurs actuels propriétaires. Il ne s'agit pas, non plus, de nationaliser les industries les plus *concentrées* ; le critérium n'est pas là. L. Zoretti déclare: « L'industrie de la moutarde est probablement très concentrée et je ne pense vraiment pas qu'il y ait lieu de nationaliser la moutarde. » La concentration industrielle est une condition certes, mais qui, si elle est nécessaire, n'est pas suffisante. Enfin, prétendre qu'on nationalisera les industries les plus *importantes* est bien affirmer quelque chose d'exact, mais c'est aussi rester dans le vague : rien n'est plus important que l'ensemble des industries transformatrices du blé et pourtant nul ne songe, croyons-nous, à les nationaliser. L'importance dont il s'agit est spéciale, c'est l'importance que confère à l'industrie-clé sa position dans l'ensemble de la vie économique.

Certains ont voulu aller plus loin et ont prétendu que toutes les *industries travaillant pour la production* et non pour la consommation étaient, du fait même de leur position, des industries-clés. Le terme équivaldrait donc à celui d'industrie lourde. Cette affirmation, nous dit G. Lefranc, est de peu d'importance, car « en fait, ce sont presque toujours des industries fortement concentrées qui travaillent pour la production et qui occupent dans l'économie nationale une position de commande. » (14).

Une précision s'impose encore : le mot industrie doit-il dans l'expression industrie-clé être pris dans son sens habituel d'activité productive qui transforme ? Certes non,

(14) G. LEFRANC : la « nationalisation industrielle » dans *Crise et plan*, p. 70.

il faut lui donner son sens le plus large et entendre par là toutes les branches d'activité collaborant à la production de quelque façon que ce soit, aussi le plan range-t-il les transports par exemple au nombre des industries à nationaliser.

Arrivés à ce point de nos recherches, nous pouvons semble-t-il, en synthétiser les résultats par une définition de l'industrie-clé. Doit être considéré comme industrie-clé susceptible de nationalisation toute branche d'activité collaborant directement ou indirectement à la production, occupant dans l'économie nationale une position de commande et ayant atteint un degré suffisant de concentration pour conférer à la collectivisation le minimum de facilité indispensable.

Force nous est de nous satisfaire de cette définition très approximative, dans l'impossibilité où nous sommes de préciser davantage. Seule une étude détaillée de la structure du système capitaliste français nous permettrait de le faire et nous ne pouvons l'aborder ici. C'est d'ailleurs là une des raisons pour lesquelles le plan reste lui aussi très vague, plus vague encore que nous. La nationalisation de toute une branche de l'activité économique est une chose grave, or le plan qui d'ailleurs a été élaboré assez rapidement, ne peut tout prévoir, ni tout préciser (15) : il fixe seulement les « principales modalités » de la nationalisation industrialisée et demande que les grandes fédérations, chacune dans son domaine, « dressent la carte du capitalisme qu'elles ont en face d'elles » (16) et délimitent l'étendue du secteur à nationaliser.

(15) Remarquons au passage qu'un véritable plan scientifique devrait précisément être en mesure de tout préciser jusque dans les moindres détails.

(16) *Crise et plan*, p. 13.

SECTION I. — *La nationalisation du crédit*

Le plan insiste beaucoup sur la nécessité d'une mainmise par la collectivité sur l'orientation et la distribution du crédit. Nous croyons cependant qu'on ne peut arriver à bien comprendre le sens des mesures proposées qu'en rappelant tout de suite une distinction fondamentale qu'un des rédacteurs du document, P. Ganivet, spécialiste des questions bancaires, a exprimé au cours d'une intervention à la Conférence internationale des plans, à Genève, en avril 1936 (17). Il y a, dit-il, deux notions que l'on confond souvent : la *nationalisation des banques*, d'une part, et la *nationalisation du crédit*, d'autre part. La nationalisation des banques peut être réalisée rapidement à l'aide de quelques artifices juridiques et politiques, mais sans que la nationalisation du crédit le soit également. En Allemagne, il y a eu après la guerre un secteur public bancaire très important (banques dites « de droit public »), ce qui n'a pas empêché les banques de ce secteur de pratiquer une politique de crédit exactement analogue à celle des grandes banques privées. Mais inversement, on peut concevoir une nationalisation ou un contrôle du crédit sans nationalisation corrélative des banques : En Italie, on a assisté à un véritable contrôle du crédit sans qu'il y eût nationalisation effective des banques. Le plan confédéral entend réaliser une *nationalisation du crédit, doublée d'une nationalisation partielle des banques*. Il invoque pour justifier la nécessité d'une direction du crédit par les Pouvoirs publics en vue de satisfaire les grands intérêts de la collectivité, les vices actuels de la politique

(17) *La nationalisation du crédit*, compte-rendu des débats publiés par l'Institut Supérieur Ouvrier, p. 19.

bancaire soit à l'égard de l'épargne, soit à l'égard de l'industrie.

1) *La banque et l'épargne* : qu'il s'agisse d'épargne provisoire, d'épargne de sécurité ou d'épargne d'enrichissement (18), c'est vers les banques que ces fonds sont drainés, or l'expérience démontre que l'épargne — et surtout la petite épargne — ne trouve pas toujours là un refuge très sûr. On a accusé les établissements bancaires français d'avoir longtemps pratiqué à la légère une politique de placements à l'étranger. Il a assez souvent été fait justice d'une telle affirmation pour que nous y insistions, constatons seulement qu'une telle politique a fait naître la méfiance du public vis-à-vis des banques. Une accusation plus fondée peut s'exprimer ainsi : il arrive trop fréquemment que les banques émettent des titres, soit dans le but de mobiliser les avances qu'elles ont consenties, soit en considérant l'avantage immédiat qu'elles en retirent, soit enfin dans le désir d'obliger une personnalité importante, mais souvent sans se préoccuper de la situation économique de l'affaire ; aussi arrive-t-il que ces émissions précèdent de quelques mois à peine la chute de la société pour le compte de laquelle elles avaient été émises (19). D'où un danger pour l'économie nationale et une méfiance accrue du public, qui s'est traduite par une baisse des dépôts considérables (20) et un renforcement de la thésau-

(18) Cette classification de l'épargne est celle du plan. Certains spécialistes des questions bancaires, tels M. Dauphin-Meunier, constatent que cette classification, exacte dans son principe, est cependant malaisée à établir en fait.

Cf. : *La Banque*, 1919-1935, p. 285.

(19) Voir les explications de Pierre GANIVET, dans *Crise et Plan*, p. 52.

(20) De fin 1931 à juin 1935 les dépôts ont baissé de neuf milliards (chiffre cité dans le plan).

risation. Aussi le plan exige-t-il que les banques d'affaires qui ne seront pas nationalisées *garantissent leurs émissions pendant un certain délai*. De plus, les banques fonctionnent comme de véritables « banques d'émission de chèques » (21) : elles utilisent les dépôts qu'elles reçoivent (et pour lesquels elles donnent un intérêt de $\frac{1}{2}$ à $1\frac{1}{2}$ %) à des ouvertures de crédit (qui leur rapportent un intérêt de 6 à 12 %), le bénéficiaire de cette ouverture de crédit l'utilise à des paiements et les sommes ainsi mises en circulation reviennent à la banque sous forme de nouveaux dépôts qui serviront à faire de nouvelles ouvertures de crédit. Dans ces conditions, les banquiers eux-mêmes sont dans l'impossibilité absolue de faire la distinction entre les dépôts véritables et ceux dont l'origine n'est autre qu'une ouverture de crédit. Comme l'extension ou la restriction de cette circulation-crédit ne dépend que de la bonne volonté du banquier et que celui-ci a tout intérêt à l'intensifier, si pour une raison ou pour une autre, on assiste à une ruée des déposants vers les guichets, la banque sautera et les victimes, dans ce cas encore, seront les épargnants. *L'assurance obligatoire des dépôts* par les banques permettrait seulement de garantir dans une certaine mesure les épargnants, c'est dans cet esprit que le plan la suggère pour les banques qui échapperont à la nationalisation, mais elle ne permettrait pas d'obtenir que le volume des crédits alloués ne soit plus réglé par le seul intérêt personnel des banquiers.

En conclusion, si une protection énergique de l'épargne est absolument nécessaire, elle n'est pas la seule mesure

(21) A. PHILIP : Conférence sur la nationalisation du crédit à la 2^e Conférence internationale des plans : Genève, 17 avril 1936.

à envisager si l'on veut faire de la distribution du crédit un véritable service public.

2) *La banque et l'industrie* : une première remarque s'impose : c'est surtout la grande industrie qui bénéficie de la presque totalité du crédit accordé. Actuellement, du fait de la disparition quasi totale des banques locales, la moyenne et la petite industrie sont trop souvent à la merci d'une passagère difficulté de trésorerie. D'un autre côté, il arrive, nous l'avons déjà signalé, qu'une entreprise douteuse, économiquement parlant, bénéficie cependant d'un crédit qui eut été mieux employé ailleurs.

Crédit mal et inégalement distribué donc, mais aussi et souvent crédit distribué sous une forme très dangereuse. La distinction traditionnelle en France entre banques d'affaires et banques de dépôt tend à disparaître dans la pratique. C'est ainsi que le crédit à long terme qui a été longtemps le privilège des banques d'affaires est grâce à l'ingénieux procédé du « crédit renouvelable », de plus en plus pratiqué par les banques de dépôt. Voici en quoi consiste l'opération : la banque fait à un industriel une avance pour six mois, avance qui à l'échéance pourra être renouvelée, et qui l'est en général. Le banquier feint cependant d'y voir un crédit à court terme; l'industriel, au contraire, comme ces crédits s'étendent généralement sur une période de 18 mois à 2 ans, les considère comme des crédits à long terme. Ainsi « les banques de dépôts font des avances immobilisées qu'elles mobilisent artificiellement par des traites à court terme renouvelables. » (22). Mais un tel système n'est pas sans danger puisqu'il met

(22) A. PHILIP : conférence citée.

l'industriel à la merci du banquier. La supériorité de la banque sur l'industrie se manifeste de façon plus directe encore. Grâce au crédit, un banquier peut créer une industrie ou lui permettre de se développer. Il lui suffit, s'il en veut garder le contrôle, de conserver une partie des actions qu'il émettra dans le public. Neuf fois sur dix les petits actionnaires seront dans l'impossibilité d'exercer leur droit de vote, et souvent même ils le feront exercer par le banquier agissant comme mandataire, dans un cas et à plus forte raison dans l'autre, il est clair que le banquier sera le maître.

Deux remarques d'ordre général nous permettront de situer plus nettement encore le rôle parfois néfaste que joue la banque dans la vie économique.

1) Par son rôle de distributrice du crédit, elle règle de façon prépondérante la quantité d'instruments monétaires en circulation. Or, l'intérêt personnel est à la base de toute politique bancaire : on assiste tant que dure la prospérité à une véritable inflation de crédit, mais dès qu'on entre dans la phase de dépression se produit une déflation automatique. Les banquiers, en période d'essor, ne savent pas résister à l'attrait que présentent de beaux bénéfices faciles à réaliser, et sont contraints, au moment de la dépression, de couper les crédits de façon à pouvoir faire face à des retraits massifs de dépôts. Le seul remède à apporter à un tel état de chose est la nationalisation du crédit qui règlera sa distribution d'après la seule considération de l'intérêt général.

2) D'un autre côté, il faut tenir compte de l'usage qui est fait du crédit accordé : le crédit à la spéculation par exemple ne joue pas du tout le même rôle que le crédit à la pro-

duction. Or le banquier est actuellement dans l'impossibilité de prévoir de façon précise l'affectation du crédit qu'il consent. C'est là encore un danger et un danger grave.

Après avoir rappelé tout cela, et au terme d'un réquisitoire serré, le plan conclut : « Puisque selon le mot de Proud'hon, la banque est le véritable gouvernement de l'industrie et qu'elle a mal gouverné, l'administration du crédit doit être un service public. »

L'organisation et la politique de la banque centrale (23) font, elles aussi, l'objet de critiques nombreuses. Le plan — et nous l'imiterons — passe rapidement sur ces aspects très connus de la question : il rappelle simplement l'article XI des statuts de la Banque de France : « l'Assemblée générale est constituée par les deux cents plus forts actionnaires » et en indique les redoutables conséquences : une oligarchie est à la tête de la banque nationale, et c'est pourquoi la politique de celle-ci a été si souvent différente pour ne pas dire à l'opposé de celle du gouvernement (guerre des changes de 1924-1926, par exemple).

Quelques militants comme Pierre Ganivet, de la Fédération des employés, sont plus précis et condamnent encore certaines pratiques récentes de la Banque de France telles que le réescompte du « papier de mobilisation » (24) tiré à quatre-vingt dix jours, par les grands minotiers sur les cultivateurs. La Banque de France accepte aussi deux

(23) N'oublions pas que le plan est antérieur à la réforme du statut de la Banque de France.

(24) Le papier de mobilisation est du papier (traite, quand il s'agit de crédit industriel, billet à ordre quand il s'agit de crédit agricole), émis en mobilisation d'une avance dont l'objet n'est pas nécessairement commercial. Lorsqu'un banquier a consenti à un client un découvert par caisse, pour éviter que ce crédit ne soit immobilisé, il tire une traite sur son débiteur ou fait souscrire à ce dernier un billet à son ordre du montant de l'avance. Ce billet ou cette traite, transmissibles par endossement, peuvent être escomptés et, de ce fait, le banquier prêteur peut mobiliser son découvert. » Note de Pierre GANIVET, *Crise et plan*, p. 53.

renouvellements d'échéance, à condition qu'un établissement de crédit consente à prendre, au bout de neuf mois, ce papier en portefeuille pendant un trimestre, or c'est là, ajoutent-ils « sous prétexte de faciliter une reprise du marché agricole, favoriser la mise en circulation d'une masse de papier d'une valeur nominale très supérieure à l'importance réelle des échanges, et il suffira d'un simple refus de renouvellement pour provoquer une catastrophe d'une ampleur encore impossible à envisager. » (25).

Ainsi se confirme la nécessité d'une réforme profonde de tout le système bancaire français. Nationalisation du crédit, réorganisation de la Banque de France, tels sont dans ce domaine les deux objectifs que se propose d'atteindre le plan. Ces mesures sont-elles actuellement réalisables ? Rien évidemment ne s'oppose à une réforme du statut de la Banque de France, puisque les Chambres l'ont déjà votée, mais en est-il de même pour la nationalisation du crédit ? Un rapide regard sur la concentration bancaire en France nous l'apprendra.

Plus les banques sont nombreuses, plus elles sont autonomes les unes des autres, plus une nationalisation du crédit est difficile. A première vue, le système bancaire de notre pays semble très dispersé : indépendamment des grandes banques parisiennes de dépôts ou d'affaires, et de leurs succursales ou filiales, on a coutume d'insister dans les manuels sur le nombre des banques locales et des banques régionales. Or, il est curieux de remarquer que ces descriptions ne correspondent plus à la réalité.

1) D'une part les banques locales ont à peu près disparu. Le peu d'importance des fonds qu'elles conservaient

(25) Voir P. GANIVET, même référence.

en caisse les rendaient incapables de résister à une ruée des déposants, et le reliquat était le plus souvent immobilisé dans les affaires locales, aussi la plupart ont-elles fait faillite ou se sont-elles résignées à une liquidation amiable. Les seules qui subsistent encore ont perdu leur indépendance, elles sont sous le contrôle d'un grand établissement de crédit ou d'une banque régionale.

2) D'autre part les banques régionales n'ont pas cessé de décliner depuis la chute de la « Société Centrale des Banques de Province ». Livrées à leurs propres ressources, seules, isolées, elles n'ont pu résister longtemps à l'offensive des grandes banques parisiennes et n'ont pas tardé à passer sous leur contrôle. C'est ainsi que le Crédit Industriel et Commercial contrôle directement ou indirectement la plupart des banques régionales. P. Ganivet cite parmi celles-ci : Dans le Nord, Banque Scalbert, Banque Dupont; en Bretagne et en Normandie, Crédit Industriel de Normandie, Crédit Nantais, Banque de Bretagne ; dans les pays riverains de la Loire, le Crédit de l'Ouest, la Banque Régionale de l'Ouest ; dans le Sud, la Société Bordelaise de Crédit, la Société Toulousaine de Crédit, la Société Lyonnaise de Crédit ; dans l'Est, le Crédit Industriel d'Alsace et de Lorraine, etc.

Cet exemple n'est naturellement pas le seul que nous puissions citer, il suffit cependant à prouver que souvent une décentralisation apparente cache une centralisation réelle. La concentration bancaire pour n'être pas très visible est cependant un fait indéniable, qui se manifeste encore de deux façons.

1) Par l'existence d'un consortium groupant les quatre grands établissements français de crédit et assez puissant

pour fixer les conditions d'escompte privé et la ligne générale de la politique bancaire.

2) Par la communauté d'administrateurs dont il serait facile de citer des exemples nombreux. Précisons seulement que le Président du Comité d'Escompte de la Banque de Paris et des Pays-Bas est administrateur de la Société Générale, de la Banque Franco-Chinoise et de la Banque Nationale française du Commerce extérieur (26).

Et enfin, le plan rappelle opportunément qu'il existe en France un certain nombre d'organismes financiers qui sont déjà publics ou semi-publics. Le plus important est de loin la Caisse des Dépôts et Consignations qui gère un portefeuille énorme (plus de 90 milliards de francs), il faut y joindre les banques populaires, les caisses de crédit agricole et enfin les chèques postaux. C'est l'existence de ces derniers organismes, qui jointe à la concentration actuelle de l'appareil bancaire, rend possible immédiatement la nationalisation du crédit en France ; il ne nous reste plus qu'à préciser pour terminer comment le plan la conçoit.

Il faudra distinguer deux secteurs : un secteur qui sera nationalisé et un secteur qui sera simplement contrôlé. Le secteur nationalisé sera organisé de la façon suivante :

a) A la base : 1) Les banques populaires et les caisses de crédit agricole « habilitées à faire du crédit à moyen et court terme aux artisans, petits commerçants et agriculteurs » et dont le statut sera modifié.

2) Les caisses d'épargne : on fusionnera les caisses nationales, privées et locales d'épargne, on supprimera le maxi-

(26) P. GANIVET, à qui nous empruntons cet exemple, en cite plusieurs autres fort significatifs. Voir *Crise et Plan*, p. 50.

mum des dépôts, on établira un barème du taux d'intérêt, enfin on introduira la notion de dépôt à terme dans le mécanisme du système.

3) Le service des chèques postaux qui sera administrativement fusionné avec les caisses d'épargne : une caisse d'Etat par département avec des succursales (bureaux de poste par exemple).

4) Enfin les banques d'Etat locales « recevront les dépôts et assureront les services bancaires courants ».

b) Au-dessus, il y aura la Banque régionale qui assurera la liaison administrative des établissements primaires et le réescompte ; elle servira de plus les crédits à long terme aux collectivités.

c) Enfin, c'est la caisse des Dépôts et Consignations qui aura la gestion supérieure des dépôts.

Le plan précise encore que ce secteur bancaire nationalisé doit assurer le financement du secteur économique nationalisé et qu'il comportera en conséquence les banques spécialisées par grandes catégories économiques qui assureront aux industries nationalisées tout le crédit (à court et à long terme dont elles auront besoin).

De plus « dans ce secteur nationalisé, une place particulière appartient à la Banque de France ». D'une part, « toutes mesures [seront] prises pour assurer la prédominance des intérêts généraux au sein du Conseil d'Administration ». L'Etat sera représenté de la même façon qu'actuellement ; mais le Conseil supérieur de l'Economie (qui sera, rappelons-le, l'organe de la direction de l'Economie) désignera les autres administrateurs à raison de deux par branche de l'activité économique (industrie, agriculture, commerce, transports, banques).

D'autre part, la Banque de France aura le contrôle des banques. Celles-ci lui enverront hebdomadairement « un relevé sommaire de leurs opérations. » La Banque Centrale enfin publiera périodiquement un compte-rendu général de la situation du Crédit en France et jouera le rôle de régulateur du Crédit : pour cela elle établira un plan de Crédit et règlera les taux d'escompte « qui seront variables suivant la conjoncture par branche d'industrie, mais uniformes dans chacune de ces branches ».

Ainsi contrôlé, le secteur bancaire privé sera encore soumis à certaines règles : les unes tendront à spécialiser les organismes : « séparation des organismes d'investissement à long terme et des organismes de crédit à court terme ; compartimentage, sur la base corporative, de l'activité des banques d'investissement à long et moyen terme ; décentralisation des banques d'escompte et de prêts à long terme aux collectivités publiques ».

Les autres résument certaines obligations que nous avons déjà mentionnées en partie :

« Celle, pour les banques d'escompte, de réescompter leur papier commercial ;

« Celle, pour les banques de dépôt, d'assurer leurs dépôts ;

« Celle, pour les banques d'affaires, de garantir leurs émissions pendant un certain délai ». Ajoutons encore qu'on soumettra à des conditions sévères l'exercice de la profession de banquier et celle d'administrateur de société, et qu'un contrôle est aussi prévu sur les sociétés anonymes.

Ainsi s'exprime officiellement la pensée confédérale, peut-être cependant n'est-il pas tout à fait inutile de préciser que certains militants qualifiés, chargés par l'Institut

Supérieur Ouvrier de « repenser une partie du plan » et d'exprimer le fruit de leurs réflexions sous forme de conférences, ont sur ce point exposé des vues quelque peu différentes. Pierre Ganivet par exemple demande bien la nationalisation de la Banque de France, mais aussi la fondation d'un « Institut national de la Conjoncture ». Il souhaite la création d'un « Institut national du Crédit » englobant les caisses d'épargne, les services de chèques postaux, les recettes particulières et principales des finances et enfin les grands établissements de crédit (ce qui permettrait de mettre fin au scandale qu'est la présence dans une même ville de plusieurs succursales d'établissements de crédit « assurant les mêmes services et se disputant la même clientèle ») (27). L'appareil bancaire nationalisé comprendrait en outre des « banques corporatives spécialisées par grandes catégories économiques fournissant tout le crédit aux branches d'industrie nationalisées, mais aussi aux industries du secteur libre d'une même espèce, et enfin les banques populaires et de crédit agricole. En ce qui concerne l'appareil bancaire privé, Ganivet propose la plupart des réformes exigées dans le plan, mais demande encore que les banques indiquent, comme cela se fait déjà légalement en Belgique, la décomposition de leur portefeuille, titres et participations, et qu'elles ne puissent pas engager à leur service un fonctionnaire de l'Etat avant que cinq ans se soient écoulés depuis son départ de l'administration (28). Par contre, il ne reproduit pas certaines exigences du plan telles que la séparation

(27) Ce qui, par contre, ne serait peut-être pas un excellent moyen de lutter contre le chômage !

(28) On peut retrouver la même exigence dans *Eléments d'un plan français, cahier de révolution constructive*.

des organismes d'investissement à long terme et des organismes de crédit à court terme, car il voit dans leur fusion pratique actuelle une manifestation de l'évolution de la technique bancaire moderne (29). Il ne faut toutefois pas exagérer l'importance de ces divergences qui portent seulement sur les modalités techniques de la réorganisation. Le principe de celle-ci a été unanimement admis par la C. G. T. ; la réforme du statut de la Banque de France, l'affirmation qu'on distinguera dans l'appareil bancaire actuel deux secteurs, dont l'un formé des banques les plus importantes et de celles dont le statut est déjà semi-public sera nationalisé, tandis que l'autre, tout en restant exploité par des particuliers, sera soumis à un contrôle sévère ; autant de points capitaux sur lesquels l'accord est complet.

La nationalisation des Assurances. — La nationalisation du crédit, la clé de voûte incontestable du plan, ne prend toute sa valeur que si elle s'accompagne de la nationalisation industrielle, mais aussi d'une nationalisation spéciale, à laquelle nous allons consacrer quelques lignes maintenant, la nationalisation des assurances. C'est, estime L. Zoretti, une des « rares parties détachables du plan ».

(29) Cette opinion a été exprimée par P. GANIVET lors d'une intervention à la 2^e Conférence des plans d'avril 1936, à Genève. Il est d'ailleurs à remarquer que sa position est à l'opposé de celle qu'exprime A. PHILIP, lui aussi planiste convaincu, qui regrette cet aspect de l'évolution bancaire et voudrait un retour en arrière. On peut s'en convaincre facilement si l'on s'en réfère au programme de nationalisation du crédit que A. PHILIP exposait à Genève. Il faut, disait-il, distinguer les banques de dépôt qui constitueront l'institut mobilier fournissant le capital circulant, et les banques d'affaires qui constitueront l'institut général des investissements recevant l'épargne formée pour des immobilisations. Comme toutes les banques ne seront pas nationalisées, il faudra encore distinguer : dans le secteur mobilier, les grandes banques de dépôt nationalisées qui fourniront les grandes entreprises nationalisées, et les banques privées ou coopératives qui fourniront l'agriculture, la moyenne et petite industrie, et seront sous le contrôle de l'Institut mobilier, dans le secteur immobilier ; les grandes banques nationalisées fourniront les industries nationalisées (avancées à long terme et aide à l'émission des titres), un service spécial sera prévu pour les industries sur la voie de la nationalisation et enfin des banques privées octroieront les crédits à la petite et moyenne industrie.

Nous ne la situons cependant pas ici de façon purement arbitraire. « Les compagnies d'assurances à primes fixes, celles sur lesquelles précisément porterait la nationalisation, sont une des plus belles manifestations du « mur d'argent » et « les plus illustres représentants des deux cents familles figurent dans leurs conseils d'administration » (30). Elles sont en liaison avec toutes les formes du capitalisme industriel et financier : sur 12 régents de la Banque de France, 9 se retrouvaient dans les principales sociétés d'assurances et y occupaient 17 sièges ; au Crédit Foncier, sur 22 administrateurs, 7 sont des assureurs, etc. Les compagnies d'assurances représentent donc une des grandes forces du capitalisme et une nationalisation du crédit qui ne se doublerait pas d'une nationalisation des assurances n'atteindrait pas complètement son but. On retrouve dans les conseils des principales compagnies les grands banquiers français ; nationaliser les assurances, c'est enlever à ces banquiers privés la libre disposition d'une fraction considérable de l'épargne (les dix principales compagnies d'assurances totalisent 20 milliards de capitaux !) ; c'est aussi libérer l'économie nationale d'une charge excessive pour le service rendu et permettre d'abaisser les tarifs qu'une position de monopole de fait a permis de maintenir très élevés.

Ce sont encore des raisons sociales qu'il faut invoquer en ce domaine. Les compagnies exploitent l'assuré : primes élevées, élimination des mauvais risques, polices léonines

(30) Cf. G. BUISSON : Conférence n° 4 sur le Plan et les Nationalisations (*Atelier pour le plan*, 1^{er} mars 1935), qui fournit quelques exemples. Sur le même plan, voir l'*Atelier pour le plan* du 15 juillet 1935 : 12 Régents gouvernent la Banque de France et la France, par F. DELAIST ; « Banque et assurance », par J. DUPLOI, et surtout la thèse de G. RUL déjà citée : « La Nationalisation des assurances », 1^{re} partie, chapitre III, p. 43 et suivantes.

(multiplication des clauses de résiliation, rôle du contentieux « qui fournit le plus clair de leurs bénéfices » (31), exploitation des accidentés (réduction dans des proportions invraisemblables des rentes d'invalidité), élimination de la concurrence étrangère par la pratique de la réassurance, d'où leurs bénéfices fabuleux : la compagnie « Le Phénix » (accidents) a distribué, en 1933, 7.680.000 francs pour un capital versé de 4.000.000 de francs seulement, soit 192 % en assurances-vie; les « Assurances Générales » ont réparti, la même année, 13 millions pour un capital versé de 6 millions, soit 215 %, et l'on pourrait multiplier les exemples (32). Les compagnies exploitent encore les petits actionnaires : nécessité d'avoir un minimum d'actions pour être administrateur (pour « La Nationale », il faut en avoir 25 au moins, représentant un capital de 50.000 francs) ; ceux-ci s'attribuent des jetons de présence élevés, restreignent les dividendes pour constituer d'énormes réserves qu'ils gèrent à leur profit ; aux assemblées générales, le petit actionnaire ne peut triompher, car les administrateurs syndicalisent les actions quelque temps auparavant. Le contrôle de l'Etat est inefficace (33) et la concurrence des Caisses nationales nettement insuffisante; c'est ainsi que la Caisse nationale accidents n'a jamais pu obtenir le droit de payer d'invalidité temporaire, qu'un maximum de 200.000 francs par tête ne peut être dépassé à la Caisse nationale décès.

L'histoire a déjà vu naître beaucoup de projets d'étatisation ; rappelons les projets Carlier 1908, Couderc 1909,

(31) *Illustration Econ. et Financière* du 30 octobre 1924, citée par G. Buisson, *Atelier par le Plan*, numéros cités.

(32) Voir G. Buisson, même référence.

(33) Ainis que le démontre G. Buisson, même référence.

le rapport de F. Buisson à la Chambre en 1910, le projet Nadi 1918. Le dernier en date est le projet de nationalisation de Vincent Auriol du 17 janvier 1933, qui prévoit la transformation des actions en titres publics amortissables en 75 ans et la participation des usagers à la gestion. Son auteur escompte que l'opération rapporterait la coquette somme de 1.200.000.000 de francs.

Les compagnies, pour se défendre, ont inspiré des campagnes de presse ; les objections sont pour la plupart classiques : on invoque, contre toute évidence, la mauvaise gestion de l'Etat. A la Caisse nationale des retraites, les frais administratifs représentent 2 % des versements ; pour les compagnies privées d'assurances-vie, 12 à 18 % ; les frais de gestion représentent 10 % des primes pour la Caisse nationale-accidents, 23 % pour les compagnies privées accidents(34). On invoque les inconvénients du monopole en oubliant qu'il existe déjà en fait ; — on attire l'attention des assurés sur les facilités que présentera l'inquisition fiscale, car les assurances nationalisées permettront le dresser un véritable « cadastre des fortunes » ; mais, est-ce bien là un mal et cela ne permettra-t-il pas d'éviter les fraudes d'impôts ? D'autres objections concernent le problème de l'indemnisation et le sort du personnel actuel ; d'autres encore sont d'ordre budgétaire (baisse des impôts, ce qui est, dit Levassort, « une objection d'étourdi » ; incertitude des budgets en cas de catastrophe, or l'Etat couvre déjà, sans contre-partie, par des subventions les grands sinistres), etc.

En bref, la polémique s'est engagée sur deux points principaux :

(34) LEVASSORT, cité par G. BUISSON.

1° La nationalisation est-elle possible techniquement et socialement ?

2° Est-elle souhaitable économiquement et financièrement ?

1° La nationalisation est-elle possible techniquement et socialement ? — Le problème est complexe. La première difficulté à laquelle se heurte la nationalisation est d'ordre juridique. Quels motifs peut-on invoquer pour justifier l'expropriation des compagnies ? G. Rul (35) en énonce trois, tous également décisifs :

a) L'utilité publique que présente le service de l'assurance ;

b) L'intérêt national qui exige que l'Etat se défende contre des particuliers dont la puissance le menace ;

c) L'abus du droit que commettent les compagnies en détournant les réserves de leur affectation normale.

Mais il ne suffit pas d'exproprier, il faut indemniser les anciens propriétaires. Est-ce que cela ne représente pas un débours énorme ? On cite des chiffres : 800 compagnies françaises et étrangères, 450 sociétés de réassurance, 10.000 mutuelles agricoles. La valeur des actions d'assurances, cotées à Paris le 31 décembre 1932, atteint 3 milliards 700 millions de francs. Avec quel argent pourra-t-on réaliser une telle expropriation ? Il convient de noter d'abord certaines inexactitudes : La moitié des 800 sociétés d'assurances existent sous forme de sociétés mutuelles et n'ont pas de capital social ; il en va de même des 10.000 mutuelles agricoles. D'un autre côté, la valeur boursière des assurances est passé du taux de 600 en 1932 à 450 environ en 1935 ;

(35) Op. cit., p. 94.

actuellement, le montant global de ces actions représenterait les trois-quarts seulement du chiffre cité pour 1932 et il se réduirait bien davantage encore s'il était sérieusement question d'une nationalisation. Il faut enfin bien remarquer que l'indemnisation ne serait pas obligatoirement faite en argent liquide. Il convient plutôt de prévoir — cf. le projet Auriol — l'échange des actions des sociétés expropriées contre des titres publics, amortissables en 75 ans.

Mais d'autres obstacles apparaissent. Il conviendra par exemple de ne pas vouloir aller trop vite : la nationalisation ne pourra s'effectuer qu'en ménageant une période de transition suffisamment longue pour permettre l'étude des incidences que l'application d'une telle mesure provoquera. Le calcul des primes en particulier ne devra pas être brutalement modifié; d'un autre côté, les réserves, tout en n'ayant plus aucune raison d'être dans les cas d'une nationalisation, remplacées qu'elles seront par la garantie de l'Etat, devront être conservées au moins partiellement pendant un certain temps, de façon à ne pas réduire les ressources des institutions d'assurances, ce qui entraînerait la nécessité d'une augmentation des primes (36). Enfin cette période de transition apparaît socialement nécessaire. La fusion des sociétés d'assurances pose, en effet, la question du personnel. Il ne faut pas que celui-ci — même partiellement — soit réduit au chômage. La nationalisation nécessite un reclassement du personnel ; ce reclassement devra être opéré lentement, de façon à éliminer les risques d'erreurs. Pour ceux qui ne seront pas maintenus en fonction, des créations d'emplois seront à envisager. Ce ne sera

(36) Cf. La Démonstration de G. RUL, op. cit., p. 170.

pas, — remarquons-le bien, — une création arbitraire d'emplois, mais une création rendue nécessaire :

a) Par le caractère obligatoire qui sera donné — cf. le projet Auriol — à certaines branches d'assurances telles que l'assurance-incendie ;

b) Par le règlement des sinistres, plus nombreux, du fait de cette assurance obligatoire contre certains risques.

c) Par la création d'une véritable assurance contre les calamités agricoles et contre le chômage.

Une dernière et importante question se pose enfin : quelle sera la forme des nouvelles institutions ? Créera-t-on des Caisses d'Etat gérées administrativement ou au contraire généralisera-t-on le système des sociétés mutuelles, gérées par les assurés eux-mêmes ? Une constatation très simple est à la base de la solution proposée par les planistes : pour les assurés, ce qu'il est le plus important d'obtenir, c'est le contrôle du calcul des primes et de la fixation des indemnités ; l'Etat au contraire se préoccupe surtout de la gestion financière de l'assurance. Aussi propose-t-on une solution mixte comportant la création de mutuelles locales ou régionales suivant la nature des risques, contrôlées par les assurés, mais se réassurant auprès d'organismes centraux gérés par l'Etat. Ainsi que l'écrit G. Rul (37) : l'institution créée constituera un grand service autonome, disposant d'un budget particulier, appliquant les méthodes comptables industrielles et non pas administratives, gérée par un conseil tripartite. Un contrôle efficace remplacera les multiples et illusoires contrôles actuels de l'Etat. Ainsi sommairement définie,

(37) *Op. cit.*, p. 175.

l'institution n'est ni une société, ni un monopole d'Etat. Elle se distingue des divers types de sociétés par l'absence des actionnaires, elle n'a aucun rapport avec les monopoles bureaucratiques, avec les administrations d'Etat. Ses dirigeants doivent être responsables devant leurs commettants et peuvent être intéressés au rendement. »

2) La nationalisation est-elle souhaitable économiquement et financièrement ? Economiquement, elle présente deux grands avantages. En premier lieu, elle libérerait l'Etat du danger permanent que fait courir à son crédit une créance trop mobile de 18 milliards de francs qu'ont sur lui les compagnies. En second lieu, l'unification des divers organismes présente le gros avantage de réaliser la compensation des risques. Actuellement, les compagnies n'exploitent que les assurances qui rapportent, elles refusent d'exploiter les assurances qui couvrent de mauvais risques et c'est l'Etat qui doit s'en charger ; grâce à l'unification des divers organismes « les bénéfices réalisés par l'assurance des bons risques servent à compenser les charges qu'imposent à l'Etat ses devoirs d'assistance. » (38). Financièrement enfin, l'opération présente incontestablement un gros avantage, à tel point que V. Auriol allait jusqu'à proposer la nationalisation des assurances afin de réaliser complètement l'équilibre du budget général de l'exercice 1933. Les bénéfices immédiatement réalisables sont de trois sortes : tantièmes et émoluments, 100 millions, bénéfices sur le placement des réserves, 250 millions; suppression des frais de réassurance, 200 millions. Il faut y ajouter les économies considérables qui pourraient être réalisées sur les frais administratifs — 700 millions estiment

(38) G. RUL : *op. cit.*, p. 98.

Brissaud — et les bénéfices qu'entraînerait l'extension de l'assurance, due elle-même au caractère obligatoire dont l'assurance contre certains risques serait revêtue.

La preuve est donc faite qu'indépendamment de toute application du plan, mais surtout en liaison avec elle, pourrait se réaliser la « belle et fructueuse opération » dont parle L. Zoretti (39).

SECTION II. — *La nationalisation des industries-clés.*

Le moment est venu de préciser comment le plan fixe les modalités générales de la nationalisation industrialisée, comment il prévoit les conditions d'acquisition et les conditions de gestion des industries-clés.

A. — *Conditions d'acquisition ; le problème de l'indemnisation.* — Le plan déclare que la nationalisation n'est pas une « expropriation » au sens révolutionnaire du mot et qu'en conséquence il faut admettre « une indemnisation limitée dans son taux et dans son temps. » Comment se justifie cette attitude. « Si le plan parle d'indemnisation nous dit J. Duret, c'est pour des raisons non d'ordre moral, mais pratique. » (40). Le plan n'est pas une arme de classe, la C.G.T. veut rassembler autour de lui toutes les victimes du grand capitalisme. Les conceptions politiques et économiques de cette masse hétérogène sont naturellement quelque peu différentes, aussi est-il normal que désireuse de ne pas effaroucher les fractions les plus hésitantes de l'opinion, la C.G.T. ait adopté une attitude modérée. L'expropriation sans indemnité eût été exploitée contre elle par

(39) L. ZORETTI : Conférence n° 8 sur le Plan et les Nationalisations.

(40) J. DURET : Conférence n° 8 sur le Plan et les nationalisations.

les principaux intéressés, on eût crié au vol, ameuté l'opinion et par ce moyen, rompu le « grand rassemblement des victimes du capitalisme. » Mais si l'indemnisation s'imposait pour ces seules raisons d'opportunité, elle était de plus une nécessité en France. La France est un pays heureux, chacun y est propriétaire de quelque chose, souvent d'ailleurs de peu de chose. L'étude des statistiques successorales fournit quelques indications sur la répartition de la fortune dans notre pays, mais les fraudes et le partage entre ascendants faussent considérablement les *résultats* obtenus (41). J. Duret donne cependant à titre d'indication les chiffres suivants (obtenus par le moyen indiqué) :

Fortunes au-dessous de 50.000 francs	30,25 %
Fortunes de 50.001 à 250.000 francs	26,85 %
Fortunes de 250.001 à 1.000.000 de francs	20,05 %
Fortunes au-dessus de 1.000.000 de francs ..	22,85 %

Ainsi, 57,1 % de la fortune en France seraient entre les mains de propriétaires modestes.

D'un autre côté, sur le total des propriétaires, la classe riche ne compte que deux à trois représentants pour mille. La moyenne bourgeoisie (fortune de 100.000 à 1 million de francs, 3 à 4 %). La petite bourgeoisie (fortune de 10.000 à 100.000 francs) représente un tiers du total, tandis que près des deux tiers des propriétaires appartiennent à la classe populaire épargnante (42). Si on ajoute que c'est souvent sous forme de titres mobiliers que les travailleurs conservent leurs économies, on comprendra mieux que

(41) Certains auteurs (Caillaux, Noville, Colson, Neymark, etc.) proposent de multiplier le nombre des successions obtenues pour une année base par le nombre d'années qui s'écoulent en moyenne entre deux transmissions de biens par décès, le coefficient adopté est tantôt 35, tantôt 36.

(42) D'après J. DURET, conférence citée.

Neymark ait déjà pu parler de la « poussière d'actions » que l'on trouvait en France.

Chose curieuse, c'est précisément chez le petit propriétaire que l'instinct de la propriété est le plus développé, le plus profondément enraciné, dès lors le plan qui doit être accepté par la majorité de la nation, qui par conséquent doit l'être par la plupart de ces petits propriétaires, ne pouvait songer à les dépouiller sans indemnité. Le but poursuivi ne l'exigeait d'ailleurs pas : on veut enlever à une petite minorité d'individus leurs privilèges et la direction de l'économie, il s'agit de les détrôner, non de les déposséder, aussi la C.G.T. précise-t-elle nettement qu'elle part en guerre non contre la propriété, mais contre la puissance, et le prouve en admettant le principe de l'indemnisation.

Le principe de l'indemnisation admis, il faut surmonter certains obstacles à son application. Si le rachat se fait sur la base de la valeur en capital ou de la valeur boursière (valeur souvent « gonflée par les inflations financières »), la collectivité ne tardera pas à succomber sous le poids des dettes ainsi contractées. Aussi le plan prévoit-il certaines limitations à l'indemnisation. a) L'indemnisation sera limitée dans son taux : elle sera calculée d'après un tarif dégressif suivant l'importance des paquets de titres appartenant à un même propriétaire. b) Elle sera aussi limitée dans le temps, car il ne saurait être question « de constituer une hypothèque à durée indéfinie sur les industries nationalisées. » Quant aux moyens concrets qu'on emploiera, le plan, dans une courte note, déclare qu'on pourra choisir « entre des allocations viagères, non transmissibles ou des obligations amortissables portant intérêt fixe pendant une période déterminée. » C'est semble-t-il cette dernière méthode qui réunit le plus de suffrages. On transformerait

les actions en obligations dont les intérêts seraient calculés de façon à n'être pas d'un poids trop lourd à la collectivité et l'on interdirait à leurs détenteurs d'exercer sur la gestion de l'entreprise nationalisée une influence quelconque. Comme cependant il faut tout prévoir, dans le cas où les charges contractées seraient exagérées, les moyens ne manqueraient pas pour s'en libérer : « la pratique des sociétés d'économie mixte, écrit J. Duret, nous offre à cet égard des moyens techniques fort variés. » Nous ne pouvons qu'approuver en signalant qu'il n'est meilleure façon de s'en convaincre que de lire avec attention un article fort suggestif de F. Perroux : « Sociétés d'Economie mixte et Système capitaliste ». (Revue d'Economie Politique, n° de juillet-août 1933).

B. — *Conditions de gestion ; le principe de la représentation tripartite.* — Comment fonctionneront les industries nationalisées et par qui remplacera-t-on ceux qu'on écarte délibérément de leur gestion ? Le plan prévoit à des échelons différents trois genres de Conseils : les Conseils d'industrie, les Conseils de groupes d'industrie, enfin le Conseil des industries nationalisées, dont la composition nous permet de comprendre ce que signifie la formule « gestion tripartite des entreprises nationalisées ».

Le Conseil d'industrie d'abord est composé :

1) Des producteurs : on distingue parmi eux trois catégories : main-d'œuvre, maîtrise, agents de liaison ; l'organisation professionnelle la plus représentative de chaque catégorie nomme et révoque son délégué. En cas de compétition, c'est le Conseil supérieur qui désignera l'organisation la plus représentative.

2) Des consommateurs : le mot doit être entendu dans un sens très large, à côté des consommateurs proprement dits et des usagers, les fournisseurs seront représentés par des délégués des autres industries nationalisées. Les représentants du groupe des consommateurs « seront choisis par des groupements libres de se constituer, suffisamment représentatifs et justifiant de leur intérêt à l'industrie en question ». Les délégués seront nommés par l'organisation la plus représentative, en cas de conflit, le Conseil supérieur de l'Economie sera appelé à trancher.

3) De représentants de la collectivité qui « seront choisis par le pouvoir politique sur des listes présentées par les grands corps de l'Etat et affectées chacune d'un nombre triple du nombre des représentants à pourvoir. »

Les membres de ce Conseil devront participer effectivement à la conduite de l'affaire, ils engageront personnellement leur responsabilité « en donnant leur accord ou en formulant des réserves sur la gestion du directeur général ». Le Conseil d'industrie ne sera d'ailleurs pas entièrement libre d'agir à sa guise : l'acte de concession fixera déjà des limites à son activité, il devra de plus obéir aux « directives générales » du Conseil général des industries nationalisées, enfin la nomination et la révocation du personnel dirigeant ne lui appartient pas. Le directeur général de l'industrie sera en effet choisi par le Conseil supérieur (de façon à le mettre sous la seule dépendance de la collectivité), sur une liste de trois à cinq candidats, établie par un collège électoral composé « des chefs de service qui, par leur formation et leurs compétences, sont eux-mêmes susceptibles d'accéder à la direction générale ». En cas de conflit entre le directeur général et le Conseil d'industrie intéressé, c'est le Conseil

supérieur qui arbitrera. Quant aux collaborateurs immédiats du directeur général, ils seront proposés par lui à l'agrément du Conseil supérieur.

Le plan s'est préoccupé d'assurer la liaison entre les différentes industries nationalisées et il a prévu à cet effet des Conseils de groupes d'industries et un Conseil général des industries nationalisées.

Les premiers seront composés des représentants de chaque industrie faisant partie du groupe considéré. Pour chaque industrie « les représentants des trois catégories : producteurs, consommateurs, collectivités, désigneront leurs représentants au Conseil de groupe d'industries ». Ces Conseils, en plus de leurs fonctions de coordination, devront documenter le Conseil des industries nationalisées.

Ce dernier, constitué par les mêmes méthodes, devra réunir la documentation utile, fixer les directives générales des industries nationalisées, en contrôler l'application, enfin nommer (et révoquer le cas échéant !) dans les conditions que nous avons indiquées plus haut, les chefs de service de chaque industrie.

Ces précisions apportées, nous ne devons pas oublier que des objections diverses ont été adressées au principe même de la gestion tripartite des producteurs, des consommateurs et de la collectivité dont est imprégné tout le plan. En toute honnêteté, il semble bien qu'on en doive retenir quelque chose. Nous ne nous arrêterons pas à l'argument facile que cette formule de gestion n'a jamais été appliquée, qu'elle est par conséquent peu praticable, pas plus d'ailleurs qu'aux pseudo-exemples qu'on en a cités dans l'administration des postes et dont les résultats, dit-on, ne furent pas excellents ; il n'est en effet pas démontré

qu'une application fragmentaire n'ait pas défiguré le principe de la gestion tripartite. Plus sérieuses sont les objections concernant la difficulté de représentation des consommateurs. Le texte du plan n'est guère précis à cet égard, il déclare qu'elle sera assurée par « des groupements libres de se constituer, suffisamment représentatifs, et justifiant de leur intérêt à l'industrie en question ». C'est bien vague. Il convient cependant d'ajouter qu'à propos de la composition du Conseil supérieur de l'Economie, le plan se montre plus précis : il mentionne comme groupements possibles de consommateurs les coopératives, les grandes associations d'anciens combattants et les grandes municipalités. Remarquons toutefois qu'il s'agit là de groupements déjà constitués et non de groupements qui se « créeront » dans le seul but de défendre les intérêts des consommateurs (sauf en ce qui concerne les coopératives). G. Lefranc (43) suggère encore que la C.G.T. qui est, dit-il, une des plus grandes organisations de consommateurs, fasse aussi valoir ses droits. Mais ne représentera-t-elle pas déjà les producteurs et ce cumul de fonctions est-il bien désirable pour un bon fonctionnement du système ?

Une autre objection très importante doit être signalée : le heurt des intérêts entre producteurs et consommateurs sera tellement brutal, prétend-on, que la puissance publique devra imposer son arbitrage. Nous pouvons cependant affirmer sans crainte que le heurt serait plus brutal encore si comme le propose la solution corporatiste, patrons et ouvriers se trouvaient en présence, c'est du moins le sens que nous paraissent avoir les expériences étrangères de

(43) G. LEFRANC : Conférence n° 11 sur le Plan et les nationalisations.

corporatisme, où l'Etat apparaît comme arbitre perpétuel et omnipotent. De plus, ne peut-on pas présumer que la présence des fournisseurs au sein de chaque Conseil tripartite d'industrie permettra d'apaiser l'antagonisme des intérêts que l'on redoute, puisque ces fournisseurs agissant ici a utitre de « consommateurs », sont ailleurs des producteurs ? Malgré tout, la question mérite réflexion, et si vraiment les représentants de la collectivité devaient parfois imposer leur arbitrage, peut-être conviendrait-il déjà que le plan précisât un peu mieux qu'il ne le fait leur mode de désignation.

Si l'on veut bien se rappeler que toute l'industrie nationalisée sera gérée tripartitement, on se rendra compte que les questions soulevées ne sont pas de simples questions de détail : le plan entend bâtir, il ne faut pas qu'il bâtisse sur du sable. Il ne faut pas que par insuffisance de mise au point, s'arrête à peine mise en marche, la machine qui porte les derniers espoirs de millions de Français.

Le plan, malgré ses sympathies pour la gestion tripartite, ne voit pas tout conseil tripartite à une échelle de la production inférieure à l'industrie envisagée nationalement. A l'échelle-usine, le contrôle ouvrier et les conventions collectives de travail permettront au personnel de défendre ses droits. Le Conseil supérieur de l'Economie, compétent pour agir sur tout ce qui concourt à l'extension de la capacité d'achat, connaîtra donc des conventions collectives, qui devront être généralisées et qui seront négociées à droits égaux par les organisations patronales et ouvrières intéressées. Pour chaque industrie ou profession, on établira des conventions nationales de caractère général qui serviront de cadre aux accords régionaux et locaux. Les conventions collectives engloberont toutes les dispositions

concernant la rémunération de la main-d'œuvre, ainsi que les différentes conditions de travail (durée et répartition des heures, embauchage, apprentissage, hygiène et sécurité, etc.). Elles seront passées pour une période limitée, avec, le cas échéant, une faculté de révision à période rapprochée et renouvelables après discussion entre les parties signataires.

C. — *Analyse de quelques aspects spéciaux de la nationalisation.* — Avant d'aborder l'étude de l'organe qui sera chargé de la direction de l'économie, nous pouvons résumer les opinions de militants sur certains aspects de la nationalisation. Bien que n'exprimant pas officiellement la pensée confédérale, ces opinions ne doivent pas sembler-til être négligées, car elles peuvent fournir à tout critique impartial de nouveaux éléments d'appréciation.

I. En ce qui concerne d'abord le *financement du secteur économique nationalisé*, Jacques Dupiol donne quelques précisions intéressantes (44). Le volume du crédit à court terme que pourra obtenir chaque industrie sera fixé par la banque d'affaire spécialisée correspondante d'accord avec le Conseil supérieur de l'Economie. On tiendra compte pour cela de la trésorerie de l'entreprise et de son développement envisagé. Par cette fixation du volume du crédit se trouve dirigée la production de l'entreprise dont le développement hors des limites du plan devient impossible. Quant à la banque, périodiquement elle communiquera le relevé des opérations de l'entreprise. Ainsi, autonomie industrielle, contrôle financier. Les capitaux à immobiliser dans l'acquisition de nouveaux moyens de production seront demandés soit aux réserves des sociétés, soit à l'épargne et au crédit.

(44) J. Dupiol : Conférence n° 7 sur le Plan et les nationalisations.

a) Les réserves seront transférées à la « Banque du Trust » (45) qui ouvrira dans ses écritures un crédit correspondant ; les réserves seront ensuite investies dans les industries à développer.

b) L'emprunt sera la forme normale de l'appel des capitaux, mais la décision de l'émission d'obligations (la seule qui subsistera) sera le fait de la Banque du Trust. Ainsi l'épargne sera garantie par l'ensemble de la vie économique de la nation. L'épargne collective des sociétés d'épargne et d'assurances pourra dès lors s'investir en toute sécurité dans le secteur nationalisé.

c) Enfin si l'émission dans un état donné du marché n'est pas possible, la banque du trust intéressée prendra ferme l'emprunt et émettra dans le public ce qui peut être absorbé. Si elle avait besoin de convertir le crédit ainsi consenti en espèces, un Institut national mobilier, qui pourrait d'ailleurs n'être qu'une section de la Banque de France, lui consentirait les avances sur titres nécessaires.

Nous ne pouvons entrer dans le détail des opérations, nous en avons simplement voulu indiquer les lignes générales pour convaincre le lecteur que le plan n'a pas créé une technique nouvelle de financement, mais qu'il veut « utiliser avec le maximum d'efficacité toutes les habiles techniques financières que le système capitaliste a su trouver pour réunir ou créer des capitaux, mais qu'il n'a su utiliser qu'à des fins égoïstes.

II. Un autre militant, J. Duret (46), s'efforce d'établir que face aux tentatives d'économie dirigée des pays de

(45) Il s'agit là de la banque spécialisée concernant l'industrie nationalisée en question, le terme est d'origine soviétique.

(46) J. DURET : Conférence n° 9 sur le Plan et les nationalisations.

dictature, il est de toute urgence que la vieille démocratie française réalise l'économie dirigée du plan dans laquelle il voit le plus sûr garant de la paix. Mais ce sont surtout les conférences portant sur des *nationalisations spéciales* qui sont intéressantes pour nous. Elles montrent que depuis la rédaction du Plan, la C.G.T. n'a pas cessé de poursuivre ses efforts de documentation, que sous peu une étape nouvelle sera franchie, que bientôt la C.G.T. sera en mesure de préciser la fraction exacte de l'économie qu'il convient de nationaliser. Elles montrent que la « carte du capitalisme » à abattre se dresse. Les deux exemples suivants nous en convaincront.

L. Zoretti pose le principe et prouve la possibilité de la nationalisation de l'énergie (47). Il la justifie par le caractère de service public (48) et l'extrême importance de l'industrie considérée, importance absolue : plus de 15 milliards de kwh. consommés chaque année (15.305 millions en 1933, 15.715 millions en 1934) et importance relative par sa position dans l'économie nationale et sa liaison intime avec d'autres industries-clés : mines (8 millions de tonnes de charbon consommées chaque année pour produire les 8 milliards de kwh. d'origine thermique), bâtiment (installation de centrales nouvelles), constructions mécaniques, tréfilerie, transports (électrification des réseaux ferrés), etc. L'extrême concentration industrielle et financière rend la nationalisation immédiatement possible.

a) Concentration industrielle : Depuis la guerre, en France, la production n'a pas cessé de se concentrer dans

(47) L. ZORETTI : Conférence n° 10 sur le Plan et les nationalisations.

(48) Il est à remarquer qu'on n'a pu réformer le droit en ce qui concerne la propriété des chutes d'eau qu'en invoquant les droits de la collectivité représentée par l'Etat.

des usines de plus en plus puissantes à emplacement de plus en plus rationnel. L'Union d'Electricité reprenait toutes les vieilles centrales de la région parisienne par rachat ou fusion : Triphase d'Asnières, Puteaux (Ouest-Lumière), Billancourt-Vitry (Compagnie générale de distribution), Alfortville (Est-Lumière) et les remplaçait par la Grande Centrale Ouest située à Gennevilliers dont la puissance actuelle est de 40.000 kw. Une usine dite de Vitry-Sud ou Usine Arrighi, d'une puissance de 216.000 kw., vient d'être aussi mise en service. Dans la région parisienne, nous trouvons encore les deux usines de Saint-Denis (416.000 kw.), celle d'Issy (150.000), de Saint-Ouen (400.000), celle plus ancienne d'Eguson (40.000), celles plus récentes de Mariges (100.000), de Bronnuat et Sarrans (300.000). Des liaisons sont prévues d'ailleurs avec la région du Rhône et des Vosges. L'examen de la carte établie par le syndicat des entrepreneurs de réseaux et centrales (49), démontre que la concentration est à peu près partout en France, aussi marquée.

b) Concentration financière : 5 affaires correspondent aux deux tiers de l'énergie distribuée (50) : ce sont l'Union d'Electricité, au capital de 700 millions dont 350 millions d'actions, la Société d'Electricité de Paris, au capital de 155 millions d'actions plus 20 millions d'obligations, la Société d'Electricité de la Seine, au capital de 100 millions d'actions et 30.000 millions d'obligations, la Compagnie Parisienne d'Electricité (300 millions d'actions, autant d'o-

(49) Carte dont la reproduction est interdite, mais qui est en vente 54, avenue Marceau, à Paris.

(50) La distribution à haute tension doit en effet être comprise dans la nationalisation, car pour employer l'expression même dont se sert ZORETTI, c'est aux postes d'interconnexion et d'abaissement du voltage aux tensions utilisables que prend fin le commerce de gros des producteurs et commence le commerce de détail des distributeurs.

bligations), la E.E.L.M. (Littoral Méditerranéen) (400 millions d'actions, 520 d'obligations).

Enfin il faut enregistrer la constitution de sociétés spéciales, établissant un lien financier soit par accord, soit par absorption entre diverses firmes de la production : c'est le trust de l'Energie industrielle, aux capitaux de 194 millions (actions) et 250 millions (obligations), l'Upepo (Union des producteurs d'électricité des Pyrénées (Occidentales), ce sont des sociétés ayant pour objet seulement le transport à haute-tension : comme la Société pour le transport de l'énergie du Massif-Central, où la Compagnie d'interconnexion Rhône, Eguson, etc.

Et Zoretti conclut : « A condition de se limiter aux centrales et réseaux haute tension, l'opération (de nationalisation) est facile. » Le financement sera élevé certes, mais aisé parce que la récupération est également rapide. Quant aux résultats à attendre, ils se traduiront par un abaissement substantiel des prix de vente, obtenu d'ailleurs en partie par le contrôle de la distribution de détail.

Le même effort se manifeste dans le domaine de la métallurgie. Là, c'est Raymond Bouyer, secrétaire de la Fédération des métaux, qui apporte des renseignements précieux. Il analyse de façon générale la situation des industries des métaux qui occupent 1.400.000 travailleurs ; il nous montre l'effondrement des prix (51), le ralentissement de la production (de 40 % environ entre 1930 et 1935), l'importance du chômage total et partiel (le 1/3 des ouvriers sont chômeurs totaux, beaucoup sont chômeurs

(51)	début 1930	fin 1934
Fonte (la tonne)	490 fr.	210 fr.
Acier marchand (le quintal)	100 fr.	77 fr.
Cuivre (le quintal)	1.100 fr.	250 fr.

partiels), la baisse des salaires (dans la région lyonnaise, le personnel occupé a été réduit de 36 %, les salaires payés ont diminué de 43 % de 1930 à la fin de 1933). Parmi les réformes de répartition envisagées, certaines donneraient peut-être des résultats favorables, mais partiels ; il faut avant tout que la collectivité se débarrasse de la formidable puissance que représente le Comité des Forges et pour cela qu'on nationalise le centre vital de la métallurgie : la sidérurgie. L'opération est possible, l'industrie est fortement concentrée : au Comptoir Français de l'Acier, 16 sociétés avec 1 milliard 750 millions de capitaux, disposent des 3/4 des hauts fourneaux et produisent plus de 80 % de la fonte. Parmi elles, il y a trois groupes à distinguer : le groupe de Wendel, 200 millions de capitaux, 15 % de la production ; le groupe des Usines de Lorraine (Rombas, Knutange, Hagondange, Thionville), 450 millions de capitaux, 20 % de la production ; enfin, 11 sociétés anonymes, 1 milliard 100.000 francs de capitaux, 65 % de la production. La nationalisation serait facilitée parce qu'une grosse fraction de l'opinion s'y ralliera si trois arguments sont invoqués en sa faveur :

a) Les industriels, les marchands de canons, ne doivent pas faire de bénéfices sur la préparation de la guerre ;

b) Parmi les entreprises à nationaliser, le groupe des usines de Lorraine doit revenir purement et simplement à la collectivité, car il a été acquis pour quelques centaines de millions de francs alors qu'il vaut huit milliards de francs ;

c) Les actionnaires sont exploités : une faible minorité décide bien souvent aux assemblées générales ; le quorum exigé est d'ordinaire d'un quart du capital, il est souvent

à peine dépassé comme en font foi les exemples suivants : le 23 mai 1934, à Denain-Anzin, 36 % du capital sont représentés ; le 19 juin 1934, à la Métallurgique de Normandie, 28 % ; à la Providence, le 8 octobre 1934, 37 %, etc. De plus, cette « minorité agissante » à laquelle on songe trop peu souvent, est presque toujours composée des mêmes individus (les 22 administrateurs du Conseil d'administration du Nord et de l'Est occupent 127 sièges dans 72 sociétés) ; aussi, comprend-on facilement pourquoi sur 100 francs distribués, on puisse arriver à une répartition dans le genre de celle-ci :

83 francs 50 aux réserves ;

16 francs 25 aux conseils ;

et... 0 franc 25 à l'actionnaire ! (distribution aux usines de Dilling, sur la part qui revient aux Hauts-Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson).

Nous nous contenterons de citer ces deux exemples de nationalisations possibles ; nous devons signaler d'ailleurs que ce ne sont pas les seules qui aient été étudiées. D'intéressantes directives ont été données par F. Delaisi et Danou pour la nationalisation de l'industrie pétrolière et par L. Zoretti pour la nationalisation, d'ailleurs exorbitante du plan, de la recherche scientifique et industrielle (52). Bientôt d'ailleurs, la C. G. T. sera, espérons-nous, en mesure de préciser officiellement quel est exactement le secteur de l'économie qu'elle veut nationaliser ; le jour où elle le fera, le plan suscitera un nouvel et plus vif intérêt, il ralliera des sympathies plus vibrantes, il ne pourra laisser personne indifférent, de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir économique et politique du pays.

(52) Voir Conférences nos 5 et 6 sur le Plan et les nationalisations. *Atelier pour le Plan*, 1^{er} mai 1936.

TITRE II

Le Conseil Supérieur de l'Economie

Si les nationalisations constituent le moyen qui rendra possible la direction de l'économie, le C. S. E. constitue dans le plan l'organe effectif de direction. Comment la C.G.T. a-t-elle été amenée à le concevoir, que dit le plan de sa composition et de ses attributions ?

Parmi toutes les critiques que les militants syndicalistes adressent au corporatisme, il en est une qui revêt une importance singulière et qui fournit un point de départ précieux pour comprendre les solutions positives du plan. En régime corporatiste, l'Etat est seul qualifié pour représenter l'intérêt général ; cela la G.G.T. ne l'admet pas. Elle s'élève contre le « dogme de l'intérêt général et d'une organisation unique possédant le monopole de le représenter. » (53). « Pour défendre réellement la cause syndicale, il faut éliminer cette conception », écrit G. Gurvitch, qui ajoute : « l'intérêt général n'est pas l'intérêt identique de tous, mais un équilibre d'intérêts contraires. » Or, les trois grands groupes d'intérêts irréductibles dont il s'agit de trouver l'équilibre mobile constituant l'intérêt général sont les intérêts également légitimes des producteurs, des consommateurs et des citoyens. Si l'Etat jusqu'ici a pu représenter un des aspects de l'intérêt général, son aspect politique, il existe un autre aspect économique cette fois, qui ne sera réalisé que si l'on arrive à équilibrer les inté-

(53) G. GURVITCH, art. cité. Remarquons d'ailleurs que les partisans du corporatisme ne sont pas les seuls visés : la plupart des démocrates, comme les socialistes marxistes s'exposent à cette critique. Même des socialistes aux vues larges et favorables aux libertés syndicales, comme Jaurès, sont restés fidèles à cette conception traditionnelle que l'Etat est seul qualifié pour représenter l'intérêt général.

rêts opposés des consommateurs et des producteurs. Comme au pluralisme des aspects de l'intérêt général doit correspondre un pluralisme d'organisations qui se concentreront réciproquement et travailleront ensemble, la démocratie parlementaire continuera bien à représenter l'intérêt général politique, mais on « créera » pour représenter l'intérêt général économique un Conseil national économique organisé sur les bases suivantes :

Deux remarques à ce propos s'imposent :

1) Le C.N.E. que le plan veut « créer » existe déjà ainsi que chacun le sait. Il s'agit d'une modification, non d'une création.

2) Alors que sous sa première forme, l'exposé sur le plan prévoit en termes exprès que l'organe de la direction économique doit devenir un « rouage essentiel et constitutionnel du pays », l'exposé refondu reste muet sur la réforme constitutionnelle.

Il sera constitué selon les règles habituelles de la démocratie qui ainsi pénétrera dans un domaine nouveau, par « les représentants des organisations ouvrières et patronales les plus représentatives de l'économie française ainsi que par les délégués des travailleurs indépendants (professions libérales, artisans, paysans, etc.) » en ce qui concerne les producteurs, et par des représentants des consommateurs (coopératives de consommation, anciens combattants, municipalités, etc.).

Quant aux attributions de ce Conseil national économique, le plan les énumère ainsi : le Conseil devra :

« 1° Etudier toutes les questions économiques, financières et sociales intéressant l'économie nationale, qui lui

seraient soumises par le Gouvernement ou par une Commission parlementaire ;

« 2° Procéder de son propre chef à des enquêtes d'ordre économique et saisir le pouvoir législatif de tous les avis, suggestions ou projets qui lui paraîtraient nécessaires, à charge pour le Parlement de les examiner dans un délai déterminé ;

« 3° Obligatoirement contribuer à l'élaboration de tous les projets de lois et décrets ou règlements concernant la vie économique ou présenter des observations sur les propositions déposées. »

Le plan précise aussi les règles de la collaboration du Conseil national économique et du Parlement : « La discussion (au Conseil) pourrait aboutir à un texte de majorité et à un texte de minorité qui seraient l'un et l'autre, dans les mêmes conditions, portés à la connaissance de l'opinion publique et du pouvoir législatif. Celui-ci conserverait, en tout état de cause, pouvoir et décision. Les Présidents et Rapporteurs des Commissions parlementaires pourraient participer aux séances de l'Assemblée ou des Commissions du Conseil où seraient discutées des questions relevant de leur compétence. Les Commissions parlementaires pourraient, de leur côté, convoquer les Vice-Présidents et le Secrétaire général du Conseil, ainsi que les Présidents et Rapporteurs (majorité et minorité) des Commissions, pour être entendus sur les questions étudiées par le Conseil. »

C'est à ce Conseil national économique exigé par elle il y a déjà quelques années, que la C.G.T. a songé à confier la direction de l'économie. Dans le cadre du plan, le Conseil national économique devient le Conseil supérieur de

l'Economie, auquel des *fonctions nouvelles* et d'importance sont réservées. La réalisation des nombreuses réformes de structure prévues : nationalisation du crédit et nationalisation des industries-clés aurait en effet sur le Conseil une triple répercussion :

« Sociale. — Elle libérerait de la pression qu'exercent sur lui comme sur le Parlement les puissances d'argent, avant tout soucieuses de défendre leurs privilèges. Au rythme même des nationalisations, elle multiplierait l'influence des organisations ouvrières et des représentants de la collectivité en substituant aux représentants des intérêts privés les délégués des industries nationalisées.

« Economique. — Une telle série de nationalisations accroîtrait la puissance d'action du Conseil ; il aurait, en effet, à diriger l'ensemble de l'économie conformément aux intérêts des masses travailleuses et consommatrices. Il y parviendrait :

« 1) Par le canal du Conseil supérieur des industries nationalisées ;

« 2) Par l'organisation et la coopération, notamment dans le domaine rural, des producteurs demeurés indépendants, mais désormais étroitement associés aux consommateurs.

« Administrative. — Pour faire face à ces tâches nouvelles, le Conseil devrait dresser chaque année un Plan de développement de l'Economie nationale. Dans le cadre du plan adopté, le Conseil exercerait notamment un contrôle permanent sur la direction des capitaux nécessaires à la vie économique.

« Dans l'état actuel des choses, le premier but qu'un tel plan devrait se proposer serait la liquidation de la crise

par la résorption du chômage, la suppression de la mévente et l'accroissement de la consommation des masses laborieuses. »

Tel est le plan, telles seront du moins les grandes lignes du véritable « plan » qu'annonce « l'exposé » et qu'il reste à rédiger. Fidèles à notre méthode, nous avons en utilisant uniquement des publications syndicalistes irrécusables, justifié, exposé, et dans la mesure du possible précisé, toutes les mesures que propose la C.G.T. Plusieurs questions cependant, d'importance d'ailleurs inégale, que nous avons été amenés à nous poser, sont, malgré tous nos efforts de recherche, restées sans réponse précise. L'effort d'élaboration constructive auquel s'est astreinte la C.G.T. doit être poursuivi.

Nous voudrions encore, avant d'aborder la seconde partie de cette étude, attirer l'attention sur un point. Un rôle immense attend, lorsque le plan sera mis en application, les organisations syndicales ; un important problème se pose alors : celui de la capacité économique et technique de la classe ouvrière. Les ouvriers français sont-ils déjà prêts à faire face aux responsabilités qu'ils revendiquent si hautement ?

Une réponse catégorique est difficile. Certes, la C.G.T. a compris la nécessité de former ses adhérents, de les rendre capables par leurs connaissances de se hausser à des tâches grandioses. Dès 1931, elle a créé un Centre confédéral d'éducation ouvrière et un Institut supérieur ouvrier, dont nous avons déjà maintes fois cité les intéressantes publications. Mais est-ce suffisant ? G. Lefranc lui-même, le directeur de l'Institut supérieur ouvrier, reconnaît que le problème essentiel qui se pose aujourd'hui encore à la C. G. T. réside dans la nécessité d'accroî-

tre par tous les moyens en son pouvoir la capacité économique et technique de ses adhérents (54). Il n'est pas interdit de supposer qu'elle y parviendra ; encore faut-il qu'elle obtienne des résultats suffisants dans les plus brefs délais, car le temps presse.

(54) Dans l'*Atelier pour le Plan*, 1^{er} mai 1936.

DEUXIÈME PARTIE

**Valeur théorique, technique et tactique
du Plan de la C. G. T.**

CHAPITRE PREMIER

**Valeur théorique et technique
du Plan**

M. Branger estime que vouloir classer les plans en familles économiques est une véritable « hérésie », il constate toutefois qu'on peut d'une façon très générale, distinguer deux camps chez les planistes : « les uns cherchent à sauvegarder du régime capitaliste ce qui peut encore en être sauvé ; l'âge d'or est derrière nous, les autres ne gardent au contraire du régime capitaliste que ce qui ne peut pas en être détruit : l'âge d'or est devant nous. » (1). Le plan de la C.G.T. prévoit un certain nombre de réformes qualifiées les unes « réformes de répartition », les autres « réformes de structure ». Qu'en faut-il conclure ? Le plan vise-t-il à instaurer un système économique nouveau et, faute de pouvoir le construire intégralement tout de suite, conserve-t-il provisoirement du capitalisme tout ce qu'il ne peut détruire, ou est-il plus simplement une tentative de réorganisation du système actuel ?

Chacune de ces interprétations du plan a ses partisans. L. Jouhaux le reconnaît lui-même lorsqu'il écrit : « Pour les uns, le plan apparaît comme une étape sur la voie de transformations plus grandes ; pour d'autres, il représente le maximum de transformations auxquelles ils se résignent, et encore sous le coup de la gravité exceptionnelle du moment. » (2). Et L. Jouhaux ajoute : « Ces divergences n'ont d'ailleurs rien que de très normal : vouloir

(1) J. BRANGER : *Le Contenu économique des Plans et le Planisme, X-Crise*, mars-avril 1935.

(2) L. JOUHAUX : *La C.G.T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 174.

que le plan fût accepté par tous dans le même esprit eût été une illusion. » Nous estimons, que ces divergences d'interprétation, même si elles sont « normales », constituent surtout une preuve irréfutable de la réalité du problème que nous nous efforçons de résoudre.

Pour y parvenir, il nous faut avant tout préciser ce qu'est le « système capitaliste », et d'abord ce qu'est un « système » économique. M. E. Antonelli écrit : « Un système économique est l'ensemble des relations et institutions qui caractérisent la vie économique d'une société déterminée, localisable dans le temps et dans l'espace. » (3). Définition simple et immédiatement accessible. Remarquons au passage qu'en France ceux qui admettent l'utilité d'un « découpage » de l'évolution économique par période ou par systèmes sont relativement peu nombreux. La plupart des économistes français considèrent cette méthode comme inutile, voire même dangereuse. Nous estimons cependant qu'un tel « découpage » est précieux lorsqu'il s'agit d'apprécier objectivement la valeur et la nouveauté soit de certaines réformes proposées, soit de certaines institutions existantes, ou de déterminer le sens et les étapes de l'évolution économique des temps les plus reculés à nos jours. Ceci admis, comment pouvons-nous définir le système économique actuel ?

Une remarque préliminaire s'impose. Suivant le degré d'abstraction auquel notre définition atteindra, l'économie du plan nous apparaîtra plus ou moins originale ; or, du système capitaliste, on a proposé (4) tellement d'interpré-

(3) E. ANTONELLI : *Traité d'économie politique*, Alcan, 1927, p. 26 ; cité par F. Perroux, « Sociétés d'économie mixte et système capitaliste », *Revue d'économie politique*, 1933, p. 1278, en note.

(4) Surtout dans la littérature économique de langue allemande, cf. F. Perroux, article cité.

tations souvent fort différentes les unes des autres, qu'il est assez difficile de faire un choix. Nous retiendrons cependant comme étant à la fois la plus simple, la plus exacte et la plus généralement admise, celle que propose François Perroux et d'après laquelle « le capitalisme est un système qui se caractérise par l'entreprise, à condition d'entendre par là une organisation de la production dans laquelle on combine les prix des différents facteurs de la production, apportés par des agents distincts du propriétaire de l'entreprise, en vue de vendre un bien ou des services sur le marché pour obtenir par différence entre deux prix (prix de revient et prix de vente) le plus grand gain monétaire possible. » (5). Si l'on décompose cette définition, il semble qu'on puisse caractériser le système capitaliste aux quatre points de vue suivants :

1) Au point de vue de la production, des agents différents fournissent les différents facteurs, mais l'initiative, le choix des combinaisons productives appartiennent au propriétaire des biens de production (entreprises individuelles) ou aux représentants de ces propriétaires (sociétés anonymes). Il y a donc « coïncidence de la propriété sur les biens et du pouvoir économique sur les biens. »

2) Au point de vue de la répartition, la séparation des moyens de production entraîne une différenciation sociale entre « salariés » et « capitalistes ».

3) Au point de vue de la circulation, il s'agit d'un système d'échanges indirects, l'entrepreneur a un rôle de prévision, l'offre et la demande s'ajustent avec un certain retard par le mécanisme des prix.

(5) F. PERROUX : article cité.

4) Au point de vue psychologique enfin, le ressort de l'économie capitaliste est la poursuite du « profit », l'économie capitaliste ne tend ni à la plus grande, ni à la meilleure satisfaction des besoins.

Nous devons maintenant nous demander s'il est possible de concevoir un système économique nouveau, entièrement différent du capitalisme, si ce système serait viable et si le plan confédéral tend soit à réaliser un tel système, soit à nous acheminer vers lui.

A la première de ces trois questions, une réponse immédiate s'impose : le système collectiviste, à tous points de vue, s'oppose au système capitaliste. Le but de l'acte de production n'est plus la recherche du plus grand gain monétaire possible, mais la satisfaction des besoins de tous les individus qui composent le groupe humain considéré (nation, fédération de nations par exemple). La collectivité acquiert la libre disposition de tous les facteurs de la production ; les différentes activités économiques, au lieu d'être comme dans le système capitaliste, dispersées en une foule de producteurs « libres et indépendants » sont désormais coordonnées et accomplies par des individus remplissant une fonction sociale. L'acte de production devient pour certains membres de la collectivité (les adultes mâles par exemple) une obligation analogue à celle que nous connaissons aujourd'hui du service militaire. La collectivité humaine considérée, détentrice des biens de production, gère ceux-ci suivant un plan préétabli, déterminé consciemment, en fonction des besoins à satisfaire, et élaboré par un organisme central, doté des moyens d'investigation nécessaires. Ce plan détermine d'avance les quantités et les qualités des marchandises à produire dans les diverses branches. Il est une sorte de budget économi-

que, c'est en tous cas la pièce maîtresse du système puisque c'est de lui — et de lui seulement — que l'équilibre est attendu. Dans ce système, le marché n'existe plus que pour les biens de consommation ; il n'y a d'échanges qu'entre les individus et la collectivité, et ces échanges n'influent pas directement et immédiatement sur la production puisque celle-ci est réglée, pour une période déterminée, par le plan. On ne tiendra compte des changements possibles et probables de la consommation que dans le plan à venir. L'adaptation de la production à la consommation n'est pas souple, mais rigide.

Un tel système serait-il viable ? On affirme que le plan prévisionnel ne pourra être que mal dressé, or, si une erreur se produit dans l'élaboration de ce plan, elle va revêtir une importance singulière : l'erreur initiale, du fait de la division du travail, se transmettra en s'amplifiant pour se traduire finalement soit par une insuffisance de production, soit, en cas d'erreur excédentaire, par un gaspillage regrettable. Une erreur, ajoute-t-on, est d'autant plus grave dans ce système qu'elle n'est ni compensable, ni éliminable immédiatement. Elle dépend du plan, elle subsiste tant que le plan n'a pas été rectifié et l'on peut se demander s'il suffira, pour parer aux conséquences graves d'une erreur initiale, de réduire la durée d'application du plan, ce qui d'ailleurs n'est pas possible au-delà de certaines limites. De plus, des erreurs peuvent aussi se produire dans l'exécution du plan. L'erreur peut être quantitative ainsi que l'a démontrée l'expérience soviétique, on concède cependant que de telles erreurs sont devenues très rares du fait que les chefs des exploitations collectives encourent, lorsque la preuve de leur négligence est faite, des sanctions très graves. Mais l'erreur peut être

qualitative. En effet, le plan ne peut entrer dans tous les détails techniques de fabrication et c'est souvent le directeur de l'exploitation collective qui combinera les différents facteurs de la production ; s'il se trompe dans l'accomplissement de cette tâche délicate, le produit obtenu sera de mauvaise qualité, quelquefois même inutilisable ; le fait ne s'est-il pas d'ailleurs produit en U.R.S.S. ?

Toutes ces critiques ne sont pas très convaincantes. Parmi les collectivistes, nul n'a songé à soutenir que le plan de production et d'investissement serait immédiatement parfait, mais chacun estime que l'on parviendra rapidement à perfectionner le système. En ce qui concerne les erreurs d'exécution, tous les collectivistes espèrent — et l'on ne peut encore affirmer avec certitude que l'expérience soviétique leur donne tort — que les connaissances étendues qui seront exigées du chef d'une exploitation collective, l'esprit d'émulation dont il sera animé — ce qui ne fut pas toujours le cas en U.R.S.S., — enfin et tout simplement le jeu de son amour-propre personnel suffiront à les faire rapidement disparaître.

Mais il est une autre objection, beaucoup plus sérieuse, dont nous allons dire quelques mots maintenant. Une combinaison économique est réalisée, dit-on, pour permettre d'obtenir aux meilleures conditions possibles des biens et des services. Or les biens et la capacité de travail ne sont pas illimités, alors que les besoins humains, eux, le sont. Dans le choix d'une combinaison économique, il faudra donc toujours, et quel que soit le système, tenir compte du coût de production des biens obtenus, autrement dit, certaines combinaisons, bien que soutenables du point de vue purement technique, pourraient donner de fort mauvais résultats économiques. Le calcul économique est

aujourd'hui possible pour un entrepreneur capitaliste, puisque grâce à l'existence du marché, celui-ci connaît la valeur, le prix des différents facteurs de la production. Dans une économie collectiviste, au contraire, le marché de ces facteurs a disparu, la collectivité détentrice des biens de production a aussi la libre disposition du travail. Comment dès lors s'opérera le calcul économique ? N'est-il pas à craindre que faute de pouvoir calculer le coût de production de façon suffisamment approchée, les combinaisons qu'on adoptera ne représentent pas la meilleure utilisation possible des biens et des services, qu'il en résulte par conséquent un certain gaspillage et une certaine perte d'utilité qui apparaissent comme inhérents au système lui-même ?

Remarquons immédiatement que, même en la supposant fondée, l'objection précédente n'aurait qu'une portée relative, puisqu'un système collectiviste, réalisé aujourd'hui, hériterait de toutes les combinaisons techniques de production du capitalisme, toutes compatibles avec le calcul économique le plus rigoureux. De plus, s'il est incontestable à notre avis que le prix, en entendant par là l'expression de la rareté relative d'un bien ou de la force de travail, est indispensable au bon fonctionnement de toute économie, est-il établi qu'on ne peut connaître ce prix avec une approximation suffisante que par le moyen du marché ? L'homme ne peut-il pas substituer à la notion monétaire capitaliste du coût de production (6), une conception

(6) D'ailleurs souvent inexacte en fait, car souvent le prix de revient monétaire ne coïncide pas avec le prix de revient réel. Il peut être inférieur, l'entrepreneur ne faisant pas entrer dans ses calculs des éléments du coût réel (travail antihygiénique entraînant la nécessité pour la collectivité de prendre soin des ouvriers malades, entraînant donc des charges supplémentaires), quelquefois même supérieur, dans la mesure où l'entrepreneur classe comme coûts certains revenus à l'exclusion de certains autres. Cf. pour le développement de cette idée A. PHILIP : *La crise et l'économie dirigée*, p. 46-47.

économique de ce coût, qui tiendrait compte directement de l'ensemble des efforts et des sacrifices nécessaires pour arriver à un résultat donné ? Nous croyons par exemple que la rareté relative d'un bien peut assez facilement être calculée directement d'après le rapport des quantités connues de ce bien à la quantité globale des autres biens, d'une part, et la part proportionnelle qu'occupe ce bien dans la satisfaction des besoins d'autre part.

I

Le plan et le système collectiviste

Ainsi, un système économique nouveau, différent du capitalisme, est concevable, et l'on peut estimer — nous estimons — qu'il n'est pas scientifiquement démontré qu'un tel système ne serait pas viable. La question que nous devons nous poser alors est de savoir, si, comme certains l'admettent, le plan de la C.G.T., sans réaliser complètement un tel système, doit être considéré comme constituant une première étape vers son élaboration.

Il est incontestable, et nul n'a songé à prétendre le contraire, que le plan n'entend pas substituer intégralement le système collectiviste au système capitaliste. Seule une certaine translation de propriété y est envisagée, mais le principe de la propriété privée lui-même, soit des biens de production, soit de la force de travail, y est admise. Cependant, certains interprètent le plan confédéral de la façon suivante :

Une collectivisation intégrale apparaît présentement impossible à réaliser ; la structure du capitalisme, en France, n'est pas encore telle que l'on puisse envisager des mesures

de collectivisation d'une portée générale, aussi le plan, bien que d'inspiration collectiviste, se contente-t-il de « nationaliser » tout ce qui est immédiatement nationalisable. Il se propose d'instaurer une économie mixte dans laquelle deux secteurs distincts fonctionneront, l'un public, collectivisé, qui ira en s'élargissant, l'autre privé, qui ira en s'amenuisant ; ainsi se réalisera progressivement, par le jeu normal de l'économie mixte, la collectivisation intégrale.

Cette interprétation du document confédéral serait incontestablement exacte concernant le plan élaboré en Angleterre par l'aile gauche du Labour-Party, la « Socialist league ». Le but de ce plan est clairement énoncé : il s'agit de « substituer rapidement le *système socialiste* au *système capitaliste* ». Le plan — et ses commentateurs sont unanimes à le reconnaître — est de socialisation, non d'économie dirigée » (7), aussi prévoit-il expressément que le secteur « socialisé » de l'économie « s'étendra d'année en année » aux dépens du secteur libre. Or, il nous faut bien remarquer que nous ne lisons aucune déclaration semblable dans le plan de la C.G.T. L'avenir n'est pas hypothéqué : on ne prévoit ni une collectivisation intégrale future, ni même la possibilité d'un élargissement du secteur nationalisé (8). Il y a mieux encore : le plan ne nationalise pas *tout* ce qui serait immédiatement nationalisable ; il fait un choix. Il ne prévoit que la nationalisation du crédit (non des banques) et celle des industries-clés. Rappelons ici que L. Zoretti citait l'exemple de l'industrie de la moutarde, qui est probablement, disait-il, suffisamment con-

(7) Cf. H. NOYELLE : *Les plans de reconstructions économique et sociale*, Revue d'économie politique, sept.-oct. 1934.

(8) Il est vrai que la chose serait difficile, l'étendue de ce secteur n'étant pas encore très nettement indiquée.

centrée pour permettre une nationalisation immédiate et que cependant la C.G.T. n'entend pas nationaliser. Enfin, le plan n'expose en aucun endroit — ce qui serait cependant logique s'il était d'inspiration collectiviste — que le but de certaines réformes proposées, concernant le secteur demeuré libre, est de réaliser au plus tôt, dans ce secteur, les conditions économiques indispensables à une nationalisation ultérieure.

Faut-il alors considérer que, comme le plan du Parti Ouvrier Belge, antérieur en date et dont l'influence a été considérable sur les rédacteurs du plan confédéral, ce dernier se limite volontairement, *et pour les mêmes raisons doctrinales*, à l'organisation de ce que l'on a appelé « un néo-capitalisme provisoire » (9). On pourrait le soutenir : « l'adhésion au planisme, a écrit L. Jouhaux (10), nécessite une sérieuse revision de certaines traditions incrustées dans le mouvement prolétarien se réclamant du marxisme », or, c'est précisément parce qu'il a été « au-delà du marxisme », vers un « socialisme constructif », que Henri de Man a été amené au planisme.

Si le plan confédéral avait les mêmes fondements *doctrinaux* que le plan de Man, on pourrait lui opposer certaines objections que l'on a déjà (11), avec plus ou moins de justesse, adressées au plan belge : peut-on concevoir un socialisme combattant, allié aux classes moyennes, au nom de la liberté économique, c'est-à-dire en faveur de la concurrence et des facilités de crédit aux petites entreprises peu évoluées ? Ne sera-t-il pas ainsi contraint de « tenir en échec la concentration indispensable à la réali-

(9) H. NOYELLE : article cité.

(10) L. JOUHAUX : *La C. G. T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 118.

(11) Cf. H. NOYELLE : article cité.

sation du socialisme intégral ? Faut-il vraiment faire du socialisme une question de cadres, de personnes ? Le plan « ne trahit-il pas le socialisme en l'aiguillant dans une impasse d'économie mixte d'où le socialisme aura beaucoup de peine à sortir, si même il n'y périt pas ? » Mais quoi qu'on puisse penser de la doctrine d'action d'Henri de Man, il semble bien qu'on aurait tort de supposer qu'elle a inspiré le plan confédéral. Celui-ci n'est — comme le plan belge — qu'un plan d'économie dirigée, mais l'organisation non-socialiste de l'économie, prévue au document, ne semble pas devoir dans l'esprit des confédérés constituer le moyen qui permettra de convertir les masses au collectivisme. Le plan est bien si l'on veut du « socialisme anti-crise », en ce sens que les mesures qui y sont inscrites correspondent à peu près à celles préconisées par le plan belge, mais ces mesures ne semblent pas dictées par la nécessité de construire le système collectiviste. Nous n'en voulons pour preuve que cette déclaration de L. Zoretti : « Je considère comme « *vaine* » la question de savoir s'il s'agit d'une première étape, suivie plus tard d'autres, pour aboutir finalement à réaliser tout de même cette nationalisation absolue que nous écartons pour l'instant. Je ne suis pas devin et ne saurais me risquer à prédire un avenir qui apparaît comme fort lointain, alors que d'autres événements imprévisibles, ne serait-ce que la découverte scientifique, auront lieu avant cette date et pourront bouleverser les conditions de la production et de la vie » (12).

(12) V. L. ZORETTI : *Qu'est-ce qu'une industrie-clé ?* Nous signalons que ce passage, s'il figure au texte sténographié de la conférence donnée par L. Zoretti, au Centre Confédéral d'Education Ouvrière, ne figure par contre pas, jugé sans doute inutile dans la reproduction qui en a été faite « sous forme schématique », dans *Atelier pour le Plan* du 1^{er} mai 1936.

Les planistes confédérés ont toujours affirmé leur « réalisme » ; la déclaration qui précède démontre que ce réalisme n'est pas seulement verbal. Les rédacteurs du plan savent qu'il est impossible dans le domaine économique de prévoir l'avenir au-delà d'une certaine limite maxima, un demi-siècle tout au plus. Ils estiment d'autre part que la crise exige des solutions immédiates, ils les énoncent telles qu'ils les conçoivent, le plan est avant tout un plan d'urgence, mais ils n'envisagent pas — pour l'instant du moins — la nécessité d'aller au-delà : le plan est une fin en soi ; les confédérés ne sont pas planistes, parce que collectivistes, mais planistes, parce que réalistes ; le plan n'est pas, pour eux, nécessaire comme étape de la réalisation progressive, d'un système collectiviste préétabli, mais imposé par l'urgence des réformes qui y sont inscrites. Les planistes syndicalistes sont animés d'une pensée plus positive, moins doctrinale que les planistes belges ou anglais.

Cependant, le plan confédéral constitue, à plusieurs égards, un tel dépassement du système économique actuel, qu'on peut se demander s'il n'est pas, en dehors du capitalisme et du collectivisme intégral, ce que François Perroux appelle une « tierce solution » (13).

II

Le Plan, tierce solution

« Pas d'équilibre économique véritable, équilibre social menacé, ces deux faits sont, déclare H. Noyelle, à l'origine des doctrines « non-libérales » qui se donnent pour but de

(13) *Utopie libérale, chimère socialiste*, Economie dirigée, p. 164.

résoudre un problème que le libéralisme n'a pas supprimé en niant son existence. » La doctrine collectiviste substitue au système actuel un système préétabli, et entièrement nouveau, mais il est une autre façon de résoudre le problème et ce sont les tierces solutions qui nous l'indiquent. Leurs promoteurs estiment qu'il est possible d'obtenir des résultats satisfaisants sans créer de toutes pièces un système économique nouveau. Ils proposent l'organisation rationnelle de l'économie de marché par des moyens d'ailleurs différents (corporation, communauté de travail) et ils affirment que cette normalisation, cette régularisation du marché — qu'à la différence des collectivistes ils n'entendent pas supprimer — suffira à conjurer les crises en même temps qu'à corriger les inégalités sociales engendrées par le capitalisme. Le but des tierces solutions est donc d'aménager le capitalisme de façon à obtenir la socialisation du produit sans socialisation des institutions, et la réalisation d'un équilibre économique stable. Nous allons nous efforcer de démontrer que le plan de la C.G.T. vise lui aussi à obtenir la socialisation du produit, par l'organisation de l'économie de marché, mais qu'à la différence des autres tierces solutions, il estime qu'on ne pourra obtenir de socialisation effective, réelle du produit que par le moyen de la nationalisation de tout un secteur de l'économie, et la transformation de l'économie capitaliste en une économie mixte, obéissant, pour partie au moins, à des mobiles différents.

On ne peut résoudre la crise, affirme, à juste titre selon nous, la C.G.T., que si l'on obtient un certain élargissement du marché intérieur. Or, l'argent est l'intermédiaire obligatoire des échanges et demande suppose revenu. Les revenus sont de plusieurs sortes (salaires, intérêts, profits)

et l'utilisation qui en est faite par ceux qui les perçoivent : varie : alors que la plus grande partie du salaire est utilisée pour l'achat des biens de consommation, c'est-à-dire se retrouve immédiatement remise dans la circulation, la plus grande partie des autres revenus est capitalisée, investie ou thésaurisée, c'est-à-dire n'est remise que partiellement dans la circulation et parfois avec un décalage considérable (14). Il n'y a donc qu'un moyen d'élargir le marché intérieur, c'est d'agir sur la distribution du revenu national de telle sorte qu'il en résulte une augmentation de la part relative des revenus du travail, ce qu'exprime le plan en réclamant l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. Le développement recherché de la demande sera alors rendue possible, et en même temps à cette demande accrue correspondra une plus grande utilité sociale. En effet, la conséquence la plus immédiate de la généralisation de l'emploi de la machine a été la réduction de la quantité globale des salaires payés, réduction largement compensée par l'accroissement de la masse des intérêts payés aux capitaux investis, et l'inégalité croissante des revenus a entraîné une réduction croissante de l'utilité sociale de la demande. La loi de l'utilité décroissante, mise en relief par l'école autrichienne : plus grande est la quantité d'un bien que nous possédons, plus faible est l'utilité relative de chaque portion de ce bien, s'applique aussi à l'argent : plus notre revenu monétaire est important, plus faible est l'utilité que représente pour nous une quantité donnée de ce revenu. Les revenus autres que les revenus du travail vont pour la plus grande partie à une minorité d'individus, aussi tout accroissement de ces revenus représente pour ces privilégiés une utilisation très

(14) Cf. R. BELIN : *L'Homme réel*, juin 1935, p. 22.

faible. Au contraire, tout accroissement des revenus du travail, venant grossir une part beaucoup plus faible, représente pour ceux qui en bénéficient une utilité considérable, car il permettra la satisfaction de besoins plus réels. Le plan qui tend à l'élévation de la part relative des revenus du travail réalise donc bien par ce moyen la socialisation du produit de l'économie.

Une action législative est prévue, destinée à assurer le décongestionnement du marché du travail. La demande de travail sera accrue grâce à la redistribution du travail (quarante heures, suppression des cumuls d'emplois) et le remploi des chômeurs (programme de grands travaux exigeant pour son financement la nationalisation du crédit), et l'on obtiendra une certaine raréfaction de l'offre par l'élimination des travailleurs âgés (retraites ouvrières) et la prolongation de la scolarité. Le plan utilise donc le mécanisme de l'offre et de la demande pour obtenir l'élévation du salaire : il organise le marché du travail. C'est cependant aux syndicats ouvriers, dont la position aura été ainsi renforcée, qu'il appartiendra d'agir pour arracher au patronat la hausse des salaires désormais rendue possible. Enfin, la généralisation prévue de la convention collective de travail et le contrôle ouvrier permettront de garantir solidement au travailleur la part du produit qui lui est reconnue, concrétisée dans le salaire individuel et fixée au tarif syndical (15).

Toutefois, il est évident que, tant que la rentabilité de la petite et de la moyenne industrie n'aura pas été rétablie,

(15) Le plan prévoit que le Conseil Supérieur de l'Economie connaîtra des conventions collectives de travail. Ceci ne doit pas prêter à équivoque. Le C. S. E. sera compétent seulement pour *interpréter* ces conventions collectives, mais la négociation de ces conventions se fera entre les seuls syndicats patronaux et ouvriers. Le droit de grève doit, en effet, être maintenu et la liberté ouvrière respectée.

celle-ci ne pourra supporter les charges qui résulteront de la nouvelle distribution du travail, des lois sociales et de la hausse des salaires. Cette objection n'est pas décisive aux yeux des confédérés : la petite et la moyenne industrie est la principale cliente de la grande industrie monopolistique à laquelle elle demande, en particulier, la plupart des matières premières ou semi-ouvrées nécessaires à sa production et l'énergie dont elle a besoin ; or, ce sont précisément les prix abusifs qu'elle doit payer pour obtenir tout cela qui contribuent dans une très large mesure à l'élévation actuelle de ses prix de revient.

Conclusion : la nationalisation de ce secteur de base de l'économie permettra de faire disparaître les énormes surprofits actuels de monopole qui grèvent la petite et la moyenne industrie, permettra par conséquent de rétablir la rentabilité de cette dernière et rendra possible pratiquement l'application des lois sociales et la hausse des salaires sans qu'il en résulte l'ébranlement de toute l'économie nationale. Ainsi, la transformation de l'économie capitaliste en une économie mixte n'est pas un but ; elle est bien, comme nous l'avions affirmé, le moyen qui permettra d'obtenir une meilleure répartition du revenu national et par là de surmonter la crise.

Mais comment une telle économie fonctionnera-t-elle ? Le plan prévoit qu'elle sera dirigée « conformément aux intérêts des masses travailleuses et consommatrices. » Il n'explique malheureusement pas, avec toute la précision souhaitable, quelles seront les méthodes de direction employées (16). Cependant, il indique que le Conseil supérieur

(16) H. Noyelle fait cette même constatation en ce qui concerne le plan belge : « Celui-ci, écrit-il, nous dit bien : Voilà ce que nous ferons (nationalisation du crédit et de certaines entreprises), mais non pas : Voilà comment nous dirigerons après avoir nationalisé... ». *Revue d'Economie politique*, 1934, article cité.

de l'Economie dressera chaque année un « plan de développement de l'économie nationale », plan qui sera approuvé « directement ou indirectement par le suffrage universel ». On dirigera donc l'économie par la production ; le plan décidera quels sont les biens à produire et en quelle quantité. Mais, dans une économie mixte, une difficulté apparaît. — qui n'existerait pas dans une économie de type collectiviste. Comment obtiendra-t-on que le plan soit exécuté ?

Certes, le Conseil supérieur des industries nationalisées règlera la production du secteur public d'après les indications du plan, mais, en ce qui concerne le secteur privé, comment conciliera-t-on le régime de la concurrence, de la recherche du profit, de la propriété personnelle des biens de production avec la nécessité d'obtenir l'application du plan ? Une répartition autoritaire de la tâche à exécuter entre les différentes entreprises du secteur privé entraînerait la disparition de toute concurrence effective et se traduirait par le jugement des initiatives individuelles ; elle est donc à écarter. Doit-on alors considérer que grâce à l'existence du secteur nationalisé et grâce à la maîtrise du crédit, on obtiendra l'adaptation de l'ensemble de la production aux directives du plan ? Le secteur nationalisé comprend les branches les plus vitales de l'économie, celles dont l'activité commande l'activité des autres ; ce secteur peut donc dans une large mesure imprimer son rythme à lui à l'ensemble de l'économie nationale. On peut espérer que, dans la mesure où les autres branches dépendent soit des commandes des branches nationalisées, soit des produits et services que celles-ci fournissent, elles seront obligées, tout en restant libres et à l'abri d'interventions vexatoires, de conformer leur activité à celle, dirigée, du sec-

teur nationalisé (17). La lecture du plan semble confirmer cette hypothèse : il énonce expressément que la nationalisation des industries-clés constitue « le moyen de direction de l'économie », et insiste spécialement sur le contrôle de la distribution du crédit : « dans le cadre du plan prévisionnel adopté, le Conseil supérieur de l'Economie exercerait notamment un contrôle permanent sur la direction des capitaux nécessaires à la vie économique ».

Sera-ce-suffisant ? La réglementation de la production agricole — indispensable si l'on veut obtenir l'équilibre — ne résultera pas obligatoirement de la réglementation des productions industrielles de base ; d'un autre côté, le contrôle de l'octroi du crédit suppose la détermination préalable des entreprises nécessaires à la bonne exécution du plan : par quel moyen l'obtiendra-t-on et quels seront les garanties du producteur indépendant contre un arbitraire possible, si elle est l'œuvre du Conseil supérieur de l'Economie lui-même ? Le plan apporte une réponse à ces objections ; il prévoit « l'organisation et la coopération — notamment dans le domaine agricole — des producteurs demeurés indépendants ». Les formes et le but de cette organisation et de cette coopération ne sont pas indiqués, mais nous croyons interpréter correctement le document confédéral en affirmant qu'il s'agit de généraliser les ententes de producteurs dans le double domaine industriel et surtout agricole. Nous concevons comme seul possible l'établissement dans chaque branche d'activité d'une organisation syndicale qui aura pour tâche, étant donnée la quantité globale de biens à produire, inscrite au plan prévisionnel, de répartir le travail entre ses membres de façon

(17) Cf. L. LAURAT : *Les problèmes de l'Economie dirigée*, 5^e partie, p. 8.

à ce que chacun bénéficie d'une équitable quote-part correspondante à sa spécialité. Cependant, pour maintenir les effets heureux de la concurrence, et en même temps pour éviter que le consommateur soit lésé par une répartition égale de la production à effectuer entre des entreprises inégalement outillées, on peut considérer que les travaux seraient pour ainsi dire mis en soumission. Ce serait une épreuve pour les moins capables, cela permettrait l'attribution du travail au plus apte, et réaliserait donc une juste et saine sélection. Cette hypothèse ne nous paraît pas très osée : d'une part, elle est logique, eu égard au but poursuivi et, d'autre part, cette solution est expressément indiquée comme possible dans le plan suisse, antérieur en date au plan confédéral et que les rédacteurs de ce dernier connaissaient (18).

Enfin, l'exposé sur le plan indiquait sous sa première forme que l'assemblée économique connaîtrait des ententes ainsi généralisées de leur organisation et de leur politique de prix, et jugerait si leur activité était conforme à l'intérêt général. Un double contrôle de la production et des prix est donc envisagé : contrôle de la production, d'abord : l'entente devra pratiquer une politique de production conforme aux directives générales du plan ; à cet égard, le Conseil supérieur de l'économie est suffisamment puissant pour se faire obéir, il dispose du crédit et peut, le cas échéant, parer à toute insuffisance volontaire de la production en ouvrant la frontière aux produits étrangers.

Contrôle des prix, ensuite : il faut éviter que l'entente, ayant le monopole de l'offre, pratique une politique de prix telle qu'il en résulte la spoliation du consommateur.

(18) *Le plan de Travail, une voie pour sortir de la crise et de la misère*, p. 65.

Les moyens d'action du Conseil sont variés et efficaces ; dans de nombreux cas, le secteur nationalisé peut agir sur les prix du côté de la demande ; en effet, de nombreuses entreprises privées auront en lui leur principal débouché, il peut aussi avoir une influence décisive sur les prix puisqu'il fournit les matières premières et la force motrice, qu'il transporte les marchandises et dispense le crédit. Lorsque son action sera insuffisante ou qu'exceptionnellement elle ne pourra s'exercer, il suffira pour briser net toute tentative de hausse injustifiée des prix au Conseil « d'ouvrir le robinet des importations ».

En conclusion, il résulte de tout ce que nous venons d'exposer que le plan apparaît comme une tentative d'organisation générale — mais techniquement imprécise — de l'économie de marché, en vue d'adapter le plus rigoureusement possible la production à la consommation ; la production apparaît sur le marché comme un total de prix, la consommation comme une somme de pouvoir d'achat, dont la répartition est d'une importance capitale, et le plan s'efforce :

1) D'obtenir une plus juste répartition du pouvoir d'achat ;

2) D'harmoniser le pouvoir d'achat de la collectivité et les prix du marché, ce qui implique l'adaptation de la production aux besoins et justifie l'existence du plan prévisionnel.

Nous sommes loin par conséquent de l'interprétation d'après laquelle le plan de la C.G.T. est la première étape de réalisation d'un système de collectivisme préétabli. Beaucoup plus simplement ses rédacteurs estiment que « l'action d'ensemble sur l'économie, le contrôle général

des prix, des salaires, de l'emploi de la main-d'œuvre et de l'importance de la production » nécessite certains dépassements du système actuel. Nous avons caractérisé celui-ci par l'entreprise ; par la nationalisation, certaines entreprises privées se transforment en exploitations collectives. L'entreprise nationalisée, avons-nous dit avec Charles Gide et le Conseil économique du Travail « n'est plus exploitée qu'en vue des besoins de la collectivité, elle n'a d'autre but que de procurer au consommateur le maximum d'utilité et d'économie. » La différence de but poursuivi, entre une entreprise privée et l'exploitation nationalisée, n'est peut-être pas tout à fait aussi absolue. En effet, le Conseil Economique du Travail dès 1920, certains rédacteurs du plan confédéral plus récemment (19) admettent que l'exploitation du secteur nationalisé se traduira par certains bénéfices. Le C.E.T. après avoir écarté toute participation des travailleurs (20), affecte ces bénéfices à l'amortissement, au développement et à l'amélioration du sort des travailleurs (hygiène, sécurité, logement), enfin à une réserve destinée à parer aux aléas possibles et aux besoins futurs. L. Lurat de son côté estime qu'une partie de ces bénéfices servira à rémunérer les capitaux empruntés avec lesquels travaillera le secteur nationalisé et que le reliquat sera affecté à des œuvres sociales, aux budgets d'éducation, d'hygiène, etc. Le profit n'est donc pas condamné, mais simplement tourné vers des fins sociales. Cependant le but de l'exploitation n'est pas le même que celui qui anime un entrepreneur capitaliste : il ne s'agit pas d'obtenir le plus grand gain monétaire possible. D'une

(19) L. LAURAT, en particulier (*Les problèmes de l'Economie dirigée*).

(20) En effet : « Ou elle serait trop faible et ne donnerait aucun résultat, ou elle serait trop forte et constituerait un prélèvement au profit d'une seule catégorie d'individus, ce que la nationalisation a précisément pour but de supprimer. »

part, on ne pratiquera ni le plus haut prix de vente possible, ni le prix de vente optimum, en entendant par là celui qui pour un monopoleur laisserait les plus grands bénéfices ; d'autre part, bien que la considération du prix de revient ne soit pas étrangère à ces exploitations collectives, on sera sans doute amené à réaliser certains aménagements, destinés à protéger les travailleurs, à leur assurer des conditions de travail plus hygiéniques ou moins dangereuses ; enfin, la production des exploitations nationalisées pourra réaliser avec le minimum de coût, des combinaisons qui, sans être les plus rentables, seront les plus utiles pour la collectivité.

Ainsi, le but de ces exploitations, s'il n'est pas la simple satisfaction des besoins, n'est pas non plus la recherche du plus grand gain monétaire possible ; la politique de prix du secteur nationalisé sera inspiré par le double souci d'éviter la spoliation du consommateur et d'assurer à la collectivité certains bénéfices qui seront utilisés à des fins sociales.

En ce qui concerne les entreprises du secteur privé de l'économie, aucun transfert de propriété n'est prévu, mais ce qu'il faut bien voir, c'est que la propriété privée sur les biens de production n'implique plus le pouvoir économique, la puissance absolue sur ces biens. L'entrepreneur, s'il conserve le choix des combinaisons productives, ne peut plus produire à sa guise, il doit se conformer à certaines règles ; la part de l'initiative individuelle du producteur capitaliste dans la production s'amenuise. De plus, si l'entrepreneur du secteur privé a toujours pour but, d'obtenir par différence entre le prix de revient et le prix de vente, le plus grand gain monétaire possible, le contrôle des prix de vente, l'incompressibilité des salaires,

garantis par la convention collective de travail, l'obligent, s'il veut accroître sa marge bénéficiaire, à faire porter tout son effort dans l'abaissement du prix de revient par la compression des éléments techniques du coût de production.

L'altération de l'entreprise, que nous venons de constater, est la conséquence directe d'un dépassement plus profond encore, sinon aussi apparent du système actuel. Dans une économie capitaliste, chaque producteur se trouve sous la dépendance absolue du marché, c'est-à-dire des prix. Il ignore tout, et de la capacité d'absorption de ce marché, et des quantités produites par les autres entrepreneurs de la même branche, il n'est renseigné qu'avec un certain retard par le mécanisme des prix. Ceux-ci expriment à chaque instant quel est le rapport de l'offre à la demande ; les fluctuations des prix sont le seul moyen qui permette la réglementation de la production sur la consommation ; les prix sont à la fois des évaluations et des régulateurs. La planification spontanée du système résulte de l'action concurrente des entreprises, et l'équilibre se réalise par le libre jeu des forces économiques, qui se manifeste à travers les prix. Dans l'économie du plan, le prix, s'il conserve sa fonction d'évaluateur, n'est plus le régulateur de l'économie ; il a perdu son titre à l'orientation et à l'organisation du marché. Le plan prévisionnel lui est substitué, c'est de lui qu'on attend — comme dans un système collectiviste puisque même les entreprises privées devront s'y conformer — l'adaptation de la production à la consommation et l'équilibre des différentes productions. De plus, le prix évaluateur ne s'établit plus librement, il ne se forme plus sur le marché, il est formé, de façon à ce que la demande prévue s'exerce effectivement.

Le prix n'est plus une création spontanée, mais une création sociale. Il résulte essentiellement d'une volonté humaine raisonnée ; il a une fonction à remplir, il doit permettre une satisfaction plus large des besoins tout en assurant au producteur un gain équitable. On formera donc les prix de façon à donner le maximum de satisfaction à l'homme considéré à la fois comme consommateur, c'est-à-dire devant payer le moins cher possible, et comme producteur, c'est-à-dire devant vendre le plus cher possible. On s'efforcera d'obtenir dans tous les domaines une sorte de juste prix « moderne », ou, si l'on préfère une expression plus actuelle, « un prix social ».

Tierce solution, tel apparaît donc *au point de vue théorique*, le plan de la C.G.T., malheureusement, le texte confédéral n'est pas encore un « plan » au sens strict du mot ; il n'est pas encore un « engagement précis à échéance fixe », aussi sa *valeur technique est-elle toute relative*. Nous croyons en avoir déjà fait la preuve au cours des développements qui précèdent. Il faudrait que soit précisé très exactement — c'est-à-dire chiffré — l'ordre de grandeur que doit atteindre l'élargissement du marché intérieur pour qu'il suscite la reprise des affaires ; il faudrait que soient indiquées avec la même rigueur quelles sont les modifications de la structure du revenu national à obtenir pour que ce résultat soit atteint ; il faudrait enfin que la C.G.T. détermine avec précision sur quelles branches de l'économie porteront, à cet effet, les nationalisations. C'est seulement lorsque tous ces éléments d'appréciation seront réunis, que l'on pourra vérifier la possibilité de réalisation pratique de ce qui n'est encore — de l'aveu même des syndicalistes — qu'un « généreux projet ».

Par ailleurs, il importe que soient mises au point les méthodes de direction et de planification ; que soit précisée quelle sera exactement l'action des différents leviers centraux de direction de l'économie (crédit, secteur nationalisé, politique douanière), sur le secteur privé, en particulier que soient étudiés très sérieusement les rapports du secteur nationalisé et du secteur privé au double point de vue de la circulation des marchandises et de la circulation des capitaux. Enfin, un problème, dont le plan ne fait aucunement mention, doit aussi retenir l'attention des syndicalistes. Il concerne les rapports de l'économie nationale mixte avec l'économie mondiale : faut-il admettre, ainsi que certains l'ont déjà suggéré, que la direction générale de l'économie exige le monopole du commerce extérieur, ou qu'une organisation plus souple des échanges avec l'étranger suffira ? Quelle devra, d'autre part, être la politique commerciale qu'on adoptera pour faire bénéficier le consommateur français des avantages de la concurrence internationale sans qu'il en résulte d'entraves trop considérables au développement de la production nationale et la ruine de certaines branches de l'économie ?

Au terme d'une très intéressante étude de divers plans, déjà plusieurs fois citée au texte, M. le Professeur H. Noyelle distingue deux conceptions de l'économie dirigée. L'une qui présente ce système « comme actuellement mis au point et prêt à recevoir application », l'autre qui en démontre la nécessité par la constatation des faits, sans cacher cependant que le fonctionnement de l'économie rénovée sera difficile, que beaucoup d'études tant théoriques que pratiques sont encore nécessaires. Bien que la C.G.T. aient présenté son plan, comme un plan d'urgence, nous croyons, après les explications que nous venons de

donner, pouvoir affirmer sans hésitation que les planistes syndicalistes appartiennent à cette seconde catégorie de « directionnistes ». Nous ne pouvons que les féliciter du réalisme de leurs conceptions et souhaiter qu'ils poursuivent activement leurs efforts constructifs. Nous espérons qu'ils seront bientôt en mesure de nous offrir, autrement que sous forme d'un programme général, mais encore imprécis d'action, le remède à nos maux actuels, en même temps que les moyens précis de direction de l'économie, moyens, qu'au dire de spécialistes éminents, la science économique — qui n'a jamais été inventive ou créatrice — ne connaît pas encore (21).

(21) H. NOYELLE, art. cité.

CHAPITRE II

Valeur tactique du Plan

Considérer le plan comme une pure œuvre scientifique, l'étudier aux seuls points de vue de sa valeur théorique et technique, serait une erreur grave. Avant même qu'il eût été publié, au lendemain des événements de février 1934, Emile Guiader écrivait : « Le syndicalisme ne sera victorieux que s'il sait polariser sur quelques idées-forces, c'est-à-dire sur un plan, les aspirations instinctives des classes qui souffrent de la crise. » (1). Par ailleurs, nous avons déjà constaté dans la première partie de cette étude, qu'effectivement le plan, tel qu'il se présente, répond à des préoccupations extra-économiques, à une signification tactique indéniable : il vise à créer, autour de la C.G.T. et sous son égide, un vaste rassemblement, il doit entraîner derrière le mouvement ouvrier « toutes les forces populaires, y compris celles qu'il ne peut directement rassembler dans ses organisations propres » (2), il est, disions-nous, une arme offensive offerte par la C.G.T. à la démocratie française. Pourquoi ?

Ainsi que l'écrivait J. Duret, « la tâche centrale du mouvement syndical n'est plus maintenant d'affirmer son indépendance, mais d'apparaître comme le seul élément constructeur capable de mettre fin à la crise qui ravage le monde et de bâtir une société nouvelle. Il deviendrait ainsi le pôle d'attraction de tous les éléments sains de la

(1) Cf. *L'Homme Réel*, n° 5, octobre 1934.

(2) L. JOUHAUX : *La C.G.T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 177.

démocratie, de tous ceux qui veulent empêcher la civilisation moderne de sombrer. » (3). Le plan est le moyen qu'en fonction de ce but à atteindre, la C.G.T. a adopté.

Plan ; le mot lui-même, au moment où la C.G.T. l'a utilisé, avait une puissance d'attraction considérable ; depuis, l'usage abusif qui en a été fait a sensiblement altéré sa vigueur. De plus, l'exemple de toutes les transformations sociales du passé a enseigné à la C.G.T. qu'il fallait pour les obtenir « isoler dans la nation l'ancien régime et ses privilèges », rallier la grande majorité du pays » autour de quelques mots d'ordre dont le rayonnement et la popularité viennent à la fois de l'opposition qu'ils formulent aux iniquités de l'ancien régime et des solutions qu'ils proposent à une situation désastreuse et intenable. » La valeur de ces mots d'ordre « est surtout d'ordre critique, mais ils ne peuvent l'avoir pleinement qu'à la condition d'être constructifs. » (4). Aussi le plan qui « non seulement doit servir de guide après la prise du pouvoir, mais est un instrument indispensable de sa conquête » (5), énonce-t-il un certain nombre d'idées-forces, toutes susceptibles d'entraîner l'adhésion rapide des masses.

En premier lieu, le plan satisfait un besoin urgent et quasi-unanimement ressenti de changement, de nouveau. La crise par les souffrances qu'elle a causées, par les inquiétudes qu'elle a fait naître, a suscité une révolte générale, un désir violent de réforme, une volonté de guérison coûte que coûte. Mais, tandis que le fascisme promet,

(3) J. DURET dans *L'Homme réel* (octobre 1934) : « Le syndicalisme et le plan ».

(4) LÉON JOUHAUX, même référence.

(5) J. DURET, même référence.

selon, la formule de H. Noyelle « l'ordre sous le signe de l'autorité, sous d'autres signes encore » — « Tout se passe, écrit G. Lefranc, comme si dans la vieille formule syndicaliste : Bien-être et Liberté, la propagande fasciste tentait une dissociation ; le fascisme affirme qu'il est le bien-être » (6) — la C.G.T. elle, entend rester un « mouvement d'hommes libres » s'adressant à des hommes libres ; elle promet les mêmes résultats par des moyens différents. Elle ne méconnaît pas la valeur de ce que M. Déat appelle les « 30 % d'anarchie indispensables à tout Français », elle affirme que le problème économique et social peut être résolu, sans que l'on soit obligé pour autant de poser le problème politique. Elle nie que le libéralisme politique doive être détruit parce que le libéralisme économique étouffe les individus. Elle nie que le peuple doive renoncer — même temporairement — à la liberté politique pour obtenir immédiatement plus de bien-être matériel. Le plan insiste sur l'idée qu'une direction consciente et efficace de l'économie nationale est compatible avec le maintien intégral des libertés démocratiques.

Ceux qu'en France, les idéologies nouvelles ont séduits — ou troublés — ne sont pas obligatoirement des ennemis de la liberté. A force d'entendre affirmer qu'il n'est pas de salut possible hors l'emploi de formules neuves, tant politiques qu'économiques, ils doutent, s'inquiètent ; leur foi dans la supériorité des régimes démocratiques s'altère. Ils s'effrayent du dynamisme certain des régimes totalitaires étrangers, en même temps qu'ils le jalourent. Pour ceux-là, pour ces inquiets, ces hésitants, le Plan doit être un nouvel élément d'appréciation. La C.G.T. espère,

(6) G. LEFRANC : *L'Homme Réel*, octobre 1934.

sinon qu'il suffira à les rappeler à la foi démocratique, du moins qu'il empêchera leur ralliement définitif au fascisme. Le plan affirme que le libéralisme politique n'empêche pas les individus d'obtenir le minimum de bien-être et de dignité auquel ils ont droit. En même temps, il est un acte de foi dans les destinées du pays, dans la capacité nationale de redressement ; un acte de foi aussi dans la raison humaine, dans les possibilités d'action de l'homme sur les choses, dans la possibilité de régénérer l'économie, d'instaurer un régime social plus juste, sans inutile violence, sans révolution brutale.

Certes, de l'économie de plan, nous ne connaissons que les rouages essentiels, les lignes les plus générales ; elle n'en est pas moins présentée par la C.G.T., comme devant être une « économie consciente », une économie intelligente, rationnelle, bien faite pour séduire les petits-fils de Descartes.

Certitude d'un redressement national, possibilité d'une économie consciente, en même temps que maintien, voire renforcement des institutions démocratiques, telles sont les principales idées que le plan doit susciter, développer, affermir. La C.G.T. sait qu'elle ne mobilisera l'opinion qu'en évoquant certains symboles qui grossissent le but à atteindre et exaltent la confiance, qu'en créant et propageant certaines mystiques. Telle est la portée tactique profonde, réelle du plan, qui apparaît ainsi, pour employer la terminologie sorélienne comme un « *mythe social nouveau* ».

« Sous une forme imagée, écrit J. Duret, les mythes sociaux synthétisent les tâches et les aspirations de l'époque et leur valeur historique peut être estimée d'après l'im-

pulsion qu'ils fournissent au mouvement ouvrier. » (7). Quel était avant le plan, le mythe social qui éclairait le mouvement ouvrier ? Pourquoi et comment le mythe nouveau d'une économie planée lui a-t-il succédé ?

Avant la guerre, le syndicalisme français a connu le mythe de la grève générale, qui devait permettre, ainsi que l'affirme le Congrès de Lyon de 1901, « l'émancipation intégrale des travailleurs par l'expropriation violente de la classe capitaliste ». Ce mythe qui a joué un grand rôle dans l'histoire du syndicalisme en France « synthétisait admirablement le désir de placer le centre de la bataille ouvrière à l'abri de la tutelle des politiciens sur les lieux mêmes du travail ». Il « correspondait à une période où le mouvement ouvrier tentait de se dégager de l'emprise de formations et d'idéologies étrangères à lui ; il répondait au souci d'affirmer en toute indépendance son contenu de classe, en face des autres éléments de la démocratie. » (8). Aussi fut-ce jusqu'à la guerre, la période de la « gymnastique révolutionnaire », dont selon le mot de Léon Jouhaux « il convient de ne pas dire trop de mal, car elle fut utile à un mouvement encore faible matériellement et qui lui dut de s'imposer à l'attention. » (9).

Toutefois, ainsi que le reconnaît le même auteur, l'idée de la grève générale ne « fut jamais prise pour une solution » et constituait avant tout une position de défense de l'indépendance du mouvement ouvrier, une affirmation de son existence autonome (10). Son insuffisance apparut immédiatement après la guerre. La guerre qui avait dans

(7) (8) J. DUEET, même référence.

(9) LÉON JOUHAUX, *op. cit.*, p. 82.

(10) Cf. LÉON JOUHAUX, *op. cit.*, p. 109.

notre pays accumulé les ruines, désorganisé la production, et fait craindre la disette, avait par la même fait surgir des problèmes nouveaux, nécessitant des solutions précises. Ces solutions, le mouvement syndical, abandonnant dans sa grande majorité, le mythe de la grève générale devenu inadéquat, s'appliqua aussitôt à les dégager.

Dès la fin des hostilités, la C.G.T., profitant d'une situation grosse de possibilités révolutionnaires, rédige un premier programme minimum d'une considérable importance, qui entre autres dispositions, jetait les bases d'une réorganisation générale de l'économie nationale, exigeait la participation de la classe ouvrière à la gestion industrielle et lançait l'idée, toute nouvelle à l'époque, de la nationalisation industrialisée ». C'était, succédant au syndicalisme révolutionnaire, la naissance du syndicalisme constructif.

Au Congrès de Lyon de 1920, la position syndicale fut précisée. Le syndicalisme, dit-on, ne doit pas être seulement capable de faire une émeute de rues, mais bien de prendre en main la direction de la production. « Nous voulons, s'écrie L. Jouhaux, organiser pour mieux pouvoir détruire. » Il faut « faire une révolution qui construit avant de démolir, qui élabore avant de supprimer. » Perrot écrit dans l'« Atelier » : « Prendre le pouvoir et ensuite faire des lois, c'est l'idée que beaucoup se font de la Révolution, ce n'est pas la nôtre. » Et il ajoute : « Une société est comparable à une maison qui, quelque soit son état de vétusté ou de délabrement ne doit être démolie que lorsque la maison neuve, édifiée sous son couvert, peut donner un abri à ses habitants. » (11). Le Congrès affirme

(11) Cf. *L'Atelier*, 24 avril 1920, 1^{er} mai 1920.

à une écrasante majorité l'urgence et la nécessité d'un contrôle de la collectivité sur la production : le but est avant tout de « continuer la production pour satisfaire les besoins des hommes, l'accroître pour mettre à la disposition de tous une plus grande somme de richesses consommables. » M. Leroy, plus tard, écrivit : « plus de citoyens, des producteurs. » Le Congrès estime que la réorganisation de l'économie doit être basée sur « le développement de l'outillage national » et qu'il importe en premier lieu « d'empêcher toute restriction volontaire de la production ». Il reprend l'idée de la nationalisation industrialisée qu'il distingue soigneusement de l'étatisation pure et simple, et demande la création d'un grand Conseil de la Production, rattaché à la présidence du Conseil, ayant pouvoir de décision, dont la tâche serait de procéder à l'inventaire des ressources et des besoins du pays.

A l'idéologie de la grève générale succède donc la notion de réorganisation nécessaire de l'économie. Qu'il y ait « antithèse de formule plus que de pensée », que nous soyons, comme l'a écrit M. Leroy, « en présence de deux modes d'expression d'une pensée qui, dans son fond, est restée continuellement révolutionnaire et constructive » (12), nul ne peut le contester, tant il est vrai que « jamais la classe ouvrière n'a cessé de prévoir l'avenir et de formuler ses prévisions en projets plus ou moins poussés. » Il n'en demeure pas moins que l'objectif du syndicalisme n'est plus la prise du pouvoir par la grève générale, mais l'obtention des nationalisations qu'il juge indispensables au salut économique du pays. Et la C.G.T.

(12) M. LEROY : *Les Techniques nouvelles du Syndicalisme*, p. 5.

reconnait elle-même que si « la suppression du salariat ne résultera pas d'un tel système », l'attitude qu'elle a adoptée se justifie cependant en considération de l'intérêt général de la collectivité.

Cette orientation nouvelle du mouvement ouvrier ne s'est pas accomplie sans heurts, sans résistances. Certains ont crié à la trahison, y ont vu l'abandon, un abandon, qu'à leurs yeux, rien ne justifiait, de la lutte des classes, l'embourgeoisement du syndicalisme. La C.G.T. a assez souvent fait justice de ces affirmations pour que nous y revenions ; beaucoup plus tôt que les différentes expressions politiques du mouvement ouvrier, elle a compris que l'intérêt du prolétariat se confondait dans une large mesure avec l'intérêt général, que parler au nom de ce dernier, non seulement ménageait au syndicalisme des sympathies dans les milieux non prolétariens, mais encore servait efficacement la cause qu'il s'était donné pour mission de défendre.

Dans ce but, la C.G.T. a employé des « nouvelles techniques » d'action, qu'a si magistralement décrites M. Leroy et que symbolise devant le refus du Gouvernement de créer un Conseil économique répondant à ses désirs, la création par la C.G.T., en accord avec la Fédération nationale des Coopératives, la Fédération générale des Fonctionnaires et l'Union syndicale des Techniciens de l'Industrie, du Commerce et de l'Agriculture (U.S.T.I.C.A.), du Conseil économique du Travail.

Celle-ci, après avoir dégagé les principes généraux de la nationalisation industrialisée, démontrait déjà la nécessité d'une direction générale de l'Economie et indiquait quels devaient en être les rouages principaux. Les con-

ceptions économiques du syndicalisme, encore admises aujourd'hui, s'élaboraient.

Malheureusement, des luttes de tendances de plus en plus violentes viennent secouer le mouvement ouvrier et aboutissent rapidement à la rupture de l'unité syndicale. Dès 1922, la C.G.T., aux effectifs affaiblis, ne peut plus poursuivre la tâche de réorganisation économique qu'elle s'était fixée. Elle se préoccupe surtout de défendre les résultats acquis, d'assurer l'application des lois sociales existantes, de maintenir les salaires, enfin d'obtenir le vote de lois sociales nouvelles (dont la plus importante fut la loi des assurances sociales). Mais si, pour des raisons d'opportunisme et de prudence (circonstances défavorables et faiblesse numérique de ses effectifs), la C.G.T. fait passer au second plan les principales revendications de 1920, elle ne les abandonne pas. Elles figurent encore dans le programme minimum de 1924 et dans ceux qui l'ont suivi. Il semble plutôt que, pour les remettre définitivement à l'ordre du jour et y intéresser l'opinion, la C.G.T. attende que renaissent de nouvelles possibilités révolutionnaires.

La crise les a fait naître ; la crise mondiale a posé de nouveau — et avec une acuité singulière — le problème économique et social. En même temps réapparaissait une conjoncture révolutionnaire favorable. La C.G.T. l'a compris ; elle s'est remise à la tâche, elle est rentrée dans la bataille. Elle a repris pour les adapter à une situation nouvelle (13) tous les projets qu'elle avait rédigés depuis

(13) Depuis la guerre, une véritable révolution technique s'est opérée, caractérisée par « la grande relève de l'homme par la machine » (Jacques Duboin). La production est devenue pléthorique et c'est cependant « la misère dans l'abondance ». Le problème de la répartition prend le pas sur celui — déjà résolu — de la production. (Cf. LÉON JOUHAUX : *La Tribune du Fonctionnaire*, 27 février 1937 : « Le grand problème économique et social est à présent celui de la répartition des richesses de tout ordre que les hommes ont les moyens de créer. »)

l'immédiat après-guerre (14). « Pas plus que de la guerre, écrit R. Millet, la C.G.T. s'est réjouie de la crise. Loin de là ; mais elle a su tirer de l'une et de l'autre les plus grands avantages pour l'établissement de sa puissance. De même n'a-t-elle pas admirablement utilisé la peur du fascisme ? » (15). Et en effet, si « les épreuves de la guerre et les difficultés de l'après-guerre ont mûri les idées de réorganisation économique et sociale de la C.G.T. » (16), c'est, d'une part, la crise qui lui a fourni l'occasion de leur donner à nouveau une grande publicité, d'autre part les résistances que rencontrait dans notre pays la propagande fasciste, qui lui ont fait comprendre quelle immense popularité serait celle d'une organisation qui, comme elle, souhaiterait réaliser le redressement économique dans la liberté politique, saurait le faire comprendre et convaincrait les masses de la possibilité de réalisation effective de cette solution. C'est l'hostilité avouée de la majorité des Français à tout régime d'autorité qui lui a fait pressentir — et utiliser à son profit — l'urgence et la nécessité d'une idéologie nouvelle, qui ne soit ni celle de la « classe » et de la grève générale, ni celle de la « race » ou de la

(14) « Le plan, écrit L. JOUHAUX (Le plan de rénovation économique et sociale), il n'est pas né d'aujourd'hui. Je pourrais pour ma part reprendre l'activité de la C.G.T. depuis 1919, date du premier programme minimum, je retrouverais la filiation naturelle des idées et de l'activité au fur et à mesure que les phénomènes économiques se développaient, se présentaient à notre attention et réclamait des solutions. Peut-être l'appellation « plan » est-elle une nouveauté, mais les idées qui sont contenues dans le plan sont des idées qui ont été émises par le mouvement confédéral bien avant que le plan ne soit mis sur le chantier. Si le plan s'étend davantage sur quelques conceptions, celles en particulier qui ont trait au système bancaire et au crédit, c'est que d'une part les événements, d'autre part une analyse plus poussée des conditions de redressement économique telles que les fait apparaître la crise actuelle ont amené à leur donner une place plus grande, mais non en vue d'une action différente de celle précédemment envisagée. » Cette question des origines lointaines du plan confédéral ayant déjà été étudiée en détail par LÉON JOUHAUX (*La C.G.T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*), voire même par A. PHILIP (*Trade-Unionisme et Syndicalisme*), nous n'avons pas cru nécessaire de le traiter ici dans tous ses détails.

(15) R. MILLET : *Jouhaux et la C.G.T.*, p. 45. Editions Denoël.

(16) L. JOUHAUX : *La C.G.T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, p. 82.

« nation » conduite à son destin par un régime dictatorial. Cette idéologie nouvelle, ce « mythe », elle l'a découvert dans le « planisme », par la vertu duquel elle affirme que nous connaissons bientôt le « bien-être » dans la « liberté ». Le plan doit redonner aux démocrates français l'enthousiasme et la flamme ; ce qui importe en lui ce n'est pas qu'il donne une représentation exacte, rigoureuse du futur, mais qu'il soit l'image motrice qui fait embrasser d'un coup d'œil l'œuvre à accomplir, qui suscite aussi la volonté de l'accomplir.

« Empruntant la méthode de la dialectique hégélienne, qui a le mérite d'aboutir à des formules concises », J. Duret (17) résume ainsi l'histoire du mouvement ouvrier français :

« Première période : le mouvement ouvrier est encore embryonnaire, il ne forme que l'aile extrême de la démocratie et se trouve sous l'influence idéologique des autres classes.

« Deuxième période : le mouvement ouvrier essaye de dégager sa propre personnalité et de se différencier : il affirme qu'il se suffit à lui-même et qu'il suffit à tout. C'est la période du « mythe » de la grève générale.

« Troisième période : « le mouvement ouvrier s'affirme comme la seule force capable de sortir le monde du chaos et de bâtir une société nouvelle, c'est autour de lui et sous son égide que doivent se grouper tous les éléments sains de la démocratie. « Le « mythe » du plan, avec son aspect critique et constructif à la fois, devient la grande idée-force du mouvement ouvrier et marque de son sceau toute l'époque que nous vivons. »

(17) Art. cité.

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17.

Mythe social nouveau, qui à la différence des anciens mythes du mouvement ouvrier, s'adresse indistinctement à tous les éléments de la démocratie, le plan n'est-il pas plutôt dans sa partie constructive, une simple utopie ? Les défenseurs du système actuel s'opposent à toute tentative d'organisation de l'économie au nom de la liberté et des droits de l'individu, dans ces conditions, peut-on, sans contradiction, revendiquer à la fois l'organisation d'une économie planifiée et la liberté de la personne ?

René Belin, dans une remarquable intervention au Congrès de Toulouse de mars 1936, a dissipé une équivoque dangereuse : « Il y a, s'écriait-il alors, deux espèces de liberté. Il y a d'abord une liberté animale, une liberté naturelle, une liberté qui est celle des forts, une liberté qui ressemble étrangement à celle qu'ont les animaux féroces dans la jungle.

« Il y a une autre liberté qui est rationnelle, qui est humaine, qui est celle des faibles. Il y a la liberté qui ne naît que lorsque la civilisation vraie pénètre quelque part.

« Il y a une liberté où l'homme respecte l'homme. Et cette liberté s'oppose à celle qui est donnée à l'homme d'écraser l'homme. Il y a une liberté qui donne, sans limite, tous les droits à l'individu. Et il y a une autre liberté qui donne des droits, mais des droits compensés et limités par des devoirs.

« Tant que l'on se borne à imaginer une économie individuelle, c'est la première des libertés qui compte ; lorsqu'il s'agit au contraire de créer une économie sociale, c'est alors la liberté rationnelle, la liberté démocratique qui joue. Eh bien, cette liberté, nous l'avons déjà conquise sur divers terrains. Nous l'avons conquise sur le terrain

politique. Nous l'avons conquise sur le terrain religieux. Nous l'avons conquise sur le terrain de l'art et de la science. L'histoire de notre pays peut marquer au travers de ces derniers siècles les progrès constants de la liberté humaine... Il nous reste aujourd'hui à conquérir la liberté économique. La liberté économique que nous voulons, c'est la sécurité économique. » (18).

A y réfléchir davantage encore, il semble que l'on puisse ici rappeler une distinction bien connue : il y a la liberté fin et la liberté moyen. L'idéal, le but du libéral, comme du planiste confédéral, est la liberté de l'individu. Mais, alors que le premier attend sa réalisation de l'indépendance de l'agent économique (liberté moyen), alors qu'il veut « aller à la liberté par la liberté », le second estime que grâce à une organisation d'ensemble de l'activité économique, les individus, libérés ainsi de la nécessité de pourvoir à leur subsistance, seront plus totalement libres dans leur vie personnelle. Tout individu a besoin pour vivre que certaines fonctions élémentaires (nutrition, protection, etc.) soient remplies. L'homme, vivant en société, a déjà délégué certaines de ces fonctions (protection par exemple) à la collectivité ; il en a retiré d'immenses avantages. Pourquoi dès lors ne confierait-il pas également à la collectivité la fonction de nutrition au sens large du mot, c'est-à-dire la fonction économique ? Pourquoi la collectivité ne déterminerait-elle pas la tâche à effectuer et ne la répartirait-elle pas entre ses membres ? N'est-ce pas le moyen le plus simple, le plus pratique, le plus avantageux surtout d'obtenir enfin la « sécurité économique » ? Certes, la sécurité économique, obtenue de cette

(18) Compte-rendu des débats du Congrès de Toulouse, mars 1936, p. 145.

façon, suppose une discipline, elle exige que chacun de nous se plie à la *discipline fonctionnelle* : la fonction est hiérarchisée. Cette discipline est indispensable pour que le rendement soit maximum, pour que de la coordination des efforts résulte une diminution de leur durée. L'erreur du capitalisme est de ne pas faire cette distinction nécessaire entre l'homme et la fonction, c'est de croire qu'en laissant l'individu libre dans l'exercice de sa fonction (d'une liberté en fait bien illusoire !) on lui permettrait de développer sa personnalité. Plus justement l'économie du plan se donne pour but de réaliser la liberté humaine par la sécurité économique qui exige une discipline fonctionnelle. Ainsi que l'écrivait R. Mosse, « la fin de l'économie planifiée doit être la liberté de l'homme dans sa vie personnelle, mais dans la préparation de cette fin, l'économie planifiée veut la discipline dans la vie fonctionnelle. » (19).

Dans l'ordre politique, cette discipline fonctionnelle est-elle compatible avec le maintien des libertés démocratiques ? L'expérience semble prouver que non. En effet, les événements contemporains nous incitent à lier l'économie planifiée à la notion de dictature.

« « Trop observateurs et pas assez logiciens, écrit R. Mossé, nous pensons parfois que l'économie planifiée est, essentiellement et nécessairement, un instrument au service des régimes d'autorité, servant à prolonger et à amplifier leur puissance sur les individus. » (20). Il n'en est rien. L'économie planifiée, ainsi que le remarque très justement le même auteur, n'est qu'une « technique » permettant « de réaliser le maximum d'efficacité » ; elle

(19) R. Mossé : La défense de la liberté de la personne et l'économie planifiée, dans *Espirit*, n° de juillet 1936.

(20) Même référence.

« n'implique rien, à priori, quant au contenu concret du plan. » La C.G.T. utilise cette technique, conformément aux exigences de l'idéal démocratique. Il appartient, dit-elle, au gouvernement légal de donner au Conseil supérieur de l'Economie les moyens de mener à bien la tâche qui lui est confiée. Selon le mot d'André Philip, il ne s'agit pas de faire de ce Conseil une sorte de troisième chambre censitaire. La souveraineté du suffrage universel n'est pas mise en cause, le rôle du Conseil supérieur de l'Economie est de préparer d'abord, de faire appliquer ensuite ses décisions. Cette autorité législative n'est pas, comme l'a fait remarquer M. Noyelle, « subversive des institutions républicaines. » (21).

« Mythe » et non « utopie », mythe d'une inspiration élevée, mythe accessible, tel est le plan, d'où sa profonde valeur tactique : le plan peut être accepté par tous les hommes de bonne volonté pour qui la faillite de la démocratie n'est pas encore prouvée, le développement de la personne humaine, le but à atteindre, et la direction de l'économie possible par les moyens indiqués. Sans doute, la question de savoir si grâce à ces moyens, le problème économique peut être résolu, ne peut encore être tranchée en toute certitude par un critique impartial, mais est-ce là, tout compte fait, une objection décisive ? Lors de la première conférence internationale des plans, Henri de Man déclarait : « Nous nous trouvons devant des questions insolubles par des procédés purement scientifiques. Il y a trop d'inconnues dans les équations à établir et comme la thèse et l'antithèse ne peuvent se prouver péremptoirement par des moyens scientifiques, on a le

(21) H. NOYELLE : *Revue d'Economie politique*, octobre 1934.

droit de dire que c'est la foi et la volonté qui trancheront la question. J'ai accordé à l'étude scientifique toutes les forces que j'ai pu y consacrer pendant des années et je suis arrivé à la conclusion que l'on ne peut pas prouver l'insuffisance des moyens préconisés, que l'on peut croire à leur efficacité. J'ajoute toutefois que cette volonté et cette confiance entrent aussi dans l'équation parce que c'est elles qui parviendront à mobiliser les forces politiques qui doivent permettre la réalisation des projets élaborés. » (22). Il semble que sur ce point, les conceptions des planistes confédérés soient analogues.

En tous cas, nous pouvons sans hésitation affirmer qu'en dernière analyse, le plan constitue une tentative en vue de résoudre l'éternel conflit, que signalait M. Rist, « entre les besoins de l'action qui ne peut se passer de mythes et les exigences de la science qui ne se soucie que de vérité. » (23). Les planistes confédérés utilisent les données de la science à rendre possible l'action qui fera du « mythe » une réalité ».

(22) Cf. *L'Information Sociale* du 13 décembre 1934.

(23) *Revue d'Economie politique*, 1933 : *L'Economie dirigée : expériences et plans*.

APPENDICE

Le Plan et les autres Organisations syndicales ouvrières de France

Par le canal de la C.G.T., l'idée planiste a fait son apparition dans le mouvement syndical français. Après avoir, tour à tour, exposé et apprécié le plan confédéral, il nous reste à indiquer quel accueil lui ont réservé les principales autres organisations syndicales ouvrières de notre pays (1), — en insistant plus particulièrement sur l'attitude de l'ex-C.G.T.U. à son égard. — Nous essayerons également de mettre en lumière le rôle qu'a joué le plan lors de la reconstitution de l'unité, et nous nous demanderons, compte-tenu de l'attitude de la C.G.T. réunifiée, si, depuis, le plan n'a pas été, malgré les apparences, à peu près abandonné, au moins temporairement.

SECTION I. — *L'hostilité des Syndicalistes révolutionnaires*

L'opposition d'un petit groupe de militants, groupés autour de MM. E. Berth, Monatie, Louzon, Chambelland, etc., aux tendances actuelles de la C.G.T., s'exprime dans deux périodiques : la « Ligue Syndicaliste » et la « Révolution prolétarienne ». De plus, une nouvelle Centrale, démembrée de la C.G.T.U., s'est créée les 15 et 16 novembre 1926 à Lyon, sous le nom significatif de : Confédération générale du Travail, syndicaliste révolutionnaire

(1) C'est-à-dire la C.G.T.S.R., la C.F.T.C. et l'ex C.G.T.U. Nous ne parlerons ici ni de la Fédération générale autonome fondée en octobre 1936, ni de la Confédération des syndicats professionnels français, née au début de 1937, toutes deux d'une moindre importance, et dont la création à quelques mois de la publication du plan de la C.G.T. prouve suffisamment qu'elles lui sont nettement hostiles.

(C.G.T.S.R.). Son organe officiel est le « Combat syndicaliste » et son leader incontesté M. Pierre Besnard.

Qu'ils soient demeurés à la C.G.T. ou qu'ils aient adhéré à la C.G.T.S.R., les derniers représentants du syndicalisme révolutionnaire ont été unanimes à critiquer d'abord, à rejeter ensuite le plan confédéral. Leur position est nette : ils tiennent pour « utopiques » tous les plans, rédigés à l'image du plan belge et particulièrement le plan de la C.G.T. « Rénover l'économie nationale sans quitter le terrain parlementaire, réaliser l'économie dirigée en restant sous le régime du profit, nationaliser les banques et les industries-clés sans qu'intervienne un changement profond dans le rapport des forces entre capitalisme et classe ouvrière : utopie, utopie que tout cela. » (2). P. Besnard constate que le plan de la C.G.T. est « trop terne, trop insuffisant, trop raisonnable pour que la raison l'adopte. » (3). Ce plan, s'il était réalisable, ne serait qu'un « replâtrage » du capitalisme ; au lieu d'en hâter la fin, il n'aboutirait qu'à la retarder, à faire souffrir les travailleurs plus longtemps. Heureusement, le plan n'est pas applicable, son « réalisme » n'est qu'apparent. « Il entraînerait dès le début de sa mise en application une série de cataclysmes paralysant rapidement toute l'activité économique. » (4). La réforme bancaire et la nationalisation du crédit sont les pièces maîtresses du plan ; par quoi se traduisaient-elles ? Compartimenter les banques sur la base corporative aboutirait à accroître les risques, car la plupart des banques qui « sautent » aujourd'hui sont des banques spécialisées, l'assurance obligatoire des dépôts

(2) Cf. *La Révolution prolétarienne* du 10 décembre 1934.

(3) Cf. *Le Combat Marxiste* du 4 janvier 1935.

(4) Cf. *La R. P.* du 10 janvier 1935.

n'est qu'une « illusion », car la caisse d'assurance devrait disposer pour pouvoir remplir efficacement son rôle de sommes astronomiques ; la garantie de leurs émissions par les banques d'affaires couperait leur crédit en faisant peser sur elles la menace permanente d'une lourde indemnité à déboursier ; d'autre part elle contribuerait à mettre plus encore qu'aujourd'hui l'industrie sous le contrôle des banques. Quant à la nationalisation du crédit, elle n'a d'une nationalisation que le nom ; seront en effet « nationalisés » seulement des organismes qui aujourd'hui déjà sont incorporés à l'Etat, ou se trouvent dans sa dépendance directe. Enfin, la nationalisation des industries-clés n'est qu'un moyen dont veut user la C.G.T. pour devenir la « liquidatrice » de la faillite du capitalisme.

La C.G.T. a répondu à ces objections soit en invoquant les expériences étrangères de contrôle des banques, d'assurance obligatoire des dépôts, etc., soit en démontrant que l'interprétation des nationalisations que proposaient ses contradicteurs n'était pas la bonne, et en protestant de la pureté de ses intentions. Les syndicalistes révolutionnaires n'ont pas été convaincus, ils restent persuadés que le plan n'est pas applicable, qu'à l'essai il entraînerait rapidement une catastrophe.

Ils s'effrayent surtout, semble-t-il, de sa valeur tactique, de la puissance d'attraction qu'il exerce sur les masses. Ils craignent que la lutte pour le plan ne détourne les ouvriers de la lutte pour leur émancipation totale, ils dénoncent le plan comme un attrappe-nigauds : « il vise à créer une mystique, il n'est qu'une mystification. » (5). En veut-on une preuve ? En dépit des affirmations de ses auteurs, il ne s'agit nullement d'un « plan d'urgence »

(5) *La R. P.* du 10 décembre 1934.

puisque la lutte contre le chômage et la crise est subordonnée à la réforme de la constitution. Mais surtout, l'argument le plus important aux yeux des syndicalistes révolutionnaires et qui leur semble suffisant à lui seul pour entraîner la condamnation du plan, c'est que la C.G.T. s'obstine à vouloir en obtenir l'application « en dehors du syndicalisme et de la classe ouvrière. (6). Elle ne s'offre pas à le réaliser, elle l'offre au gouvernement de l'heure. Pour appliquer son plan, elle compte exclusivement sur l'initiative du pouvoir et non sur l'action de la classe ouvrière organisée. Les syndicalistes révolutionnaires s'élèvent violemment contre toute vaine tentative de rassemblement, leur mot d'ordre est « la classe contre la cohue ».

D'ailleurs, se demandent-ils, est-il bien vrai que les dirigeants de la C.G.T. soient des « utopistes » ? Derrière une « succession de formules » que leur ont fournies les naïfs ne masquent-ils pas leur vraie pensée, leur intention réelle, la seule chose qui leur importe : légaliser le Conseil national économique dans le cadre des institutions actuelles, faire de la C.G.T. la représentation de la classe ouvrière dans les milieux gouvernementaux, s'intégrer définitivement à l'Etat capitaliste et parlementaire. » (7). Cela, les syndicalistes révolutionnaires ne sauraient l'admettre, aussi opposent-ils au plan confédéral le « véritable plan syndicaliste » — à élaborer — qui fera du syndicat la base de la réorganisation sociale, le plan avec lequel « les organisations ouvrières doivent se déclarer prêtes à substituer leur activité à la défaillance du régime déchu. » (8).

(6) Même référence.

(7) Cf. *La R. P.*, du 10 décembre 1934.

(8) *La R. P.*, du 25 novembre 1934.

N'en concluons cependant pas que les syndicalistes révolutionnaires se rallient au « planisme ». Lorsque P. Besnard déclare qu'il n'a pas « confiance dans la spontanéité des réalisations révolutionnaires », lorsqu'il affirme la « nécessité d'un plan constructif établi à l'avance » (9), il ne fait que condamner l'erreur commune à tous ceux qui admettent que le travail de rassemblement humain, nécessaire pour faire la révolution, et le travail de construction technique de la société future sont deux étapes successives de l'action révolutionnaire. Enoncer quelle sera la société nouvelle (« toute l'économie aux syndicats, toute l'administration sociale aux communes ») et ajourner sa création au lendemain de la Révolution mondiale, ce n'est pas être planiste au sens où nous entendons ce mot. D'une part, les planistes adoptent — d'ailleurs souvent par nécessité plus que par goût — le cadre national comme terrain d'action, d'autre part, ils considèrent que le plan *est* la Révolution. A cette conception, les derniers syndicalistes révolutionnaires ne veulent pas se rallier ; malgré toute leur phraséologie révolutionnaire, ils constituent « l'élément arriéré du mouvement ouvrier car ils veulent faire rétrograder celui-ci à une phase qu'il a dépassée » (10).

(9) *Le Monde Nouveau*, p. 9.

(10) J. DURET dans *L'Homme Pée*, octobre 1931. — N'oublions cependant pas qu'au Congrès d'Unité de Toulouse, M. CHAMBELLARD, au nom des derniers syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T., a précisé que ses amis et lui « se gardaient de la préoccupation qui consisterait à apparaître comme les seuls fidèles à un certain esprit révolutionnaire. » Aussi, tout en continuant à croire que c'est une « illusion » de vouloir modifier la structure du capitalisme « en faisant l'économie d'une révolution », considérant aussi que le propre du syndicalisme est « d'œuvrer quotidiennement sans oublier son but final, se sont-ils finalement ralliés au plan de la C.G.T. et ont-ils admis que — plus que le programme du Front populaire — il pouvait servir de base à l'activité du syndicalisme réuni. — Seuls par conséquent les révolutionnaires de la C.G.T.S.R. demeurent irréductibles.

SECTION II. — *Le plan de la C.F.T.C.*

La Confédération française des Travailleurs chrétiens, organisation anti-révolutionnaire « qui entend déduire de la doctrine sociale de l'Eglise (11) ses principales règles d'action », n'a pas non plus accepté d'enthousiasme et dans son intégralité le plan de la C.G.T. Beaucoup plus simplement, elle a accusé celle-ci d'avoir repris pour les intégrer à son plan quelques-unes des idées présentées depuis fort longtemps par les travailleurs chrétiens (en particulier les conventions collectives du travail). Mais de telles accusations, plus qu'une adhésion dont la sincérité aurait pu être contestée, témoignent d'une certaine identité de vues entre deux organisations, séparées pourtant par des divergences fondamentales.

Au cours de son histoire, la C.F.T.C. s'est de plus en plus éloignée des positions conservatrices. Depuis quelques années surtout, à chacun de ses congrès, elle s'est donnée pour tâche de définir avec la plus grande exactitude possible, le rôle qu'elle entend jouer dans la transformation économique et sociale nécessaire. La lecture des comptes-rendus de ces Congrès permet d'ailleurs d'apprécier les « cheminements progressifs », voire même les « tâtonnements » (12) de la pensée des syndicalistes chrétiens, et le louable effort constructif qu'ils ont déployés. La publication en 1934, par la C.G.T., de son plan, puis la vogue croissante du planisme, dans lequel elle ne sait si elle doit voir une « simple mode ou [une] exigence de

(11) En se référant plus particulièrement aux enseignements contenus dans les encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno*. — Cf. : *Le Plan de la C.F.T.C.* et A. PHILIP : *Trade-Unionisme et Syndicalisme*, p. 308.

(12) Ce sont là les expressions mêmes qu'emploie M. Gaston TESSIER dans sa préface au plan de la C.F.T.C. (en note page 8).

l'époque » (13) ont incité la C.F.T.C. à dresser elle aussi, au début de 1936, son « ordre et sa direction de marche » sous forme de plan.

Au plan de la C.G.T., les travailleurs chrétiens reprochent en effet une inspiration politique : le plan disent-ils est sinon socialiste, du moins socialisant ; en tous cas, il nous mène en droite ligne au socialisme. De plus, il vise à un rassemblement dont rien ne garantit la cohérence de pensée. Enfin, le plan confédéral, pas plus que les autres plans publiés en France, ne libère l'économie et la société de l'« erreur matérialiste », il n'envisage la reconstruction de l'une et la réforme de l'autre qu'à l'aide de « moyens strictement humains ». Au contraire, le plan de la C.F.T.C. n'est pour les travailleurs chrétiens qu'une « boussole », car Dieu reste le seul juge des événements et des hommes ; il ne vise pas à un rassemblement, il est « l'expression d'un mouvement uni dans une doctrine posée au départ, une formation commune, une expérience déjà longue » (13). Enfin, le plan de la C.F.T.C. n'est pas un simple document anti-crise : par la voix de ses militants, la C.F.T.C. se défend d'avoir voulu dresser une « liste de recettes pour permettre la reprise des affaires ». « Si l'expérience de la crise a instruit les travailleurs chrétiens, ils ont voulu en tirer des pensées qui vaillent au-delà de la présente conjoncture. » (14).

De la publication par la C.F.T.C. de son plan propre, il ne faudrait toutefois pas conclure que la position des travailleurs chrétiens à l'égard des problèmes économiques et sociaux, voire politiques, est à l'opposé de celle de

(13) Cf. P. VIGNAUX : Le plan parmi d'autres, dans la *Vie Catholique* du 15 février 1936

(14) Même référence.

la C.G.T. Au début du plan, nous trouvons ce que J. Romain appelle un parti-pris, ce que les syndicalistes chrétiens appellent des principes : « ce sont les principes chrétiens, c'est un parti-pris moral que ne désavouerait pas un militant « cégétiste ». Il est dit que : « le rôle de la production n'est pas d'assurer l'enrichissement de quelques-uns, mais de poursuivre le bien commun de l'humanité », que « le travail ne doit pas être considéré comme une simple marchandise », que les travailleurs ont le droit de participer à l'établissement de l'existence normale qui doit leur être garantie, que le travail doit avoir le pas sur le capital, que le « chef d'entreprise n'est pas le maître absolu des choses ni des hommes, mais le détenteur responsable d'une autorité qui doit admettre la collaboration et le contrôle », etc. Par ailleurs, comme la C.G.T., la C.F.T.C. a condamné expressément le corporatisme fasciste, « organisation économique plaquée ou peinte en trompe-l'œil sur la façade d'un édifice essentiellement, pour ne pas dire exclusivement politique » (15); comme la C.G.T., elle exige une amélioration rapide du sort des travailleurs et propose, en vue de l'obtenir, sensiblement les mêmes mesures : diminution de la durée du travail, prolongation de la scolarité, lutte contre le chômage grâce à de grands travaux, généralisation des conventions collectives de travail, etc. De plus, tout en plaçant la cause de la libre initiative dans le domaine économique, la C.F.T.C. admet que celle-ci ne doit être « sauvegardée que dans la mesure où elle ne risque pas de compromettre l'intérêt général », que les « désordres économiques causés par la surcapitalisation des entrepri-

(15) Cf. M. PAMIBŒUF : Le Syndicalisme chrétien et le corporatisme fasciste, dans la *Vie Catholique*, n° cité.

ses et la mauvaise répartition des produits exigent des réformes progressives, mais immédiates », dont les principales sont : pour toutes les entreprises, la participation progressive du travail à la gestion, pour les entreprises anonymes l'élargissement des responsabilités personnelles des administrateurs et contrôleurs, enfin pour les « services d'intérêt public » (16), la transformation du capital action et du capital apport à capital à intérêt fixe. Quels sont ces « services d'intérêt public » ? Apparaissent tels notamment : « le crédit, l'assurance, les forces motrices, les transports, les marchés, les ports, la marine de commerce, l'hygiène et le tourisme ». La C.G.T. désignait la plupart d'entre eux sous le nom « d'industries-clés » et proposait de les nationaliser. La C.F.T.C., parce qu'elle se défie de l'étatisme, ne s'enthousiasme guère des formules de nationalisation, plus simplement, elle estime que ces services d'intérêt public « nécessitent une forme d'exploitation nouvelle qui en confierait la gestion aux représentants des entreprises intéressées, des usagers et des travailleurs avec la participation ou le contrôle de l'Etat ou des collectivités et sous réserve d'une juste indemnité éventuellement accordée aux ayants-droit. » (17).

Ainsi, comme l'écrivait A. Philip (18), « le fossé qui séparait jadis les organisations catholiques du reste du mouvement ouvrier se comble peu à peu. » En faut-il conclure qu'un jour les syndicalistes chrétiens constitueront « l'élément modéré d'un syndicalisme français uni-

(16) Et non « services publics » : il s'agit en effet d'entreprises « ne ressortissant pas aux responsabilités et aux devoirs de l'Etat ».

(17) D'ailleurs, la C.F.T.C. estime que chacun des services envisagés doit avoir son statut spécial, et deux problèmes l'occupent actuellement : celui du crédit, celui des transports. Cf. J. ZIRNHELD dans la *Vie Catholique*, n° cité. — A travers le plan : services d'intérêt public.

(18) *Trade-Unionisme et Syndicalisme*, p. 310.

fié » ? (19). Nous ne le pensons pas. Le Comité national de la C.F.T.C., réuni à Paris le 20 octobre 1935, a nettement défini la position des travailleurs chrétiens devant l'unité syndicale : il a estimé « qu'il [demeurait] impossible, moralement et pratiquement, de réunir dans les cadres de la même organisation, pour une activité féconde, des éléments séparés par de graves divergences doctrinales. » Par contre, et ceci n'est pas négligeable, la C.F.T.C. a affirmé sa volonté « de réaliser des ententes ouvrières aussi générales que possible pour la défense d'intérêts légitimes et la poursuite d'objectifs bien déterminés. »

SECTION III. — *L'ex-C.G.T.U., l'Unité et le Plan*

Rejeté par le syndicalisme révolutionnaire hostile à tous les « plans de réforme du capitalisme », rejeté par la C.F.T.C., qui y a riposté en publiant son plan-programme propre, comment le plan de la C.G.T. fut-il accueilli par l'ex-C.G.T.U., et quel rôle a-t-il joué dans la récente fusion des deux centrales rivales ?

§ I. — Le plan de « l'ex-C.G.T.U. » et les critiques des « ex-unitaires » au plan de la C.G.T.

A plusieurs reprises, les dirigeants de la C.G.T.U. ont affirmé leur attachement au planisme. Citons au hasard un discours de Racamond prononcé au 8^e Congrès de la C.G.T.U. : « Je pense qu'aucun d'entre vous ne peut croire que la C.G.T.U. puisse être anti-planiste ; au contraire, elle

(19) Même référence.

a soutenu de toutes ses forces le premier plan proposé aux masses travailleuses : le plan quinquennal », ou cette déclaration catégorique de Frachon : « nous ne sommes pas des adversaires des plans de protection et d'échange. »

Planisme donc, mais planisme tempéré par cette constatation que seule l'U.R.S.S. peut mener à bien la réalisation d'un plan, parce que « l'économie en U.R.S.S. n'est pas au pouvoir d'une classe, mais au service de toute la population » et que l'économie planifiée « n'a pas donné dans les pays capitalistes, les Etats-Unis et la Belgique par exemple, ce que ses promoteurs prétendaient en attendre », d'où une certaine méfiance à l'égard des plans dressés dans le cadre du régime économique actuel. Au début de la vogue des « plans » en France, vogue attribuée par elle à une « maladie imitative » des plans quinquennaux, la C.G.T.U. accorde donc toute sa sympathie aux plans qu'on élabore et qu'on applique lorsqu'on est devenu à la suite d'une révolution violente ou légale, le maître absolu du pouvoir d'Etat et de l'économie du pays, mais reste assez sceptique sur la valeur des plans, analogues au plan belge, dressés lorsqu'on pose sa candidature à l'exercice du pouvoir et qu'on s'offre de réaliser en prenant la direction des affaires publiques par la conquête de la majorité parlementaire.

Mais, devant le succès de curiosité sympathique que remporta, dès sa publication, le plan de la C.G.T. auprès des travailleurs de notre pays, la C.G.T.U. changea d'attitude. En effet, les pourparlers engagés en vue de la reconstitution de l'unité syndicale avançaient assez rapidement — sous la pression conjuguée des événements et des troupes — pour qu'on puisse espérer les voir aboutir bientôt. Il devenait nécessaire que la C.G.T.U. puisse, en face du plan de

la C.G.T., qui ne manquerait pas d'être proposé comme programme immédiat du syndicalisme réuni, faire état de ses conceptions propres ; qu'à son tour elle puisse jeter dans la discussion tous ses arguments sous une forme ramassée, claire et précise (1). Aussi la Commission exécutive confédérale a-t-elle établi un document qui, ratifié par le Congrès de septembre 1935, devint le plan de la C.G.T.U., riposte au plan de la C.G.T.

Quelles sont les mesures qu'il prévoit et en quoi celles-ci diffèrent-elles de celles proposées par la C.G.T. ? D'une façon générale, on peut dire du plan de la C.G.T.U. que les revendications immédiates des travailleurs, inscrites au début du document, y occupent la place d'honneur. Par là, la C.G.T.U. veut affirmer que si le mouvement syndical est amené à offrir sa solution pour la réorganisation nécessaire de l'économie, ses préoccupations principales n'en demeurent pas moins la défense et le relèvement des salaires, la diminution du temps de travail, etc. Conception différente de celle de la C.G.T. dont précisément le plan n'exige une transformation de la structure de l'économie qu'en vue d'obtenir une amélioration réelle du sort des travailleurs, et conception qui n'est guère planiste puisqu'elle aboutit à sérier les questions.

Par ailleurs, le plan de la C.G.T.U., comme celui de la C.G.T., énonce certaines propositions pratiques pour la réduction du chômage. Il préconise la construction d'écoles, d'hôpitaux, de sanatoria, l'électrification des campagnes, etc. Mais sur le point de savoir comment seront finan-

(1) Parmi tous les plans, déclare RACAMOND, au 8^e Congrès de la C. G. T. U., « celui qui nous intéresse le plus c'est le plan dressé par la C.G.T., parce qu'il émane d'une organisation syndicale avec laquelle nous allons faire l'unité et que je devrais, au cours de mon exposé, marquer les différences sérieuses qui nous séparent. »

cés ces grands travaux, une divergence apparaît. La C.G.T. proposait des prélèvements sur les ressources budgétaires, cela revient à dire, déclarent les « unitaires », que les masses travailleuses feront les frais de l'opération. Il en va de même lorsque la C.G.T. veut utiliser les ressources de la Caisse des Dépôts et Consignations : celles-ci proviennent de l'épargne populaire par le canal des caisses d'épargne. Enfin, il ne faut pas suggérer qu'on utilisera les réserves des assurances sociales, puisque les réserves actuelles sont déjà employées à l'achat de rentes sur l'Etat et de bons du Trésor ; quant aux réserves futures, elles devraient être intégralement affectées à augmenter les retraites des vieux travailleurs. Ce qu'il faut, c'est « opérer un prélèvement sur les bénéfices et les réserves des grandes entreprises capitalistes ». Quoiqu'en puissent dire les « Cégétistes », cette opération ne sera pas rendue impossible par la dérobade de la richesse acquise, si le gouvernement est disposé à agir avec énergie.

Après avoir étudié par quels moyens il serait possible d'améliorer le sort des paysans, des artisans et des petits commerçants, le plan pose le problème des finances et du crédit. Le but qu'on se propose d'atteindre est vaste : « assurer la distribution et l'orientation du crédit, la défense de l'épargne et de la monnaie, l'aisance des finances publiques ; mettre le mur d'argent dans l'impossibilité de peser à son profit sur l'économie et la politique du pays. » Mais les solutions offertes sont bien vagues : le plan réclame « l'adoption de mesures donnant à la collectivité des possibilités de contrôle sur la circulation de l'argent et du crédit » sans préciser davantage ! Il ne mentionne ni le contrôle des banques, ni la nationalisation du crédit. Par contre, il insiste sur la nécessité d'obtenir « la

déchéance pure et simple du Conseil général de Régence, le retour de la Banque de France à la collectivité sans indemnité ni rachat et l'établissement d'un nouveau régime de l'Institut National d'émission qui garantisse les droits et les intérêts du peuple travailleur. » Ce ne sont là que des mots d'ordre. L'imprécision du document suffit à prouver qu'en le rédigeant, la C. G. T. U. entendait moins élaborer un plan que définir sa position à l'égard des thèses de la C. G. T. La même constatation s'impose si l'on considère la partie du « plan » traitant des nationalisations.

La C. G. T. U., tout en admettant comme « *possible*, même en régime capitaliste, le retour à la collectivité de *certain*s grands services publics ou des industries *importantes* » s'élève contre « les projets, dits de nationalisation qui comportent le rachat aux frais du peuple des richesses qu'il a lui-même créées. » Cependant, elle admet qu'il faut faire une discrimination entre « les requins de la finance et de l'industrie » et les petits épargnants qui doivent, eux, être indemnisés. Aussi, se déclare-t-elle prête à appuyer les projets qui « contiennent un *intérêt marqué* pour les travailleurs et menacent *réellement* les positions des oligarchies. » — Est-ce au moins assez imprécis ? — Le document cite cependant un exemple de ces projets : la nationalisation des industries de guerre qui peut se faire immédiatement et dont le financement serait assuré par la revision des marchés de guerre.

En ce qui concerne la gestion des industries ou services nationalisés, le plan est muet. Au Congrès d'unité de Toulouse, Racamond précisera cependant que le principe de gestion tripartite, admis par le plan, de la C. G. T., donne « quelques inquiétudes » aux « unitaires ». Ce n'est pas

le moyen de réaliser vraiment la démocratie économique « car l'Etat, ange tutélaire du capitalisme », participe à la gestion pour une part égale à celle des masses travailleuses : celles-ci représentent cependant 95 % de la population qui œuvre à la production.

Enfin, la C. G. T. U. conçoit « qu'il peut être utile » — admirons la formule — pour la classe ouvrière de participer aux organismes économiques « créés ou à créer, tel le Conseil national économique ». Mais, « elle ne saurait admettre que le rôle et la composition de ces organismes consacre la pérennité des positions de la grande bourgeoisie ». Aussi propose-t-elle qu'y soient représentées toutes les forces productrices du pays (salariés, consommateurs, paysans, artisans et petits commerçants, patrons et Etat) « en tenant compte de leur importance dans la population ». Ainsi, on mettra les organisations patronales en minorité et le pouvoir réel appartiendra aux seuls travailleurs. Mais quels sont ces organismes « créés ou à créer », le C. N. E. mis à part ? Et quelles seront leurs attributions ? On se garde bien de le préciser.

Au total, ce « plan revendicatif et d'action » est de toute évidence un simple programme d'ailleurs particulièrement imprécis. C'est un ensemble de revendications certes, mais sans lien entre elles. Comme tous les programmes, le plan de la C. G. T. U. série les questions.

Il apparaît que, dans sa crainte de voir le plan de la C. G. T. devenir sans modification la base de l'action du syndicalisme réuni, la C. G. T. U. a songé à lui opposer un autre plan « et à proposer ensuite une solution transactionnelle » (2). Dans ces conditions, n'est-il pas possi-

(2) Cette manœuvre fut d'ailleurs effectivement tentée au cours des pourparlers engagés par les deux centrales en vue de l'unité syndicale. Elle a échoué.

ble d'aller plus loin encore et d'affirmer un peu paradoxalement que l'hostilité manifestée naguère par la C.G.T.U. à l'égard des « plans de réforme du capitalisme » est la principale cause de son propre plan de revendication et d'action ? Conclusion subjective, ainsi que nous le reconnaissons volontiers, que justifie cependant dans une large mesure les constatations qui précèdent.

§ II. — L'Unité et le triomphe apparent du plan de la C. G. T.

Après de longs mois de discussions, de polémiques acharnées, avait lieu à Toulouse, au mois de mai 1936, le Congrès extraordinaire d'unité. Pourtant, l'accord à ce moment-là était loin d'être parfait entre les deux centrales rivales. Non seulement des conceptions différentes s'affrontaient concernant les rapports du syndicalisme et des partis politiques et la structure du mouvement syndical réunifié, mais encore et surtout, la question de l'orientation à donner à la C. G. T. reconstituée avait fait naître chez les « planistes » certaines appréhensions que, quelques jours à peine avant l'ouverture des débats, Léon Jouhaux avait dû calmer en précisant qu'on ne demanderait pas à la C. G. T. de choisir entre la reconstruction de l'unité et le plan, que c'était là « une mauvaise façon de poser le problème ».

Jouhaux avait-il raison ? La discussion passionnée de Toulouse et l'attitude ultérieure de la C. G. T. réunifiée permettent quelques réserves.

En ce qui concerne l'orientation syndicale, qui, seule, nous intéresse ici, les délégués avaient à choisir entre trois

textes qui pouvaient également servir de base à l'action future de la C. G. T. C'étaient : le plan de la C. G. T., celui de la C. G. T. U., enfin le programme du Rassemblement populaire, dont la C. G. T. et la C. G. T. U. étaient également membres fondateurs. Le plan de la C. G. T. U. fut rapidement écarté, la plupart des délégués « unitaires » proposant que l'unanimité se fasse sur le programme du Rassemblement populaire. Les ex-confédérés répondent qu'il en pourrait résulter un danger pour l'indépendance du syndicalisme : la C. G. T. doit conserver son plan qui lui garantit une certaine autonomie, soit à l'égard du Rassemblement populaire, soit à l'égard du gouvernement qui résultera des élections.

Précisons ces deux attitudes. La C. G. T. U. proclame par l'intermédiaire de ses orateurs la nécessité pour le syndicalisme d'affirmer sa finalité révolutionnaire, sa volonté ardente, non seulement de « rénovation », mais de « transformation et d'émancipation sociale ». Elle se refuse à une confrontation ultérieure des plans respectivement élaborés par la C. G. T. et la C. G. T. U., mais elle considère que les plans, spécialement celui de la C. G. T., s'ils ont eu un succès de curiosité, n'ont jamais passionné les foules, malgré toute la propagande faite autour d'eux. Les tentatives d'accord sur la base du plan de la C. G. T. entre les grandes organisations ayant souscrit au serment du 14 juillet, ont précisément abouti à un compromis : le programme du Rassemblement populaire. Vouloir répéter l'opération dans le cadre syndical donnerait le même résultat et ferait porter la discussion uniquement sur les points contestés du plan. Or, les syndicalistes unitaires ont fait, font encore au plan de la C. G. T. des critiques sérieuses ; ils ne peuvent l'accepter tel qu'il se présente.

Certes, le programme de Front populaire n'est qu'un compromis ; il n'est pas parfait, ni même suffisant ; aussi pourrait-on lui adjoindre certaines revendications, proprement ouvrières sur lesquelles l'accord est déjà fait, par exemple la généralisation des conventions collectives de travail, la défense et l'amélioration des salaires et de la loi sur les assurances sociales, etc. Le tout ne constituerait-il pas une base suffisante pour l'action immédiate du syndicalisme réuni ?

De leur côté, les « planistes » font remarquer qu'adopter le programme du Rassemblement populaire, même enrichi des additions proposées, impliquerait le renoncement à toute l'activité constructive qui a été celle de la C. G. T. au cours de ces vingt dernières années, que ce serait aussi nier le rôle considérable qu'a joué le plan dans le mouvement actuel des idées. D'ailleurs, ajoutent-ils, il est expressément stipulé dans le préambule du programme du Rassemblement populaire que chaque organisation participante n'a rien à abdiquer de « sa doctrine, de ses principes et de ses fins particulières. » Pourquoi, la C.G.T. réunifiée, devenue de ce fait « la plus grande force d'impulsion et d'organisation de notre pays » (3), serait-elle précisément la seule qui abandonnerait son drapeau ? Pourquoi vouloir faire du programme du Rassemblement populaire la seule arme de lutte du syndicalisme ? Ses rédacteurs eux-mêmes, sentant son insuffisance, ont éprouvé le besoin de faire cette déclaration qu'il devrait être « rapidement complété par des mesures et par des réformes plus profondes ». C'est un « catalogue un peu dérisoire », une « nomenclature de thèmes de propa-

(3) Ch. LAURENT.

gande », un programme politique, électoral, une œuvre de circonstance. D'ailleurs, le programme du Rassemblement populaire examine l'ensemble des problèmes actuels ; il se préoccupe des problèmes extérieurs (appel à la collaboration des peuples dans le cadre de la S.D.N., proposition d'une convention de limitation, puis de réduction générale simultanée et contrôlée des armements, etc.) ; il comporte des revendications politiques (amnistie générale, contrôle des ligues fascistes, etc.) ; enfin, il s'efforce de résoudre les problèmes financiers (réforme démocratique du système des impôts, lutte contre la fraude, contrôle des sorties de capitaux, etc.). La C. G. T. ne doit pas oublier que ce programme a été conçu en vue d'une action « qu'elle ne condamne pas, qu'elle peut approuver, mais qui ne peut pas être la sienne » (L. Jouhaux), qu'il a été « établi dans d'autres conditions, par d'autres hommes et pour d'autres buts » (Delmas). Fidèle à sa doctrine, le syndicalisme doit affirmer que le problème capital sur lequel il est urgent de se pencher est d'ordre économique. Or le chapitre économique du programme du Rassemblement populaire est « extrêmement faible » : il s'y attache aux conséquences du mal plutôt qu'au mal lui-même. Ses dispositions essentielles (réduction de la semaine de travail, plan de grands travaux, office des céréales, de l'azote, des potasses, abolition des décrets-lois, etc.) visent à « restaurer » la capacité d'achat supprimée ou réduite par la crise, non à éviter le retour de cette catastrophe. C'est insuffisant. D'ailleurs, les mesures proposées n'atteindront pas le but qu'on leur assigne — et ce fut l'originalité des planistes de l'avoir conçu — si on ne les lie pas à des réformes plus profondes. La nationalisation des industries de guerre prévue au programme du Ras-

semblement populaire ne suffit pas, elle doit être complétée par la nationalisation de toutes les industries-clés; à la réorganisation de la Banque de France, il faut ajouter la nationalisation du crédit et la création d'un appareil bancaire public. Cela le syndicalisme doit l'affirmer plus que jamais ; il le fera en conservant comme base de son action le plan de la C.G.T., qui dans le domaine économique et social est le complément logique et nécessaire du Programme de Rassemblement populaire (4).

D'un autre côté, les critiques que l'on a multipliées à l'égard du Plan de la C.G.T. sont-elles vraiment fondées ? Affirmer que le plan est une tentative de redressement du capitalisme, c'est aller un peu loin. N'est-ce pas lui qui, le premier a réclamé la nationalisation de la Banque de France ? et les nationalisations des industries-clés ne portent-elles pas directement atteinte selon le vœu de la C.G.T.U. aux privilèges de l'oligarchie qui dirige le pays ? Se saisir des moyens de production, passer de la propriété individuelle à la propriété collective, est-ce replâtrer le capitalisme ? On prétend que le plan est inapplicable, les nationalisations impossibles, mais pourquoi deux poids, deux mesures, et pourquoi dans ce cas affirmer qu'est possible la nationalisation des industries de guerre ? Le plan dit-on encore suppose la mise en œuvre de la dévaluation. C'est forcer la pensée de certains de ses rédacteurs qui ont simplement voulu éviter que si cette éventualité se produisait un jour, elle ne se traduise pas par une spoliation de la classe ouvrière.

Le plan, c'est vraiment le « syndicalisme en bataille », en face de ses responsabilités ; c'est le symbole de la

(4) Ce point fut particulièrement bien mis en lumière à Toulouse. Citons spécialement les interventions de MM. Delmas, Belin, Lacoste et Léon Jouhaux.

volonté éternelle du mouvement ouvrier de rester libre à l'égard des partis politiques comme à l'égard du gouvernement. « Tant qu'il y aura des ouvriers dont le travail servira à produire la plus-value, il faudra des syndicats pour les défendre et ceux-ci ne pourront vivre qu'en gardant leur indépendance. » Cela, Griffuelhes le disait déjà, le syndicalisme réuni doit le réaffirmer en se réservant, même si un gouvernement ayant toutes ses sympathies prenait le pouvoir, un domaine propre d'action : le plan de la C.G.T.

Les « planistes » reconnaissent cependant que le texte qu'ils proposent présente quelques imperfections : Delmas déclare : « Dans notre plan, il y a encore une partie insuffisante, c'est celle qui vise les moyens d'action pour promouvoir le plan et le faire passer dans la réalité. » Le même orateur constate aussi que « la réforme constitutionnelle entre dans le plan de la C.G.T. par la petite porte. » L'œuvre est à perfectionner, certes, mais il n'en faut pas pour autant l'abandonner.

Telles étaient — rapidement caractérisées — les deux tendances qui se manifestèrent au cours des débats. Finalement, aucun vote n'intervint. Les délégués se contentèrent de nommer une « Commission du plan d'action de la C.G.T. » qui rédigea une motion, adoptée à l'unanimité par le Congrès ; dont nous croyons nécessaire de reproduire les principaux passages.

« Le Congrès confirme l'adhésion donnée par les représentants du mouvement syndical au programme dressé par le Comité du Rassemblement populaire en vue de mobiliser les masses populaires françaises pour l'amélioration de leur sort et pour la défense et le triomphe de la liberté et de la paix. »

« La C.G.T., dans tous ses éléments, soutiendra par une lutte incessante, les revendications contenues dans ce programme, dont elle exigera la réalisation et qu'elle associe étroitement aux revendications propres à la classe ouvrière et aux réformes de structure énoncées dans le Plan de la C.G.T. : fonds national de chômage, etc. »

« Le Congrès affirme la nécessité d'arracher au grand capitalisme le pouvoir exorbitant qui lui permet de s'opposer à la réalisation de ces revendications, de spolier les salariés, les consommateurs et les épargnants et de bafouer tous les jours la volonté populaire. »

« Le Plan de la C.G.T. vise à ce but en réclamant des transformations profondes dans la structure économique, notamment la nationalisation du crédit et des industries-clés, dans lesquelles réside actuellement toute la puissance des oligarchies financières et industrielles.

« En adoptant ce Plan, le Congrès confirme l'opposition absolue qui existe entre les intérêts des salariés que le syndicalisme a pour mission de défendre et les intérêts du capitalisme qu'il combat ; cette opposition implique la nécessité de l'action indépendante des syndicats agissant comme force opposée aux puissances financières et industrielles et utilisant tous les moyens d'action leur permettant de lutter effectivement contre le capitalisme.

« En conséquence, le Congrès indique que la participation officielle des organisations confédérées à des organismes divers (organismes de direction économique et d'application du Plan, Comités de gestion, Conseil économique, B.I.T., S.D.N.) ne saurait être considéré comme une forme d'intégration du syndicalisme dans l'Etat ou de collaboration avec le patronat, dès l'instant que cette participation s'exerce sous le libre mandat et le contrôle

permanent des organisations syndicales pour la défense de l'intérêt général des classes laborieuses, contre les privilèges intolérables des oligarchies. »

Que conclure des débats d'abord, de la motion adoptée ensuite ? En est-il véritablement résulté comme le croit J. Duret « une progression sensible du planisme français » ?(5). D'une façon générale, les « ex-unitaires », tout en affirmant solennellement leur planisme n'ont pas ménagé leurs critiques au plan de la C.G.T. M. Racamond lui-même, dans sa longue intervention « planiste », s'est contenté d'émettre l'espoir d'une entente complète sur *un* plan syndicaliste, mais non sur le plan proposé auquel il n'a pu s'empêcher d'adresser de « timides objections ». Cependant la motion adoptée consacre le triomphe des thèses planistes. Est-ce à dire que les ex-unitaires ont, comme par enchantement, abandonné toutes les critiques qu'ils avaient formulées jusqu'alors ? Rien n'est moins sûr. Pourquoi auraient-ils subitement admis le principe de l'indemnisation, celui de la gestion tripartite, etc. ? Pourquoi auraient-ils renoncé à leurs conceptions propres ?

Au dernier Congrès de la C.G.T.U., M. Frachon a prononcé ces paroles qui jettent une certaine lumière sur l'attitude des ex-unitaires : « Lorsqu'au cours de nos discussions, nous faisons des concessions, certains se mettaient à prophétiser que nous entrerions dans une C.G.T. unifiée en abandonnant nos conceptions sur le mouvement syndical. Qu'ils se tranquillisent. La classe ouvrière n'aura pas à déplorer un tel abandon. Nous serons les partisans les plus respectueux de la démocratie syn-

(5) Cf. *La Tribune du Fonctionnaire* du 7 mars 1936.

dicale, mais aussi les défenseurs les plus fidèles de ce qui fut toujours à la base des décisions de la C.G.T. d'avant-guerre : la lutte des classes. » En acceptant d'associer les revendications ouvrières et les réformes de structure énoncées par le plan, aux revendications contenues dans le programme du Front populaire, les ex-unitaires n'ont-ils pas simplement fait une concession nouvelle, dont il convient de ne pas exagérer la portée ? Ne considèrent-ils pas toujours que les syndicalistes doivent obtenir la réalisation *intégrale* du programme, avant d'entreprendre une action quelconque en faveur du plan ? Et n'ont-ils pas prévu que pendant le temps qui serait nécessaire pour obtenir l'application du programme, des événements nouveaux surgiraient qui leur permettraient d'exiger la révision du plan ? Enfin, s'il est vrai, comme on l'entend souvent affirmer, que les ex-unitaires aient entendu mettre à profit la fusion pour « noyauter » les syndicats et y faire triompher, plus ou moins ouvertement, les volontés communistes, cette adhésion feinte n'était-elle pas pour eux dénuée d'importance ?

En tous cas, un fait est certain : on constate, depuis la reconstitution de l'unité, un ralentissement notable — pour ne pas dire l'arrêt — de la propagande pour le plan, en même temps qu'une renaissance très nette de l'action directe sous la forme des « grèves sur le tas » et des occupations d'usines. Certes, il semble d'ores et déjà établi que la C.G.T., dans la grande majorité des cas, n'a pas été l'instigatrice des grèves. Celles-ci sont nées en général spontanément et se sont développées rapidement par contagion (6). La C.G.T., qui ne pouvait pas désavouer ce

(6) Cf. l'article d'André ULMANN : Syndicalisme et Politique, dans *Esprit*, n° juillet 1936.

mouvement, a tout fait pour le contrôler, et dans une certaine mesure pour le freiner. Dans l'ensemble, elle a réussi. Peut-être ses dirigeants ont-ils été débordés par l'ampleur de leur tâche immédiate et ont-ils été contraints de négliger provisoirement le plan ? C'est possible, le fait cependant est là, si net, que récemment encore, René Belin, secrétaire adjoint de la C.G.T., déplorait qu'on parlât aussi peu du plan.

Peut-être la cause en est-elle, comme le pense H. Clerc (7), que ce plan, datant déjà de trois ans, n'est pas assez adapté aux nécessités présentes et notamment à la situation créée par l'énorme hausse des prix, conséquence de la dévaluation monétaire ? Alors que la C.G.T. le rénove !

Mais n'est-ce pas précisément la perspective de cette rénovation qui effraye les planistes syndicalistes ? Rénover le plan, ne serait-ce pas tout remettre en question du fait de l'hostilité avouée de certains militants à l'égard de quelques-uns des principes qu'il énonce ? Et les partisans du plan ne craignent-ils pas que ces militants entraînent avec eux tous les éléments nouveaux et encore inédiqués du syndicalisme — éléments nouveaux qui se sont souvent révélés extrémistes ?

Pourtant, cette rénovation est nécessaire : au Congrès d'unité, les plus chauds partisans du plan ont reconnu certaines de ses imperfections. Cette tâche d'élaboration, de revision et d'études, la C.G.T. réunifiée, forte de ses 5.000.000 d'adhérents, doit l'entreprendre immédiatement. Le jour où elle aura été menée à bien, jour que nous vou-

(7) Cf. *L'Œuvre* du 17 février 1937.

lons espérer prochain, marquera la consécration véritable de l'unité et un progrès réel du planisme syndicaliste. Ce jour-là seulement, la C.G.T. aura démontré qu'elle est bien la « plus grande force d'impulsion et d'organisation » de notre pays, ce jour-là seulement, elle aura la possibilité d'obtenir dans la réorganisation économique et sociale de la France la place qu'elle revendique et à laquelle elle a droit.

Bibliographie

et

Table des Matières

Bibliographie (Sommaire)

A. — REVUES ET PÉRIODIQUES

L'Atelier.

L'Atelier pour le Plan.

Le Bulletin de l'Internationale syndicale chrétienne (surtout numéro de février 1934).

Les Cahiers de Révolution constructive (4, rue Franklin, Asnières).

Communiqués de presse de la Fédération syndicale internationale,
24 janvier 1934.

Le Combat marxiste.

Le Combat syndicaliste.

Esprit (surtout numéros de février, mars, décembre 1934, mars 1935, juillet 1936).

L'Europe nouvelle.

L'Homme réel (depuis février 1934).

Les Informations sociales du B.I.T. (22 janvier 1934).

L'Information sociale (surtout les numéros du 15-1-34, 2-5-34, 11-4-35).

Monde.

Le Mois (surtout numéros de mars et avril 1934).

Le Mouvement syndical international, organe de la Fédération syndicale internationale (numéro de janvier-avril 1935 consacré à l'économie dirigée et aux plans de travail).

La Nouvelle Revue Française,

La Nouvelle Revue Française (numéros du 17-3-34, 1-4-34, 8-12-34, 23-3-35).

Nouvel Age.

Politica (surtout numéros de janvier et février 1936).

La Révolution prolétarienne (surtout numéros du 25-3-34, 25-12-34, 10-1-35).

La Revue d'Economie politique (spécialement année 1934).

La Revue politique et parlementaire.

La Revue syndicale internationale.

La Vie socialiste (surtout les numéros du 6-1-34, 27-1-34, 28-4-34, 8-12-34, 22-12-34, 9-2-35, 30-3-35).

La Voix du peuple.

X-Crise, revue du Centre polytechnicien d'études économiques (numéro de mars-avril 1935).

B. — OUVRAGES ET BROCHURES

Au-delà du Marxisme, Henri de Man, Alcan, Paris, 1929.

Compte-rendu de la Conférence de Pontigny : der Plan der Arbeit; Konferenz zur Berechnung der Probleme der Planwirtschaft, Verlag V.P.O.D., Volhshauss Zurich (comptes-rendus en allemand et en français).

Compte-rendu de la Conférence internationale des plans de Genève, publié par l'Institut supérieur ouvrier, Paris 1936.

Compte-rendu des débats au Congrès d'Unité de Toulouse de mars 1936, publié par la C.G.T.

Crise et plan : 15 conférences et études sur le plan de la C.G.T., publié par l'I.S.O.

De la concentration capitaliste aux nationalisations, Amédée Dunois, librairie populaire, Paris, 1936.

Der Plan der Arbeit, ein Ausweg aus Krise und Not, Zurich, 1934.

Exposé sur le plan de rénovation économique de la C.G.T. (édité par la C.G.T., 1934).

Economie dirigée et socialisation, L. Laurat, Eglantine, Bruxelles 1935.

- Georges Sorel*, Gaëtan Piron, Rivière, Paris, 1927.
- Jouhaux et la C.G.T.*, Raymond Millet, éditions Denoel, Paris 1937.
- La Banque 1919-1935*, Dauphin-Meunier, Gallimard, Paris 1936.
- La C.G.T., ce qu'elle est, ce qu'elle veut*, Léon Jouhaux, Gallimard, Paris 1937.
- La Crise du capitalisme*, Gaëtan Piron.
- La Crise et l'Economie dirigée*, André Philip, éditions de Cluny, Paris 1935.
- La Crise mondiale*, L. Laurat, publication de l'I.S.O., 1935.
- La Grande Révolution qui vient*, Jacques Duboin, les éditions nouvelles, Paris 1934.
- La nationalisation des assurances*, G. Rul, thèse, Lyon 1936.
- La réforme bancaire du gouvernement et le plan de travail*, H. de Man, Eglantine, Bruxelles 1934.
- Le Capitalisme, la libre concurrence et l'économie dirigée*, Laurent Dechesne, Sirey 1934.
- Le Catéchisme du plan*, H. et G. Bohy-Denis, Eglantine, Bruxelles 1934.
- Le Dumping russe et le plan quinquennal*, Lambert, édition de la C.G.T.
- L'exécution du plan de travail*, H. de Man, Alcan, Paris 1935.
- Le Gouvernement des démocraties modernes*, B. Lavergne, Alcan, Paris 1933.
- Le Monde nouveau*, Pierre Besnard, édition de la C.G.T.S.R., 1934.
- Le Plan contre le chômage et la crise*, librairie Mercure, Paris 1935.
- Le plan de rénovation économique et sociale*, L. Jouhaux, C.G.T. 1935.
- Le plan du 9 juillet*, Gallimard, Paris 1934.
- Le plan Emile Roche*, dans « La République » du 14-4-34.
- Le plan de la troisième force*, revue « Esprit » du 1-9-33.
- Le plan français*, préface de Marcel Déat, Fasquelle, Paris 1935.
- Les démocrates chrétiens et le plan*, Frédéric Denis, bureau national d'action pour le plan, Bruxelles 1935.

- Les nouveaux aspects du corporatisme*, G. Piron, Sirey 1936.
- Les problèmes de l'économie dirigée*, L. Laurat, I. S. O. 1935.
- Les techniciens et la crise*, H. de Man, Syndicat général des employés, Bruxelles 1935.
- Les techniques nouvelles du syndicalisme*, M. Leroy, Rivière, Paris 1921.
- L'expérience Roosevelt et le milieu social américain*, L. Franck, Alcan, Paris 1937.
- L'idée socialiste*, H. de Man, Grasset, Paris 1934.
- Révolutionnaires, où allez-vous ?* Jove et Jean Nocher, éditions Fustier, Paris 1935.
- Syndicalisme et corporatisme*, G. L. Duprat (conférence), Genève 1931.
- Trade-Unionisme et syndicalisme*, A. Philip, Montaigne, Paris 1936.
- Traité d'économie politique*, E. Antonelli, Alcan 1927.
- Utopie libérale, chimère socialiste...*, économie dirigée, Henri Noyelle, Sirey 1934.
-

Table des Matières

| | |
|--------------------|---|
| Introduction | 5 |
|--------------------|---|

PREMIERE PARTIE. — LE PLAN

| | |
|---|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Le plan dans le mouvement planiste</i> | 13 |
| CHAPITRE II. — <i>Pourquoi le plan ? Le plan contre la crise du capitalisme</i> | 25 |
| I. Caractères et nature de la crise | 27 |
| II. L'impuissance des remèdes « capitalistes » | 38 |
| III. Nécessité d'une économie systématiquement dirigée | 51 |
| CHAPITRE III. — <i>Pourquoi le plan (suite). Le plan contre le fascisme</i> | 55 |
| I. Démocratie et fascisme | 57 |
| II. Le plan et le rassemblement démocratique | 63 |
| CHAPITRE IV. — <i>L'Economie dirigée du plan</i> | 79 |
| I. Les nationalisations : | |
| La nationalisation du crédit | 93 |
| La nationalisation des assurances | 105 |
| La nationalisation des « industries-clés » | 113 |
| II. Le Conseil supérieur de l'Economie | 128 |

DEUXIEME PARTIE. — VALEUR THEORIQUE,
TECHNIQUE ET TACTIQUE DU PLAN

| | |
|--|-----|
| CHAPITRE I. — <i>Valeur théorique et technique du plan</i> | 135 |
| I. Le plan et le système collectiviste | 144 |
| II. Le plan, tierce solution | 148 |
| CHAPITRE II. — <i>Valeur tactique du plan</i> | 163 |
| APPENDICE. — <i>Le plan et les autres organisations syndicales
 ouvrières de France</i> | 181 |
| I. L'hostilité des syndicalistes révolutionnaires | 183 |
| II. Le plan de la C. F. T. C. | 188 |
| III. L'ex-C.G.T.U., l'unité et le plan | 192 |
| BIBLIOGRAPHIE | 209 |

Vu et approuvé.

Lyon, le 29 Novembre 1937.

*Le Doyen de la Faculté
de Droit,*

GARRAUD.

Vu et approuvé.

Lyon, le 1^{er} Novembre 1937.

*Le Président de thèse,
André PHILIP.*

Vu et permis d'imprimer.

Lyon, le 1^{er} Décembre 1937.

*Le Recteur,
Président du Conseil de l'Université,*

LHIRONDELLE.

